

**Contrat-cadre Bénéficiaires – Lot 1 Développement rural et
sécurité alimentaire**

Demande n° 2007/143835 – Version finale

Etude sur le revenu et les investissements des producteurs de café et de cacao en Côte d'Ivoire

Rapport final

Mai 2008

Préparé par:

**Cardno Agrisystems Limited –
Lead Member of Agrisystems Consortium**

Consultants: François Ruf et Jean-Luc Agkpo



Projet financé par l'Union Européenne

Agrisystems Consortium comprenant: Cardno Agrisystems Ltd – Lead Company; Agri-Livestock Consultants Ltd; Megapesca Lda; Sogreah; VVMZ Spol SRO; World Development Consultants



Ce rapport est réalisé pour le compte du Gouvernement de la Côte d'Ivoire, sur financement de la Commission Européenne (Stabex 99/2).

Toutefois ce rapport, les opinions et les analyses qui y sont formulées, ne sauraient engager la responsabilité du Gouvernement de la Côte d'Ivoire ou de la Commission européenne.

Etude sur Le revenu et les investissements des producteurs de café et de cacao en Côte d'Ivoire

Rapport final

Mai 2008

SOMMAIRE

RESUME DE L'ETUDE	1
INTRODUCTION	7
1 APERÇU METHODOLOGIQUE	11
2 PRESENTATION DE L'ECHANTILLON	15
3 EVOLUTION DES PRIX ET DU POUVOIR D'ACHAT DU CACAO : 1960-2008	21
4 DYNAMIQUE DES PLANTATIONS EN COTE D'IVOIRE ET PREMIER APERÇU DU ROLE DES PRIX	27
4.1 Concept et acquis bibliographiques	27
4.2 Evolution en 2007	29
4.3 Influence des prix au producteur.....	29
4.4 Le poids spécifique du prix relatif café/cacao	31
4.5 Conclusion partielle : les leçons du prix relatif	33
5 ANALYSE DES COUTS DE PRODUCTION	35
5.1 Approche par le rapport Abusan	35
5.1.1 La pertinence de l'indicateur abusant.....	35
5.1.2 Les cas de partage en abugnon, à 50%, sur cacao	38
5.1.3 Les « adaptateurs » de coûts : « primes » et « charges » pour l'abusant	41
5.1.4 Estimation des coûts et des rentabilités	41
5.2 Approche par les budgets	44
5.2.1 Pour une exploitation « moyenne »	44
5.2.2 Approche géographique, par départements.....	45
5.2.3 Approche selon l'origine des planteurs : le dualisme autochtones/migrants	48
5.2.4 Approche selon la dimension des exploitations et le niveau de revenus	49
5.3 Conclusion partielle.....	50
6 LES APPUIS AUX PRODUCTEURS.....	51
6.1 Le crédit	51
6.1.1 Le système bancaire	52
6.1.2 Les micro crédits (IMF).....	53
6.1.3 Les crédits de la profession.....	53
6.1.4 Les crédits informels	54
6.1.5 Conclusion partielle	54
6.2 Les intrants.....	55
6.2.1 Le matériel végétal	55
6.2.2 Les produits phytosanitaires.....	56
6.2.3 Les engrais	60
6.2.4 Les fongicides	61

6.3	Le conseil agricole et le renforcement des capacités des producteurs.....	62
6.3.1	Conseil agricole.....	62
6.3.2	Renforcement des capacités des producteurs	62
6.4	Les coopératives	63
6.5	Conclusion partielle.....	63
7	LES VARIATIONS DE PRIX DU CAFE ET LEUR IMPACT SELON LES PLANTEURS	65
7.1	La chute du prix.....	65
7.1.1	Approche bibliographique.....	65
7.1.2	Les années 2000 en Côte d'Ivoire.....	70
7.2	La remontée du prix du café	72
7.2.1	Un impact reconnu par la majorité des planteurs.....	72
7.2.2	Un impact récusé par une minorité de planteurs.....	74
7.3	Retour aux faits : impact du prix sur les abandons de caféières.....	74
7.4	En conclusion partielle	76
8	LES STRATEGIES DES PLANTEURS FACE AUX FLUCTUATIONS DES PRIX DU CACAO	79
8.1	Cas de la hausse des prix.....	79
8.2	Cas de la baisse des prix	82
8.3	L'indifférence d'une minorité de planteurs à une hausse ou une baisse des prix du cacao.....	84
8.4	Conclusion partielle.....	85
9	LE POINT DE VUE DES PLANTEURS SUR L'INSTABILITE DES PRIX	87
10	LA PLACE DU BINOME CACAO/CAFE DANS LES REVENUS	89
10.1	Cacao et pauvreté	89
10.2	La place encore prépondérante du binôme cacao/café	90
10.3	En corollaire, un impact encore limité du palmier et de l'hévéa ?	90
10.4	Une flexibilité réduite sur les cultures vivrières	91
10.5	Les « autres revenus ».....	93
	CONCLUSION.....	97
	RECOMMANDATIONS	99
	BIBLIOGRAPHIE	101

Annexe

Annexe 1. Termes de référence

Annexe 2. Zones Enquêtées

Annexe 3. Détails sur les structures d'âge des vergers

RESUME DE L'ETUDE

La notion de prix rémunérateurs est au cœur de la problématique de la durabilité dans le secteur du café et du cacao. Les prix aux producteurs fluctuent fortement en relation avec le prix international et ne sont pas parfois suffisamment attractifs pour inciter les producteurs à planter et replanter des cacaoyers. Ne vont-ils pas trouver d'autres moyens pour maintenir leur exploitation et assurer des conditions de vie décentes à leurs familles?

De plus, le développement des cultures de café et de cacao en Côte d'Ivoire s'est fait au détriment de la forêt primaire qui est passée de 12 millions d'hectares en 1960 à moins de 2 millions aujourd'hui. Face à une baisse de la productivité liée à la perte de la rente forêt et au vieillissement des plantations, voire des changements climatiques, bien des plantations sont soit abandonnées soit reçoivent de moins en moins d'entretien. De nouveaux fronts pionniers sont créés (en particulier dans le sud-ouest avec un retour partiel vers l'Est), mais juste à quand ? Les conséquences écologiques sont inquiétantes. Malgré sa position de premier producteur mondial, la Côte d'Ivoire a un besoin urgent de politique publique en faveur des planteurs de café et cacao. Le pays risque de supporter un coût très élevé lié à la baisse de la productivité puis à l'abandon partiel de la culture de café et de cacao par des milliers de planteurs.

Face à ce contexte plein d'incertitudes pour l'avenir de la cacaoculture, le Ministère d'Agriculture a initié la présente réflexion sur le rôle des prix et des revenus dans les stratégies de consommation et d'investissement des producteurs.

L'objectif global est d'analyser la formation des revenus, la capacité d'épargne et les stratégies d'investissement des producteurs de café et de cacao et surtout l'influence des prix aux producteurs sur ces stratégies.

Cette étude s'appuie, outre la revue de la documentation existante, sur une enquête effectuée en 6 semaines auprès de 435 producteurs de café et de cacao. Ces planteurs sont répartis dans les principaux départements de la zone de production de café et de cacao de la Côte d'Ivoire.

Les principaux résultats et conclusions de l'étude sont présentés comme suit :

La chute du pouvoir d'achat des producteurs de cacao

L'étude montre clairement la baisse structurelle du pouvoir d'achat des producteurs de plus de 50% sur les vingt (20) dernières années. Certes, cette baisse importante du prix constant tarde à affecter la production qui continue d'augmenter depuis les années 90 et se maintient encore relativement bien dans les années 2000. L'explication réside en partie dans la capacité de l'agriculture familiale à s'adapter aux baisses de prix, notamment en continuant à planter, grâce à sa force de travail familial qui accepte d'être peu ou pas rémunérée.

Dans le cas de la Côte d'Ivoire, ce principe est renforcé par les migrations des populations depuis les zones de savane relativement plus pauvres.

La place du binôme cacao/café dans les revenus des ménages

L'approche des revenus des ménages permet de confirmer l'appauvrissement des planteurs dans des exploitations de cacao et café. On aurait pu imaginer qu'ils tentent d'échapper à la chute de leurs revenus cacao et café par un report des facteurs de production sur les cultures vivrières. C'est parfois le cas localement, sous certaines conditions de proximité d'Abidjan, parfois avec une spécialisation des exploitations. Certains producteurs peuvent

délaisser le cacao et café pour se concentrer sur les vivriers, notamment le maraîchage. Mais sur l'ensemble des exploitations de cacao et café, la capacité des exploitations familiales à mettre des surplus vivriers de base (céréales, tubercules, banane) sur le marché s'est considérablement affaiblie avec la raréfaction des terres et l'augmentation de la taille des familles. Les autres revenus, tirés du commerce, de l'artisanat, des petits métiers, mais aussi des pensions des retraités venant s'installer au village, ainsi que les locations de terres, jouent un rôle plus important que les vivriers.

Budgets et coûts de production

Une analyse des systèmes de production et des ressources financières des producteurs a été effectuée. Pour l'estimation des dépenses monétaires des producteurs, deux approches ont été retenues, d'une part celles ne retenant que les dépenses monétaires, d'autre part l'approche par le contrat de pseudo métayage, type Abusan/Abugnan.

Ces approches permettent de montrer que la composante financière du coût de production est relativement limitée. Certes, le travail familial reste le plus important mais tout se passe comme si cette main d'œuvre familiale était encore plus exploitée que la main d'œuvre dite salariée ou payée selon un contrat abusant. Il en résulte un coût monétaire, relativement faible. Ce coût obtenu dans la présente étude n'est donc qu'une composante du coût de production car il ne prend pas en compte la valorisation du travail familial mais son faible niveau explique en partie la résistance des exploitations face d'une baisse structurelle du prix aux producteurs. On peut considérer que ce coût monétaire est proche d'un « coût de survie ». Pendant un certain temps (qui reste à définir et dépendamment alternatives économiques), les exploitations peuvent supporter une très faible rémunération de leur main d'œuvre familiale.

Le niveau des dépenses monétaires des producteurs oscille en moyenne entre 100 Fcfa/kg et 200 Fcfa/kg et 150 Fcfa/kg et 250 Fcfa/kg respectivement pour le café et le cacao.

Les variations de prix et l'impact sur les investissements dans les plantations

L'étude met en évidence la capacité des planteurs à maintenir des investissements dans les plantations en période de prix défavorable mais aussi leur propension à augmenter ces investissements lorsqu'ils disposent d'un revenu supplémentaire.

Le maintien des investissements en période de prix défavorable s'explique par deux grands mécanismes :

- d'une part, l'agriculture familiale peut résister avec son faible « coût de survie », la mobilisation du travail familial et le maintien d'une production alimentaire (céréales, tubercules, maraîchage) en attendant des jours meilleurs.
- d'autre part, une situation de prix encore plus défavorable pour une autre culture peut tempérer les impacts. C'est le cas du cacao qui bénéficie depuis longtemps d'une situation encore plus défavorable sur le café. C'est une des explications à la croissance du cacao dans un contexte de prix affaibli et incertain.

Mais comme pour le café, cette situation est en pleine évolution pour le cacao. La préférence des planteurs s'oriente de plus en plus, vers l'hévéa, en raison de la rapide progression des cours et de la régularité des revenus au cours de l'année. La baisse ou la stagnation des prix du cacao va donc avoir un effet encore plus sensible sur l'investissement vers d'autres cultures pérennes, tel l'hévéa.

Ajustements aux prix sur l'entretien des plantations... et des dépenses familiales

L'étude confirme que les producteurs sont très sensibles aux fluctuations des prix. Plus de 80% des producteurs interrogés affirment avoir ajusté soit la hausse ou la baisse des dépenses d'exploitation mais aussi des dépenses familiales face à une hausse ou une baisse des prix du cacao. Seulement 20% se déclarent « indifférents » aux fluctuations de prix dans leur comportement à court terme.

Face à une hausse des prix, les planteurs réagissent prioritairement par une amélioration des conditions de vie du ménage à travers une augmentation des dépenses du ménage et des dépenses sociales. Au plan directement productif, l'utilisation des produits phytosanitaires est fortement corrélée au prix et au revenu. Dans tous les compartiments de leur vie, les planteurs sont donc très sensibles aux fluctuations des prix du cacao.

Symétriquement, en cas de baisse, l'ajustement au prix se fait d'abord par la réduction du train de vie, par une compression des dépenses du ménage, donc par un affaiblissement de la qualité de l'alimentation, de la nutrition, de l'habillement, de la scolarisation.

Il y a donc bien « ajustement » et « résistance » des exploitations familiales, en parie sur les taux de récolte, d'entretien et sur les intrants au détriment malheureusement de la qualité de vie des familles, de leur alimentation, de leur santé et de la scolarisation des enfants. La rémunération des femmes baisse très significativement.

En cas de baisse prolongée, et en cas d'alternative économique, la baisse d'entretien et de traitements des plantations peut aller jusqu'à l'abandon au moins provisoire des parcelles. Depuis les années 80 (avec une accélération dans les années 2000), c'est ce qui se produit sur les caféières : abandon des caféières et report du travail sur les cacaoyères. Toutefois, à partir des années 2000, ce modèle pourrait fort bien se reproduire, cette fois aux dépens aussi bien du cacaoyer que du caféier et au profit du palmier, et encore plus de l'hévéa, en plein boom dans le pays.

Ajustement de la consommation d'intrants et des investissements aux variations des prix

L'étude confirme et contribue à montrer que les planteurs réajustent très leur niveau de consommation d'intrants face aux changements de prix du cacao ou du café. Les temps de réponse aux hausses de prix sont logiquement un peu plus longs pour l'engrais et pour la création de nouvelle plantation. Dans un contexte de revenu très faible, s'il faut faire un arbitrage entre un produit anti-miride et l'engrais, le choix porte logiquement sur le premier intrant. Au moment où les cours mondiaux de l'engrais augmentent rapidement, c'est d'ailleurs bien un des dangers pour la cacaoculture ivoirienne, un danger auquel les pouvoirs publics devraient porter la plus grande attention.

Par ailleurs, compte tenu de la baisse relative des ressources en terre et probablement en travail, on peut faire l'hypothèse d'un rôle croissant des intrants dans la production de cacao. Le processus a d'ailleurs déjà commencé avec l'adoption de l'engrais. On peut en effet souligner la formidable innovation sur l'engrais et considérer que ces taux d'adoption d'intrants restent presque élevés compte tenu des services déficients et des prix du cacao très faibles depuis 1999 (à l'exception de 2002 et 2003).

Accès au crédit

Multiplés et variés, les besoins des producteurs en crédit se sont accrus face à la paupérisation grandissante dans les zones rurales. Il s'agit de besoins en financements pour créer de nouvelles plantations mais également pour couvrir des dépenses sociales dans l'urgence. Malheureusement, mis à part des crédits informels aux taux d'intérêt prohibitifs, les enfermant dans une spirale de récession, les producteurs de café et cacao n'ont accès à aucune source de crédit leur permettant de satisfaire ces besoins. Les différentes formes de crédit formel existantes sont inadaptées à la situation actuelle de l'agriculture et à celle de la filière café et cacao en particulier.

Appui à l'épargne

En amont du crédit, la capacité d'épargne des producteurs susceptible de soutenir leurs investissements est quasiment annihilée par la précarité dans laquelle vivent la majorité des producteurs, sans oublier les fluctuations incessantes des prix. Les opportunités du système bancaire se sont un peu élargies ces dernières années, ce qui constitue un progrès potentiel, mais encore très peu utilisés par les planteurs de cacao et café, faute de capacité d'épargne. Sauf pour quelques très gros producteurs et quelques nouveaux ayant des charges de famille encore très réduites, le cacao ne permet plus d'épargner.

L'étude met en évidence la capacité des producteurs à épargner une faible partie de leurs revenus en période de conjoncture favorable des prix. Toutefois, cette épargne, encore très faible, est très vite éprouvée par les fluctuations des prix et ne peut intervenir comme régulateur des revenus des producteurs.

Conseil agricole et utilisation du matériel végétal sélectionné

Le taux dérisoire d'utilisation de matériel végétal sélectionné sur le cacao est un indicateur de l'effondrement de la vulgarisation au service des producteurs de cacao. Le verger caféier et cacaoyer de la Côte d'Ivoire est caractérisé par une faible utilisation de matériel végétal sélectionné. L'étude de 2006 sur le peuplement végétal, par les mêmes auteurs, avait déjà montré que seulement 17% des planteurs utilisaient du matériel sélectionné pour les créations de parcelles de cacao, dont l'essentiel dans le passé, avant les années 90. Le matériel sélectionné provient soit des services de vulgarisation (ex SATMACI et ANADER) soit du CNRA.

En 2007, la présente étude confirme le piètre résultat pour le cacao : selon les déclarations des planteurs, 12% seulement des parcelles ont été plantées avec du matériel sélectionné et 79% du tout venant. Le reste est d'origine « incertaine ».

Le prix du cacao n'est pas la seule variable en cause. Plusieurs raisons sont avancées par les producteurs pour justifier la sous utilisation de matériel végétal sélectionné dont trois principales qui sont :

- le manque de moyens pour l'acquérir, cette raison est évoquée par 30% des non adoptants. En effet, pour ceux-ci, le coût d'acquisition des cabosses sélectionnées, qui est aujourd'hui de 25 000 FCFA/ha (50 cabosses), est encore élevé. Aussi, se tournent-ils vers le tout venant qu'ils obtiennent généralement gratuitement.
- le manque d'information sur la disponibilité et les dispositions à prendre pour se procurer le matériel végétal : 26% des producteurs non adoptants.
- enfin, 13% des producteurs évoquent l'absence d'une structure spécialisée qui centraliserait les fonctions de promotion et de fourniture du matériel. Les producteurs ont été habitués à un encadrement de proximité du type SATMACI et ne parviennent pas à s'adapter au nouveau contexte.

L'incontournable stabilisation des revenus

L'étude met en relief le fort désir de stabilisation des prix exprimé par les producteurs. En effet, près de 80% des producteurs interrogés affirment préférer un prix stabilisé à des prix fluctuants. 18% préfèrent la situation d'un prix minimum garanti et la possibilité de pouvoir profiter au cours de l'année des hausses de prix éventuelles.

Le système de vente spot actuel basé sur un simple enregistrement des ventes a montré ses limites quant à la sécurisation des prix aux producteurs notamment face à une conjoncture défavorable des prix sur le marché. En effet, le risque de prix est entièrement supporté par les producteurs et les fluctuations des cours sur les marchés mondiaux sont directement répercutées sur les producteurs. Les prix offerts aux producteurs sont des prix résiduels c'est à dire payés aux producteurs après que tous les acteurs situés en aval se soient rétribués.

Il serait possible de mettre en place des mécanismes permettant de garantir un revenu minimum aux producteurs comme ils le souhaitent massivement. Le levier serait évidemment de jouer sur une taxation plus souple et adaptée au prix. Elle aurait un prix à court terme mais elle serait politiquement payante et il y va de l'avenir du pays.

La place du binôme cacao/café dans les revenus des ménages

L'approche des revenus des ménages permet de confirmer l'appauvrissement des planteurs dans des exploitations de cacao et café. On aurait pu imaginer qu'ils tentent d'échapper à la chute de leurs revenus cacao et café par un report des facteurs de production sur les cultures vivrières. C'est parfois le cas localement, sous certaines conditions de proximité d'Abidjan, souvent grâce aux femmes, parfois avec une spécialisation des exploitations. Certains producteurs peuvent délaisser le cacao et café pour se concentrer sur les vivriers, notamment le maraîchage.

Mais ce n'est pas la règle générale. sur l'ensemble des exploitations de cacao et café, la capacité des exploitations familiales à mettre des surplus vivriers de base (céréales, tubercules, banane) sur le marché s'est considérablement affaiblie avec la raréfaction des terres et l'augmentation de la taille des familles. A l'exception possible du maraîchage, et sauf à abandonner le cacao et le café, la réponse par les vivriers à une chute des prix du cacao et café est désormais faible.

Les autres revenus, tirés du commerce, de l'artisanat, des petits métiers, mais aussi des pensions des retraités venant s'installer au village, ainsi que les locations de terres, jouent un rôle plus important que les vivriers. Ils reflètent en partie l'effort des planteurs de cacao et café pour maintenir des revenus.

Conclusions et recommandations principales

Depuis presque 20 ans, à travers la chute des prix et la quasi absence des services rendus aux planteurs, l'appauvrissement structurel des planteurs de cacao est continu et drastique. Quant au café, à l'exception de régions où on ne peut pas cultiver le cacao, on ne peut pratiquement plus trouver de planteurs de café. Jusque dans les années 2000, la chute du café a contribué à maintenir le cacao.

Mais dans un contexte de raréfaction des ressources en forêt, en terre, en travail et également en capital, du moins chez les paysans, cet appauvrissement est potentiellement grave de conséquences pour :

- l'alimentation, la santé et l'éducation de la population, et donc pour la nouvelle génération dans ce pays
- et pour l'avenir de la cacaoculture dans le pays.

On assiste à une perte de confiance des planteurs dans « leur cacao ».

Les cultures de « diversification » comme le palmier et surtout l'hévéa vont donc prendre une part de plus en plus importante des ressources en terre, travail et capital. Leur succès prévisible (le boum du caoutchouc attendu et déjà en cours de réalisation), est certainement une bonne chose pour la Côte d'Ivoire, mais les politiques publiques devraient se pencher attentivement sur le prix à payer en termes de production et de revenus du cacao pour la Côte d'Ivoire. Sans une hausse rapide du prix au producteur, la Côte d'Ivoire peut probablement s'attendre à un déclin de sa production, ce qui aura certainement un impact favorable sur le cours mondial mais les pays concurrents en profiteront plus que la Côte d'Ivoire.

La recommandation la plus importante d'une étude sur le rôle des prix et des revenus tourne logiquement autour du prix au producteur. Une hausse du prix au producteur est un élément incontournable de regain de la confiance et de l'espérance des planteurs dans le cacao.

Cette recommandation peut paraître simpliste mais elle est profonde, émergeant de ce diagnostic sévère de la perte de confiance des planteurs dans le cacao, au moment où ils découvrent de nouvelles alternatives comme l'hévéa. En février, lors de la présentation du rapport provisoire, il avait été recommandé de ne plus laisser le prix redescendre en dessous du seuil de 500 F/kg atteint à cette période (notamment en relation avec ce besoin de stabilité des prix exprimé par la majorité des planteurs). Après une baisse sévère en début de petite traite, le prix se rapproche aujourd'hui de ce seuil, ce qui va dans la bonne direction.

Conjoncturellement, depuis février, le cours mondial a gagné 300 US \$ par tonne, probablement en relation partielle avec une anticipation de déclin de production en Côte d'Ivoire. Même avec un Euro et donc un Franc CFA fort, cette évolution devrait favoriser une hausse de prix au producteur.

Structurellement, l'Etat pourrait sans doute revoir sa politique de taxation. Avec un doublement des prix de l'engrais, lequel va devenir de plus en plus incontournable, le seuil de regain de confiance dans le cacao va rapidement approcher un minimum de 600 à 700 F/kg.

Parallèlement à cette hausse du prix au producteur, toutes les actions et services susceptibles d'y contribuer seront également très importants, du conseil technique au crédit, en passant surtout par un effort sur la réhabilitation de pistes, dont l'état pèse parfois lourdement sur les prix payés aux producteurs.

INTRODUCTION

1980 : « Le cacao, c'est l'argent »

Dans les années 1980, cette brève affirmation, nous l'avons entendu des milliers de fois, de la part de planteurs enthousiastes. Elle résume et illustre l'immense rôle économique et social du cacao en Côte d'Ivoire. Pour des centaines de milliers de familles, le cacao devient la voie d'accès quasi exclusive au marché international. En retour, le cacao finance l'école, les maisons au village, les projets.

1990 : « Dîtes au Président que l'on va retourner en savane faire du coton »

En 1988/89, la caisse de stabilisation ne peut jouer son rôle de stabilisation. N'ayant pas épargné, elle ne peut rien contre la chute du cours mondial, rien restituer aux planteurs, rien assurer de son rôle théorique d'épargne et de régulation. La tentative de rétention du cacao par la Côte d'Ivoire échoue. Le prix au producteur s'écroule. La production marque le pas. Les revenus des planteurs établis de longue date chutent de 60% : c'est la « malédiction cacaoyère » (Ruf 1991). Les migrants Baoulé, les grands vainqueurs de la course à la terre des années 70 et 80, sont désespérés. Ils n'appliqueront jamais leur menace de « retour en savane ». Les revenus du coton restent encore bien inférieurs à ceux du cacao. Petit à petit, un mélange de résignation et d'optimisme renaît. En 1994, le pays connaît une autre rupture, celle de la dévaluation de 50% du Fcfa, qui est généralement considérée comme un succès. De fait, elle semble jouer un rôle dans la croissance de la production nationale, mais l'effet sur les revenus des planteurs de cacao a été peu ou pas étudié.

2000 : « L'argent ne suffit plus ».

2008 : « En 2002, avec une tonne, on avait 800.000 F. Actuellement une tonne fait 400.000F : voilà la différence »

De 2000 à 2008, malgré le soubresaut du cours mondial et du prix en producteur en 2002/03, c'est surtout cette plainte sur l'insuffisance du prix et de revenus qui ressort des discours des planteurs.

Au plan de la production nationale de cacao, elle ne cesse de croître dans les années 90, passant du record de 800.000 tonnes atteint en 1988/89 un nouveau record de 1.400.000 tonnes en 1999/00. En 2003/04, en tenant compte des exportations « informelles » de cacao via le Ghana et le Togo, les planteurs de Côte d'Ivoire ont peut-être même franchit le seuil de 1.500.000 tonnes. Depuis, la production semble osciller autour de 1.300.000 tonnes, maintenant la Côte d'Ivoire au rang de premier producteur mondial, avec une production encore deux fois supérieure à celle du Ghana.

Ainsi, sur la période allant de 1989 à 2007, face aux plaintes des planteurs sur leurs prix et leurs revenus, la tendance dominante de la production est une forte croissance suivie d'une stabilisation relative.

Même pour une culture pérenne qui connaît nécessairement un décalage entre les changements de prix et les effets sur production, du fait des années d'attente avant la plantation et l'entrée en production, cette évolution paraît relativement éloignée des théories économiques de base. Les planteurs de Côte d'Ivoire seraient-ils si peu sensibles aux prix ? Au-delà de la crise de 1988/89, l'appauvrissement des planteurs de cacao est-il bien une réalité ? Seraient-ils sans réponse face à leur appauvrissement ?

Quels sont les impacts d'une baisse mais aussi d'une hausse des prix et des revenus des planteurs de café et cacao sur leur niveau et choix d'investissement ?

Si le prix baisse, quels ajustements font les planteurs ? Sur quels postes diminuent-ils leurs dépenses ? Quel est l'arbitrage des planteurs entre consommation et investissement ?

La variable « production » restant difficile à maîtriser par les planteurs et a fortiori par les pouvoirs publics, (production notamment sujette à des aléas climatiques d'une année sur l'autre, travail de recherche et vulgarisation jouant plus sur le long terme), le prix au producteur reste la variable la plus efficace sur laquelle les pouvoirs publics peuvent jouer pour augmenter les revenus des planteurs. De fait, la majorité des économistes pensent que le prix, en particulier le prix anticipé par les planteurs à un moment donné, est bien la variable la plus déterminante sur la décision d'investir.

Ainsi en terme de politique économique, les questions centrales deviennent : Pour la Côte d'Ivoire, quelles sont les conséquences de plusieurs années de bas prix du café et du cacao ? Dans les années 50/60, les experts étaient convaincus de la faible réponse au prix, ce qui avait contribué à la création des caisses de stabilisation dans les pays africains producteurs de cacao et café. Qu'en est-il en 2008 ? Les politiques publiques peuvent-elles se permettre de continuer à taxer lourdement la filière cacao ? Quelle serait l'efficacité économique et sociale d'une augmentation du prix du cacao ou du café au producteur à partir de 2008 ?

A notre connaissance, la littérature économique abonde d'études sur l'impact des prix dans les années 70 et 80, (SEDES 1983, Ruf 1981, Ruf et Stessels 1986, Colin 1987, 1990). On bénéficie également de données au début des années 90 (Hanak Freud et al, 2000, Léonard et Vimard 2005). Quelques études intégrant la variable prix sont encore réalisées entre 1999 et 2002 (Aguilar et al, 2003, Ruf 2001, 2004). Mais peu de collecte de données de terrain s'effectue depuis 2003. Les effets de l'effondrement du prix du café depuis 2000 et la rapide retombée du prix du cacao après l'intermède de 2002/03 restent donc peu analysés dans la littérature économique. Ils sont approchés dans une étude réalisée par les mêmes consultants en 2006, déjà pour le compte de l'Union Européenne, mais le sujet principal portait non pas sur les prix mais sur une stratégie d'amélioration du peuplement végétal (Ruf et Agkpo 2007).

Après un bref aperçu de la méthodologie, ce rapport traite ce sujet à travers différents chapitres

- La présentation de l'échantillon : elle permet de rappeler la structure de base des exploitations de cacao et café en Côte d'Ivoire, construites par la rencontre entre autochtones et migrants et d'introduire quelques questions spécifiques telles que les performances économiques selon les types d'exploitations ou la place des cultures vivrières dans les systèmes à base de cacaoyers et caféiers (section 2)
- L'évolution des prix et des revenus du cacao : face aux interrogations sur les prix et sur les revenus, l'enquête sur les stratégies des producteurs ne peut s'analyser sans un point préalable sur l'évolution des prix et du pouvoir d'achat des planteurs, au cœur du sujet traité : on va vérifier la véritable cassure en 1989, confirmant la plainte des planteurs et donnant un premier signal d'alerte (section 3)
- La dynamique des créations de plantation en Côte d'Ivoire : le premier apport de l'enquête est d'évaluer la structure d'âge des plantations, et donc un premier aperçu de l'impact des prix et des revenus sur les investissements dans les plantations, pas seulement de cacaoyers et caféiers, mais aussi de palmiers et hévéas. Les

tendances donnent un second signal d'alerte pour l'avenir du cacao en Côte d'Ivoire (section 4)

- L'analyse des coûts de production : les approches du coût de production, et de la notion de « seuil de survie », contribuent à expliquer pourquoi la production de cacao a pu continuer à croître dans les années 90, malgré la chute des prix et des revenus (section 5)
- Les appuis aux producteurs : épargne, crédit, intrants, conseils, manquent terriblement aux planteurs de cacao, et ce manque constitue un autre signal d'alerte (section 6)
- L'impact de la chute du prix du café, et de la légère reprise, du point de vue des planteurs, leurs réponses se focalisant sur les ajustements sur les dépenses familiales, et des les charges d'exploitation (travail, intrants) (section 7)
- La démarche équivalente pour le cacao (section 8). Ces approches sur le café et le cacao confirment à la fois le déclin du café, les risques sur le cacao, et l'appauvrissement des planteurs de cacao et café.
- Toujours du point de vue des planteurs, le point est fait sur l'impact de l'instabilité intra et interannuelle des prix (section 9)
- Un peu en consolidation des autres approches, la dernière partie du rapport aborde les revenus des ménages : au-delà des revenus cacao et café, comment les ménages réorganisent leurs sources de revenus après plusieurs années de baisse des revenus café/cacao ? (section 10)

1 APERÇU METHODOLOGIQUE

Une démarche classique a été suivie pour la réalisation de l'étude :

- revue de la documentation existante ;
- conception d'un questionnaire et réalisation d'enquêtes de terrain ;
- mise en évidence et analyse des appuis apportés par les pouvoirs publics ou la profession aux producteurs ;
- estimation des dépenses monétaires engagées par les producteurs ;
- analyse des stratégies d'ajustement des producteurs face aux variations des prix.

Revue documentaire

La revue documentaire a été faite en interaction avec les études de terrain et ne fait pas l'objet d'un chapitre spécifique. Chaque section intègre les références aux documents utilisés sur le sujet, occasionnellement sous forme d'encadrés, tel l'encadré 1, donné ici en exemple.

Encadré 1 : Principaux apports de l'étude BCC (septembre 2002)

Cette étude a été commanditée par la Bourse du Café et du Cacao de Côte d'Ivoire et réalisée par le CIRC en septembre 2002.

L'objectif de l'étude était d'évaluer un revenu minimum aux producteurs de café et de cacao en Côte d'Ivoire. Le champ de l'étude s'est limité aux 22 premiers départements cumulant plus de 80% de la population des producteurs de Côte d'Ivoire. L'enquête a été effectuée sur 9 régions administratives (Moyen Comoé, Agnèby et Lagunes, Sud-Bandama, Bas-Sassandra, Haut-Sassandra, Fromager, Marahoué, Moyen Cavally, 18 Montagnes).

La méthode statistique de l'Analyse en Composante Principale (ACP) utilisée pour les analyses a été appliquée aux données collectées sur une population de 1200 paysans statistiquement représentatifs et répartis dans 120 villages des départements visités.

Cette méthode a permis d'identifier les systèmes de production représentatifs du pays en se référant aux variables d'intensification. Ces variables, au nombre de huit, s'appuient sur les variables d'intensification notamment sur la quantité de main d'œuvre, la quantité de produits agro pharmaceutiques, le matériel végétal et l'équipement de l'exploitation. A partir de ces variables, l'Analyse en Composante Principale (ACP) a permis d'identifier quatre systèmes de production pour le cacao et cinq pour le café. Le système traditionnel de production caractérisé par une utilisation intensive de la main d'œuvre familiale, une faible utilisation des produits agro pharmaceutiques et un faible niveau d'équipement est le plus dominant aussi bien au niveau national que dans les différentes régions administratives. Ce qui a conduit à des coûts relativement faibles pour ce système. En s'appuyant sur la notion du revenu minimum qui permet aux paysans de faire face à leurs charges d'exploitation, on trouve pour le cacao un revenu oscillant de 88551 FCFA à 127 150 FCFA en fonction de l'intensification du système de production. Le revenu minimum national s'établit à 105 473 FCFA.

Quant au café, le revenu minimum de ce produit se situe dans la tranche de 113 000 F CFA à 153 000 F CFA. Au niveau national, il est de 135 649 F CFA. La différence de revenu entre les deux produits provient essentiellement des temps de travaux plus importants pour la production du café. Le prix, principal instrument de la mise en place du revenu minimum, est dans la tranche de 156 à 210 F CFA/kg pour le café et de 198 F CFA/kg à 376 FCFA/ kg pour le cacao. Au niveau national, l'étude préconise au moins un prix de 189 F CFA/ kg pour le café et 266 F CFA pour le cacao. Ce prix moyen au niveau national n'encourage pas l'intensification et défavorise certaines régions qui en général, ne sont pas des zones ayant un climat favorable pour cette culture.

Ces résultats signifient qu'il est difficile de mettre en place un revenu unique pour le café et pour le cacao au niveau national dans la mesure où les régions font face à des réalités économiques (immigrations, projets de développement), écologiques (qualité du sol) et climatiques (niveau de pluviométrie) différentes.

Les missions d'enquêtes de terrain

Après deux phases tests successives des questionnaires d'enquête, à Agboville et Daloa, la phase d'enquête nationale s'est déroulée sur une période d'un mois de novembre à décembre 2007.

Outre la caractérisation de l'exploitation et de l'exploitant, le questionnaire a porté sur les investissements réalisés au cours de ces dernières années par les producteurs (produits phytosanitaires, engrais, fongicides, matériel végétal, création de nouvelles parcelles, etc.), une évaluation sommaire des dépenses du ménage et l'impact des changements des prix du café et du cacao sur leurs revenus et leur emploi.

Le cacao et le café sont significativement présents dans 13 régions administratives (Sud Comoé, Moyen Comoé, Agneby, Lagunes, pharmaceutiques, Bas-Sassandra, Haut-Sassandra, Fromager, Marahoué, Moyen Cavally, 18 Montagnes, Lacs, N'Zi Comoé) et 24 départements.

Compte tenu des contraintes de budget et de temps, les consultants ont retenu 8 régions administratives, 12 départements villages de la zone de production du café et du cacao, et ont rencontré 435 exploitations.

Les critères d'échantillonnage n'ont retenu que les exploitations familiales et les enquêteurs n'ont pu toucher que des chefs d'exploitation présents au village. Par conséquent, l'étude n'intègre pas les planteurs « absentéistes », vivant en ville.

Par ailleurs, le sujet de l'étude a logiquement conduit à privilégier les exploitations de cacao et café. En d'autres termes, les exploitations familiales spécialisées dans l'hévéa et/ou le palmier n'ont pas été retenues, même si la spécialisation vers l'hévéa s'est réalisée par abandon ou abattage des cacaoyers ou caféiers. Par ce choix, nous sous-estimons quelque peu le poids de ces deux cultures pérennes dans le paysage de la Côte d'Ivoire, et dans les revenus du milieu rural, mais nous restons plus proches de la réalité des planteurs de cacao et café. De même, les exploitations qui ont pu se spécialiser sur les cultures vivrières comme le manioc ou le maraîchage, n'ayant pas ou plus de cultures pérennes, ne font pas partie de l'échantillon.

La proportion d'exploitations de migrants a été inévitablement minorée. Aucune enquête à seul passage, du moins réalisée dans un temps limité, ne peut vraiment y échapper. Les « campements », souvent de gros villages, où vivent ne majorité de migrants, ainsi que les pistes dégradées, limitent le nombre d'enquêtes réalisables avec les « allochtones » et les « allogènes ». Par ailleurs, un certain sentiment d'inquiétude ou de prudence freine l'acceptation des enquêtes parmi les allogènes. Enfin, on peut évoquer une stratégie occasionnelle des autochtones à limiter l'accès des enquêteurs vers les campements de migrants.

Les enquêtes se sont déroulées avec la forte participation de l'ONG « Agriculture et Cycle de Vie ». La mission d'enquête a par ailleurs bénéficié du concours très appréciable des Directions régionales et départementales du Ministère de l'Agriculture des zones visitées.

Diagnostic des appuis apportés aux producteurs par les pouvoirs publics et la profession

Il s'est agit dans cette partie de mettre en évidence et analyser les appuis aux producteurs fournis aussi bien par les pouvoirs publics que par la profession. L'objectif était de décrire l'environnement institutionnel et socioéconomique des producteurs de café et de cacao.

Les appuis identifiés dans l'étude ont concerné l'accès au crédit, l'accès au matériel végétal sélectionné, l'utilisation des intrants (produits phytosanitaires, engrais, fongicides), le conseil agricole et le renforcement des capacités des producteurs.

Estimation des charges d'exploitation pour la production de café et cacao

Deux approches sont utilisées pour estimer le niveau des dépenses monétaires engagées dans la production du café et du cacao.

La première approche ou méthode Abugnon/Abusan : les contrats entre le propriétaire de l'exploitation et le manœuvre dits contrat de métayage et les taux de partage des récoltes qui y sont associés nous donnent une hypothèse de travail. Ils pourraient s'avérer de bons indicateurs des coûts de production. Si le propriétaire de la plantation concède la moitié de sa récolte au lieu du tiers, le coût de production monte significativement.

La deuxième ou approche par les budgets a consisté à analyser les coûts monétaires, l'argent effectivement dépensé, affecté au binôme cacao/café. Le travail familial n'est donc pas comptabilisé.

Analyse des stratégies des producteurs face aux variations des prix

Il s'est agi d'analyser la façon dont les producteurs ajustent l'utilisation de leur revenu, lorsque celui-ci varie, en distinguant notamment les dépenses relatives à l'investissement productif, l'achat de biens durables, la consommation courante, l'épargne, l'éducation ou encore les dépenses sociales. Dans ces stratégies, le rôle déterminant du niveau des prix, du revenu et de l'épargne des producteurs a été mis en évidence.

L'enquête étant ponctuelle, rétroactive sur seulement 2 à 3 ans, période pendant laquelle les prix du cacao sont restés bas, aucune quantification mathématique (tels des calculs d'élasticité prix) n'a été tentée.

Néanmoins l'analyse qualitative des réactions des planteurs aux chutes et hausses de prix permet d'évaluer ce qui se passe en terme de revenus et de production, en termes de décisions d'investissement ou désinvestissement des planteurs, si le prix du cacao stagne ou descend. Symétriquement, l'étude permet d'appréhender ce le pays peut espérer pour l'avenir de sa cacaoculture si le prix au producteur remonte rapidement.

2 PRESENTATION DE L'ECHANTILLON

Conformément aux termes de référence (Annexe 1), le rapport d'étude repose donc principalement sur une enquête réalisée en novembre 2007, sur un échantillon de 435 exploitations, réparties sur 12 départements, eux-mêmes répartis sur 8 régions et environ 70 villages (Annexe 2).

Pour une partie des analyses, 4 exploitations ont été éliminées pour cause d'incohérences trop marquées, d'où un échantillon global de 431 exploitations (tableau No 2.1 et 2.2).

Dans chaque département, 30 à 40 exploitations ont été enquêtées, d'où une fourchette de 33 à 38 exploitations dans les régions où nous avons retenu un seul département et 66 à 78 exploitations dans les régions avec 2 départements étudiés

L'origine des planteurs

La classification en trois groupes, « autochtones », « allochtones » (définis comme des migrants d'origine du centre et Nord de la Côte d'Ivoire), et les « allogènes » (venus en principe des pays limitrophes) est certes discutable. Il ne s'agit pas ici de rentrer dans un débat sur la nationalité mais simplement de caractériser les statuts des planteurs.

La littérature économique démontre que cette histoire de l'économie de plantation, caractérisée par la rencontre entre autochtones et migrants, se retrouve encore dans la caractérisation économique des exploitations. Nous le vérifierons encore dans cette étude.

Comme évoqué dans l'aperçu méthodologique, la proportion d'exploitations autochtones a été inévitablement majorée. C'est le lot de toute enquête à seul passage. En effet, à la fois pour des raisons de distance de nombreux campements, de pistes dégradées, mais aussi du fait de la stratégie occasionnelle des autochtones à limiter l'accès des enquêteurs vers les campements de migrants, il est souvent difficile de garder une parfaite représentativité des planteurs de cacao et café (Tableau 2.1).

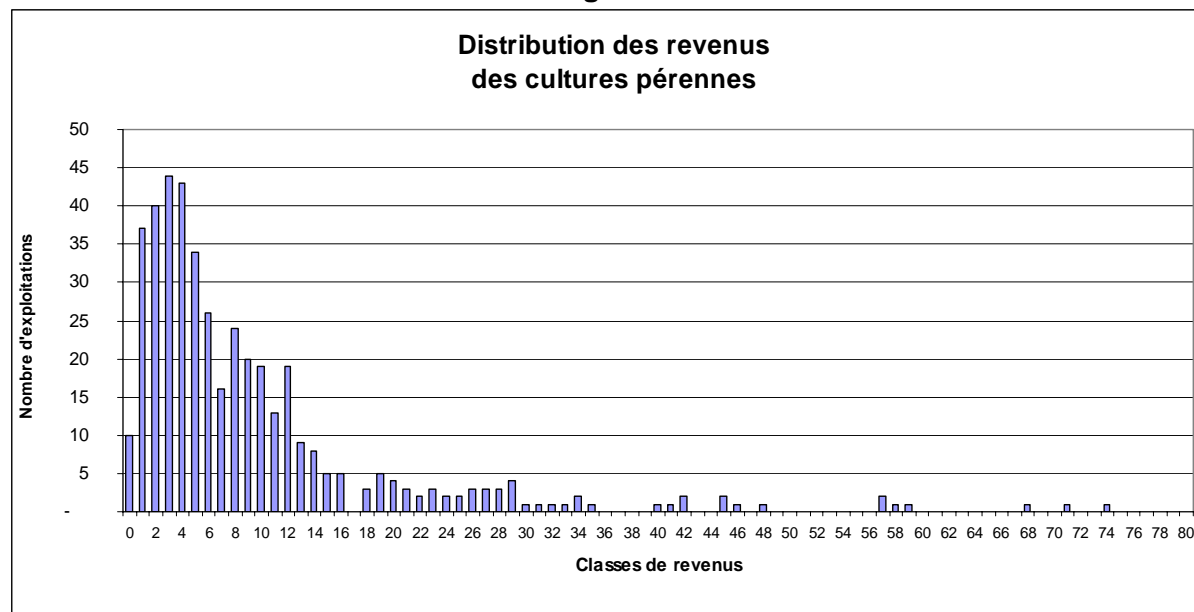
Tableau No 2.1. Répartition des planteurs enquêtés selon leur région de résidence et leur origine

	"Autochtones"	"Allochtones"	"Allogènes"	Total	%
Moyen Comoe	24	9	4	37	9%
Sud Comoe	32	1	5	38	9%
Agneby	58	4	4	66	15%
Haut-Sassandra	30	29	19	78	18%
Sud bandama	21	13		34	8%
Cavaly	44	16	16	76	18%
Fromager	19	7	7	33	8%
Bas Sassandra	29	20	20	69	16%
Ensemble	257	99	75	431	
	60%	23%	17%	100%	100%

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

De ses cultures pérennes, cette population de 431 exploitations génère des revenus qui ne suivent pas une parfaite courbe de Gauss. Plus de la moitié se concentre dans une classe de petits revenus, inférieurs à 600.000 Fcfa annuels (classe 0 à 6 sur la figure 2.1).

Fig. 2.1



Sources : enquête consultants, Nov. 2007

A partir de cette distribution, nous avons établi 3 classes de revenus de cultures pérennes, formés bien sur par les revenus de café et de cacao mais aussi ceux de régimes (ou huile) de palme et le caoutchouc, voire plus exceptionnellement de colatiers, fruitiers, etc.

Tableau No 2.2. Répartition des planteurs enquêtés selon leur niveau de revenus de cultures pérennes (toute culture pérenne confondue)

Classes de revenus d'exploitations	Effectif	Pourcentage
1 0 à 600.000 F	238	55%
2 600.000 à 1.600.000 F	132	31%
3 > 1.600.000 F	61	14%
Ensemble	431	100%

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

Les grandes caractéristiques des exploitations

La distribution de la production de cacao et café confirme quelques résultats connus et en révèle d'autres moins établis par la littérature. Une rapide présentation permet d'introduire simultanément les résultats de l'enquête et ses limites (tableaux No 2.3 à 2.5).

Tableau No 2.3. Production de cacao et café par exploitation, selon les régions

Régions	Production par exploitation	
	cacao (kg)	café (kg)
Moyen Comoe	3 052	681
Sud Comoe	1 081	849
Agneby	1 450	360
Hautassandra	1 322	811
Sud Bandama	1 218	199
Cavaly	1 753	1 448
Fromager	2 068	498
Basassandra	2 261	268
Moyenne	1 748	669

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

Tableau No 2.4. Production de cacao et café par exploitation, selon l'origine du planteur

Origine du planteur	Production par exploitation	
	cacao (kg)	café (kg)
"autochtones"	1 537	526
"allochtones"	2 122	605
"allogènes"	1 975	1 254
Moyenne	1 748	669

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

Tableau No 2.5. Production de cacao et café par exploitation, selon le niveau de revenu tiré des cultures pérennes

Classes de revenus (Fcf)	Production par exploitation	
	cacao (kg)	café (kg)
0-600.000	625	265
600.000-1600.000	2 004	633
> 1.600.000	5 459	2 280
Moyenne	1 748	669

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

Cacao

En ce qui concerne le cacao, on retrouve sans surprise le Moyen Comoe et le Basassandra comme des régions où se sont développées des unités de production de cacao supérieures à la moyenne nationale. A l'opposé, le Sud Comoe, sous l'emprise d'une diversification déjà bien avancée, en particulier vers le palmier, est logiquement une des régions avec les plus petites unités de production de cacao.

Toujours sans surprise, on retrouve des chiffres bien connus de production de cacao plus élevée chez les migrants que chez les autochtones. Les allogènes progressent mais ce n'est pas nouveau (Ruf 1988, 1996, Chauveau 1995, 2000).

Enfin, le cacao semble encore la base des « grandes exploitations », celles générant plus de 1.600.000 Fcf annuels de leurs cultures pérennes. Elles concentrent de gros tonnages.

Café

Géographiquement, la production se délocalise. Autrefois abondante à l'Est et au centre du pays, se déplaçant ensuite vers le Sud Bandama puis le Bas Sassandra. Au cours des années 1990 et 2000, la production de café devient secondaire ou marginale dans ces départements. On retrouve désormais le café dans le Haut-Sassandra, principalement à Vavoua, où le stock de caféiers vieillissant mais encore important, probablement du fait d'une écologie moins favorable, à la limite des zones de savane. De façon plus innovante, on le trouve aussi à Duekoué, sous forme de plantations plus jeunes, probablement sous l'influence de la remontée du prix du café à la fin des années 90 (voir section 2) et du projet café financé par la BAD dans les années 90, localisé dans le grand ouest. Combien de temps les planteurs les garderont-ils?

D'après les données de l'étude, le café se concentre parmi les exploitations les plus « riches », y compris chez les allogènes, notamment à Guiglo. Compte tenu de la pénibilité du travail sur café (voir section 2), une première explication réside peut-être dans la plus grande disponibilité en main d'œuvre de certaines grandes exploitations, notamment chez les allogènes.

Une explication complémentaire résiderait dans une « efficacité » un peu plus grande des exploitations les plus « riches » et des planteurs d'origine allogène avec des rendements un peu plus élevés que la moyenne (tableaux No 2.6 et 2.7). (Dans le cas du cacao, on retrouverait cette « efficacité » un peu supérieure selon le gradient de revenus de cultures pérennes, beaucoup moins selon l'origine du planteur).

Tableau No 2.6

Classes de revenus (Fcfa)	Rendement café (kg/ha)	Rendement cacao (kg/ha)
0-600.000	397	313
600.000-1600.000	519	487
> 1.600.000	642	613
Moyenne	489	417

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

Tableau No 2.7

Origine du planteur	Rendement café (kg/ha)	Rendement cacao (kg/ha)
"autochtones"	470	391
"allochtones"	467	462
"allogènes"	571	442
Moyenne	489	417

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

Restons néanmoins prudent sur l'interprétation de cette « efficacité ». En économie de plantation, « efficacité » rime souvent avec « récemment planté ». Le cycle de vie de plantation reste un déterminant essentiel des rendements. De fait, pour continuer avec le cas du café, les départements où l'on trouve les meilleurs rendements, Divo et Duekoué, sont aussi ceux des moyennes d'âge des caféiers les plus favorables (tableau No 2.8).

Tableau No 2.8

	Rendement café (kg/ha)	Age moyen caféiers
Abengourou	426	25
Aboisso	315	18
Adzopé	409	20
Agboville	535	20
Daloa	541	27
Divo	890	15
Duékoué	599	13
Gagnoa	498	18
Guiglo	474	17
San Pedro	313	22
Soubre	424	19
Vavoua	578	26
Ensemble	489	20

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

Certes, l'âge des vergers n'explique pas tout. A Vavoua, certaines zones sont trop limitées pour y cultiver le cacao, et les planteurs ont alors l'obligation de maintenir leurs caféiers.¹ A Divo, de façon plus intéressante, en cohérence avec l'étude sur le peuplement végétal, on peut probablement voir un effet de voisinage positif de la station CNRA de Divo. Cette station dispose d'un très bon matériel végétal caféier, qui contribue à ramener quelques planteurs vers le café.

Une comparaison des profils de rendement sur café et cacao ouvre une hypothèse intéressante. Avec le cacao, on pourrait avoir un seuil de rupture dans la distribution des rendements. Pour la majorité des exploitations enquêtées, il paraît difficile de maintenir le cap au-dessus de 500 kg/ha. Le profil semble plus progressif dans le cas du café. (Fig.2.2 et 2.3).

Une explication possible est la plus grande dépendance du cacao vis-à-vis des intrants. Le prix du cacao offert au planteur aurait donc un effet de seuil sur la consommation d'intrants et donc sur leurs rendements.

La place des vivriers dans les exploitations de cacao et café

Malgré la saturation foncière en cours, la majorité des exploitations de cacao et café sont aussi productrices de vivriers. C'est une des forces de l'agriculture familiale en Côte d'Ivoire. Tous les travaux de recherche des années 70 et 80 montrent que les cultures vivrières font partie intégrale du système de plantation de café et de cacao, avec des défrichements de forêt renouvelés, permettant d'associer ces cultures vivrières aux jeunes plants de cacao : plutôt le riz chez les autochtones de l'ouest, plutôt le maïs chez les migrants venus du nord du pays et des pays voisins, plutôt le bananier plantain, l'igname, et le taro ou macabo, piments, pour les planteurs du groupe Akan, notamment les migrants Baoulé. (ORSTOM 1977, Lena 1979, Chaléard 1979, Gastellu 1980, Ruf 1979, et bien d'autres).

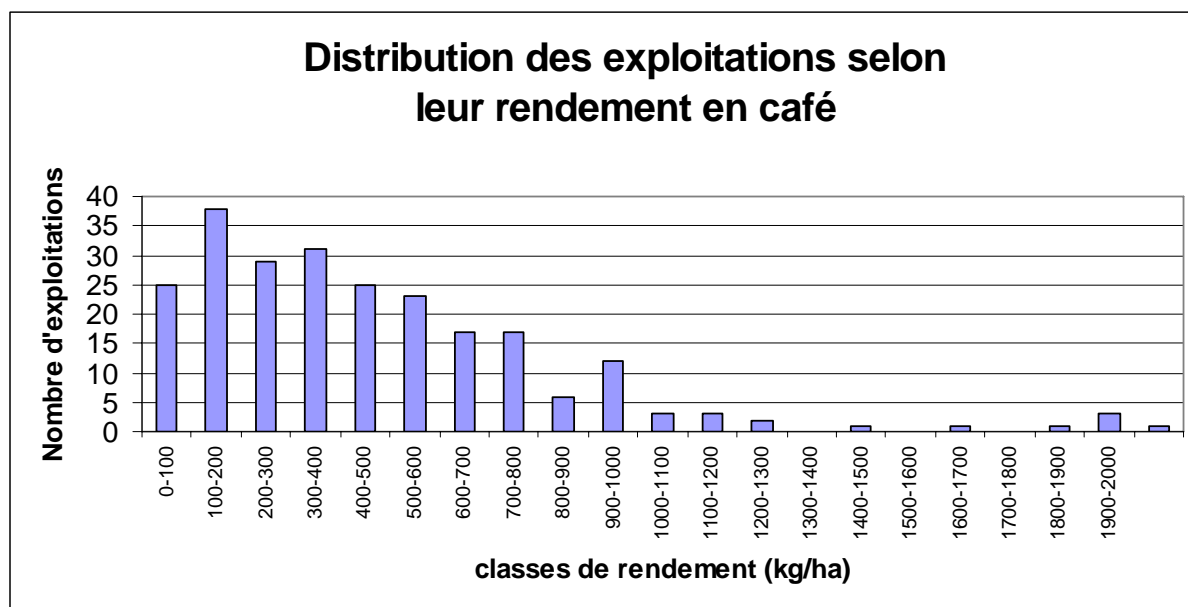
Cette association est structurelle, et quasi-indépendante du prix du cacao et du café, voire indépendante des prix des vivriers. En phase de saturation foncière et dégradation du milieu naturel, les évolutions sont variées, avec des changements de cultures. Par exemple, dès le début des années 80, J.F. Foucher montre que les planteurs Baoulé ayant migré dans les années 50 dans la région d'Aboisso s'adaptent à la réduction des temps de jachère en passant de l'igname au manioc (Foucher 1983). Dans l'ensemble, malgré la saturation

¹ Bien que dans plusieurs villages de la région de Vavoua, le coton soit abandonné au profit du cacao...

foncière, la production vivrière resterait assez dynamique en Côte d'Ivoire, répondant à l'appel du marché, liés à l'accroissement démographique dans les villes (Chaléard 1996, 1997).

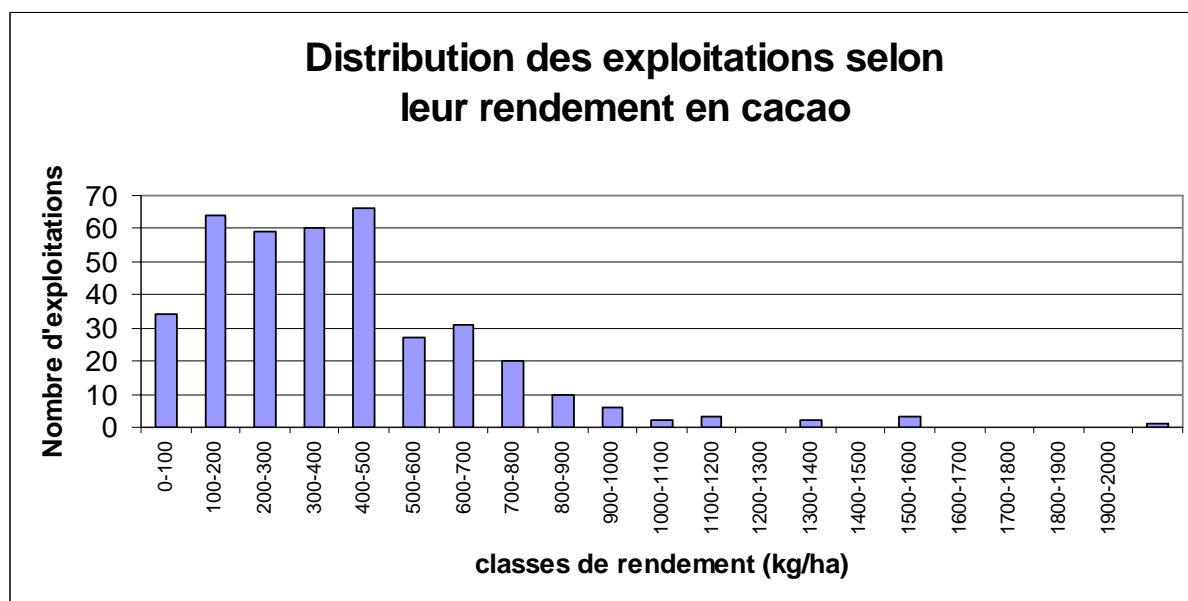
On reviendra sur cette analyse, notamment à travers le poids des revenus vivriers dans les budgets des exploitations et des ménages (section 10) : dans une perspective d'ajustement à la chute des prix du café et du cacao, nous verrons si les exploitations de café et de cacao peuvent compenser les faibles rendements en cacao et café et leurs baisses de revenus par un redéploiement sur les vivriers.

Fig.2.2



Sources : enquête consultants, Nov. 2007

Fig.2.3



Sources : enquête consultants, Nov. 2007

3 EVOLUTION DES PRIX ET DU POUVOIR D'ACHAT DU CACAO : 1960-2008

Au plan mondial, la baisse structurelle du cours mondial depuis le pic de 1977, mais aussi l'écart croissant entre le prix du cacao et celui de la tablette de chocolat dans les pays développés, au moins dans les années 2000, est un premier facteur d'appauvrissement (Dorin 2003). Au plan des politiques nationales, les économistes de Clermont-Ferrand soulignent l'impact de la libéralisation de la filière sur l'appauvrissement des planteurs et leur réduction des dépenses, notamment de scolarité (Araujo-Bonjean et al, 2001).

Encadré 3.1. Echecs de marché et pauvreté : l'exemple de la filière cacao en Côte d'Ivoire, (Aurojo Bonjean et al, 2001, résumé).

Deux ans après la libéralisation, la question posée ici est de savoir si le désengagement de l'Etat ivoirien de la filière cacao a conduit à une amélioration du bien-être des planteurs... Une conséquence importante de la libéralisation est d'avoir entraîné la quasi disparition de toute transaction en différé, sur le marché international, et entre planteurs et opérateurs commerciaux. Il en résulte une plus grande vulnérabilité des paysans. Du fait de leur faible capacité d'épargne et en l'absence de mécanismes d'assurance et d'un système de crédit développé, les ménages ont été contraints de réduire leurs dépenses....

D'autres chercheurs montrent qu'un peu plus tôt, la dévaluation de 1994, appauvrit les planteurs (Oswald 1997). Mais le premier grand déterminant de la paupérisation des planteurs de cacao remonte à 1988 (Ruf 1991). Il convient de reprendre l'environnement de prix des planteurs de Côte d'Ivoire dans la longue durée, au moins depuis l'indépendance.

De 1960 à 1988, la politique cacao de la Côte d'Ivoire s'exprime par un prix courant en augmentation régulière, insufflant une grande confiance des planteurs dans la culture. Le prix est stable sur une campagne, garanti dans tout le pays, et pendant ces « 30 glorieuses », tout se passe comme s'il ne pouvait jamais baisser. Les trois dernières années de cette époque, 1986 à 1988, au seuil de 400 Fcfa/kg, restent gravées dans les mémoires des planteurs.

Toute cette époque de stabilité des prix et des revenus a donc joué un rôle considérable dans la croissance de la production.

D'une part, tous les investissements réalisés dans les plantations au cours de la décennie 1980 apportent leurs meilleurs fruits au cours de la décennie 90. C'est la première explication à la montée de la production dans les années 90.

D'autre part, une telle confiance dans le cacao construite en 30 ans ne peut pas être anéantie en quelques années, même par l'amplitude du choc de 1988/89. C'est la seconde explication à la poursuite de la croissance de l'offre : en se fondant sur l'expérience du passé, les planteurs anticipent une amélioration.

En 1988/89, vient donc cette chute historique du prix, de plus de 50%. Ensuite, les planteurs de Côte d'Ivoire connaissent quatre années terribles, jusqu'en 1993. Puis une reprise du cours mondial et la dévaluation du Franc Cfa permet de remonter le prix en francs courants, payé au producteur. Cette remontée est progressive, jusqu'au pic de 1998, qui dépasse pour la première fois le seuil psychologique de 400 F/kg. Une certaine joie revient dans les campements, et se traduit par une croissance de la consommation des pesticides et le début du décollage de l'engrais, au moins dans la région de Soubré (Ruf 1998, 1999). En 2002/03, période traversée par la crise politique, la hausse du prix courant, précisément liée à la crise, faisant dépasser le seuil de 700 F/kg aide à maintenir le moral des planteurs déstabilisés par les événements, et les aide notamment à tripler leurs achats d'engrais, et ce en dépit de toutes les incertitudes sociales du moment.

Cette brève description de l'évolution des prix courants et de leurs premiers effets sur les pratiques des planteurs rappelle donc l'importance du prix sur leurs décisions de production. Elle fait apparaître aussi que le « prix courant », dans une économie à inflation contenue, influence fortement les décisions de production. Contrairement à ce que croient de nombreux économistes ne raisonnant qu'en termes de « prix constants », le prix courant reste donc une des variables clefs pour expliquer l'évolution de la production.

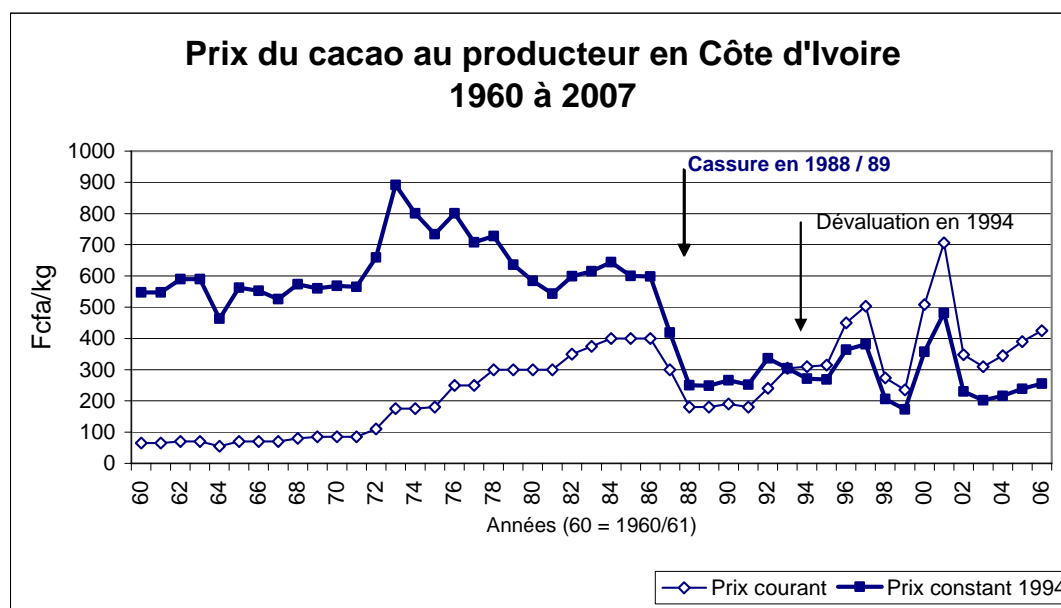
Le prix courant reste une variable pertinente, en partie parce que les indices d'inflation nationaux, servant à évaluer le coût du panier de la ménagère, sont établis dans les villes, pour des modes de consommation urbains. Or les modes de vie dans les campagnes, même s'ils se rapprochent progressivement des modes de vie urbains (par exemple avec le développement des installations d'eau et d'électricité) restent encore spécifiques. C'est une troisième explication à la croissance de la production dans un contexte de prix constants en déclin.

En même temps, au-delà d'un certain seuil d'inflation, le prix constant devient le seul référentiel possible, y compris pour les producteurs. La notion de prix constant, définissant le pouvoir d'achat d'un kilogramme de cacao sur la longue période, reste bien sur un indicateur fondamental du revenu et du bien être des planteurs. En Côte d'Ivoire, la dévaluation brutale, de 50%, en 1994, ne peut être appréhendée qu'en combinant les analyses d'impact du prix courant et du prix constant.

Même si le déflateur utilisé s'adresse plutôt au mode de vie du consommateur urbain, et précisément à cause de ce mode de calcul, un déclin éventuel du prix constant représente un appauvrissement du monde rural dans l'absolu, mais aussi en valeur relative en regard de la population urbaine.

De fait, dans l'analyse du secteur cacao en Côte d'Ivoire, le prix constant est bien une variable clef pour démontrer la cassure historique de 1988/89. Exprimés en Francs Cfa de 1994, l'année de la dévaluation, les prix aux producteurs sont presque en symétrie, en miroir, de part et d'autre de 1988/89. Avant cette date, le prix moyen du kilogramme tourne autour de 600 Fcfa 1994. Après, il est à peine à 300 F (Fig. 3.1 et 3.2).

Fig.3.1



Sources : 1960 à 1999 : données Freud et al, 2000. 1997 à 2007 : Suivi des prix et calage des séries par les auteurs

La plainte des planteurs de cacao sur leur appauvrissement est indéniablement confirmée. Elle est même dépassée par la réalité d'une cassure profonde et très grave. Cette cassure s'explique à la fois par l'évolution du cours mondial, mais aussi par un degré de taxation qui est resté élevé en valeur absolue, et donc d'autant plus fort en valeur relative par rapport au cours mondial et au prix au producteur.

La comparaison avec le pays voisin, le Ghana, est aussi riche d'enseignements. Dans ce pays, le cycle de politique de prix est décalé. Pour reprendre une expression de Bateman, au cours des années 70, la politique cacaoyère de ce pays était sur le point de tuer la filière cacao de l'ancien premier producteur mondial (Bateman, 1990). Les campagnes du Ghana avaient alors atteint un niveau de misère épouvantable, qui ont contribué à déclencher des émigrations massives hors du Ghana. Mais une politique de prix plus favorable, réduisant progressivement le niveau de taxation, reprends depuis 1985 (Fig. 3.3).

Au Ghana, le cacao joue à nouveau en faveur de la réduction de la pauvreté (Bresinger et al, 2007). En Côte d'Ivoire, ce n'est plus le cas.

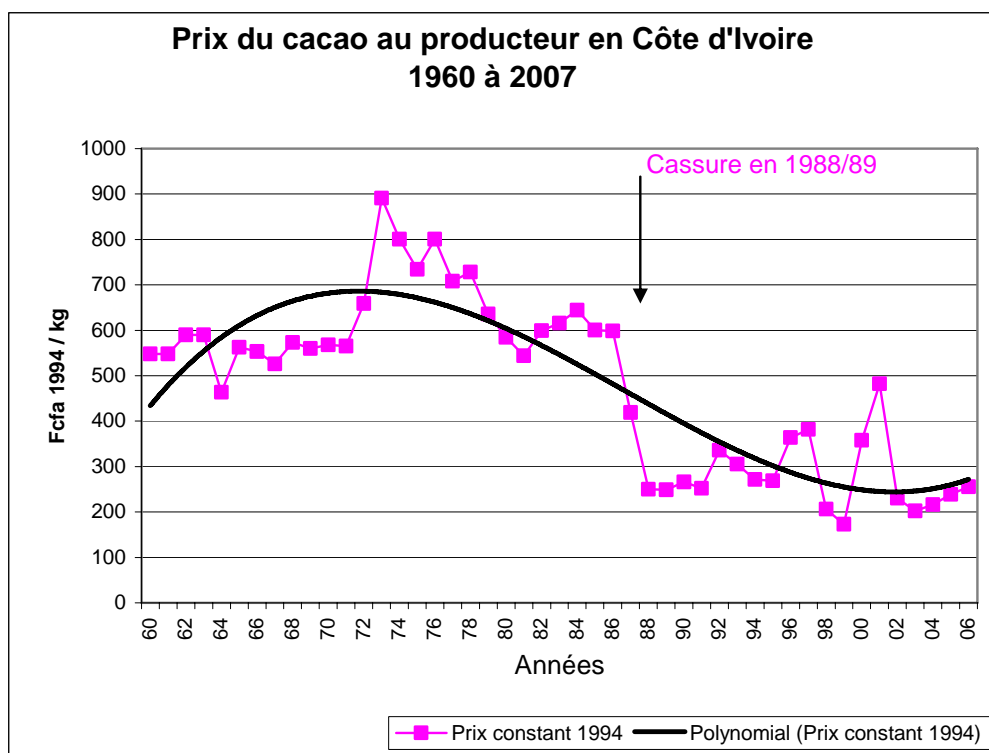
La comparaison entre les deux pays est très illustrative du décalage des politiques cacaoyères chez les deux voisins. Et même si le prix joue sur la production en interaction avec d'autres facteurs, écologiques et sociaux (Ruf 2007, 2008), il est difficile de ne pas conclure à un impact direct de ces politiques cacaoyères sur l'évolution des revenus des planteurs, et sur les productions nationales (Fig. 3.4)

En d'autres termes, à ce stade, avant même de commencer l'analyse des résultats d'enquête, il est déjà permis de poser la question de l'avenir du cacao en Côte d'Ivoire. Tout en rappelant que les prix n'agissent pas seuls, si rien ne change dans les politiques cacaoyères des deux pays, le premier producteur mondial de cacao devrait perdre rapidement des parts de marché au profit du second. La question de la remontée du Ghana à la place de premier producteur mondial n'est plus complètement évacuable.

Dans la mesure où la notion de revenu (à l'échelle du pays et du producteur) prime sur celle de production et de part de marché, rien ne dit à l'avance qu'une baisse de la production de cacao en Côte d'Ivoire soit nécessairement négative pour le pays, qui a de toute façon besoin de diversifier ses revenus. A ce stade, on peut faire l'hypothèse qu'une partie des ressources mobilisées sur le secteur cacao est réemployée dans d'autres secteurs au moins aussi rémunérateurs pour le pays et les producteurs. L'enquête va contribuer à faire le point sur cette hypothèse.

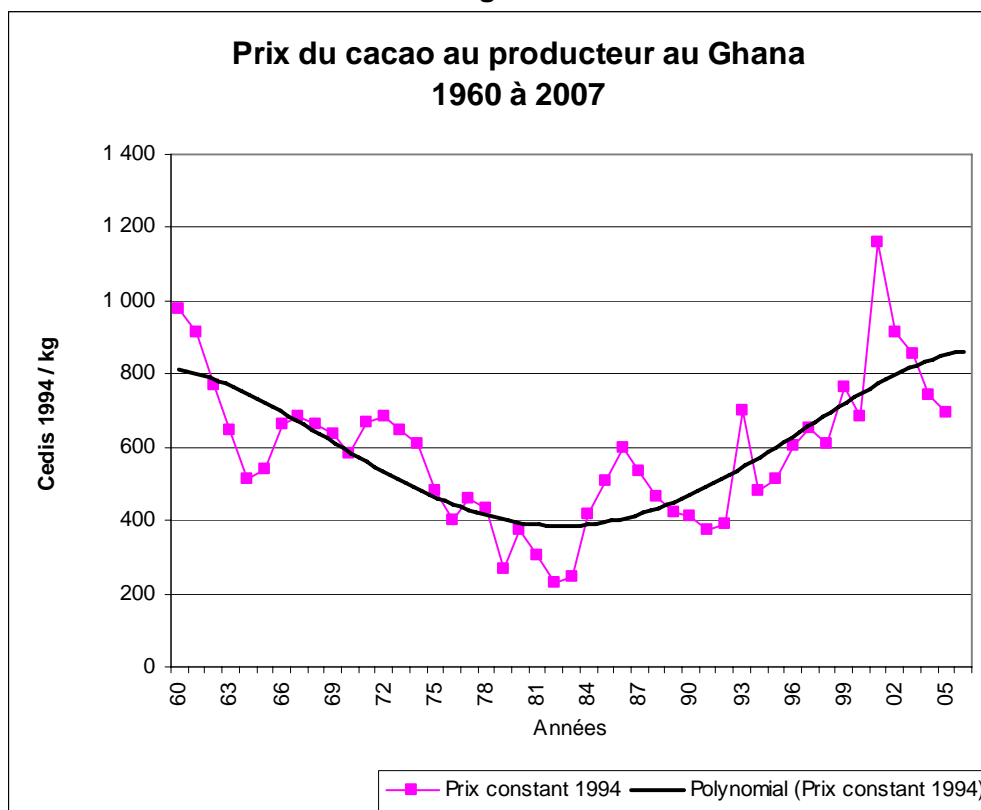
Mais à ce stade, les autorités de la Côte d'Ivoire peuvent déjà mesurer le paradoxe et l'ampleur de l'enjeu : même premier producteur mondial, même avec une production encore deux fois supérieure à celle du voisin au cours de ces dernières années, et malgré toutes les explications trouvées à la croissance des années 90, le secteur cacao de la Côte d'Ivoire se fragilise. Sans modification de la politique cacaoyère, la fragilisation risque de s'amplifier.

Fig. 3.2



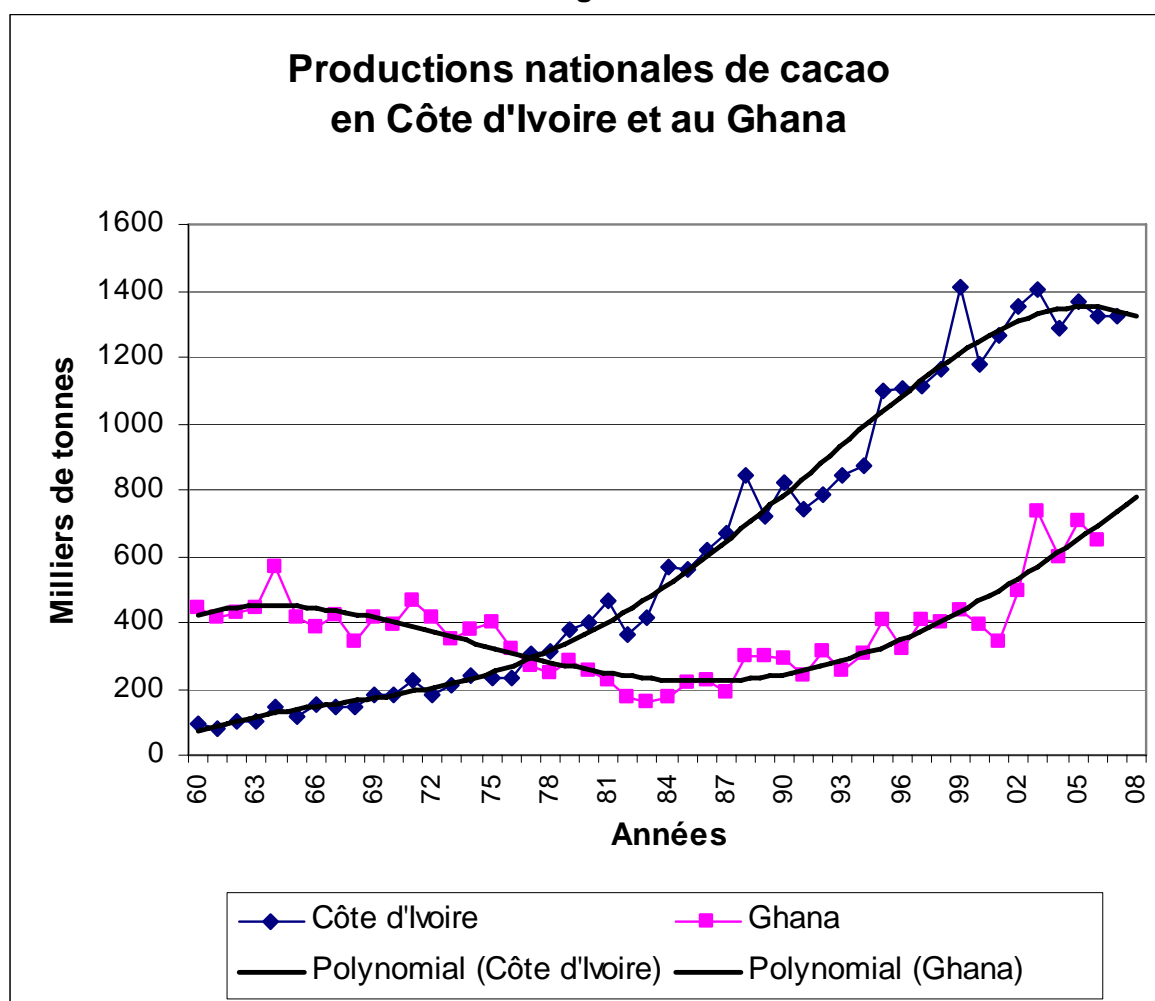
Sources : idem que 3.1, adapté.

Fig. 3.3



Sources, Ruf 2007, 2008c, Prix courant: Cocobod. Déflateur : Ministère des Finances du Ghana

Fig. 3.4



Sources : données brutes ICCO

4 DYNAMIQUE DES PLANTATIONS EN COTE D'IVOIRE ET PREMIER APERÇU DU ROLE DES PRIX

4.1 Concept et acquis bibliographiques

Quel est le stock d'arbres et quel est son âge ? C'est la question fondamentale que se pose tout grand opérateur d'une filière de production végétale dont la plante est un arbre. La structure d'âge des arbres constitue la caractéristique fondamentale de toute économie de plantation. C'est la variable la plus déterminante du potentiel et du devenir de la production.

Dans le secteur cacao, les « compteurs de cabosse », travaillant sur des échantillons représentatifs de stocks d'arbres, constituent ainsi de véritables petites entreprises au service des géants du secteur. Aucun opérateur majeur ne peut se permettre d'avoir moins d'informations que son concurrent sur l'évolution de la production à échéance de la prochaine campagne. Cette information de base contribue à déterminer la politique d'approvisionnement de chaque entreprise.

C'est aussi la variable la plus significative des décisions du producteur dans son environnement, notamment celui des fluctuations de prix.

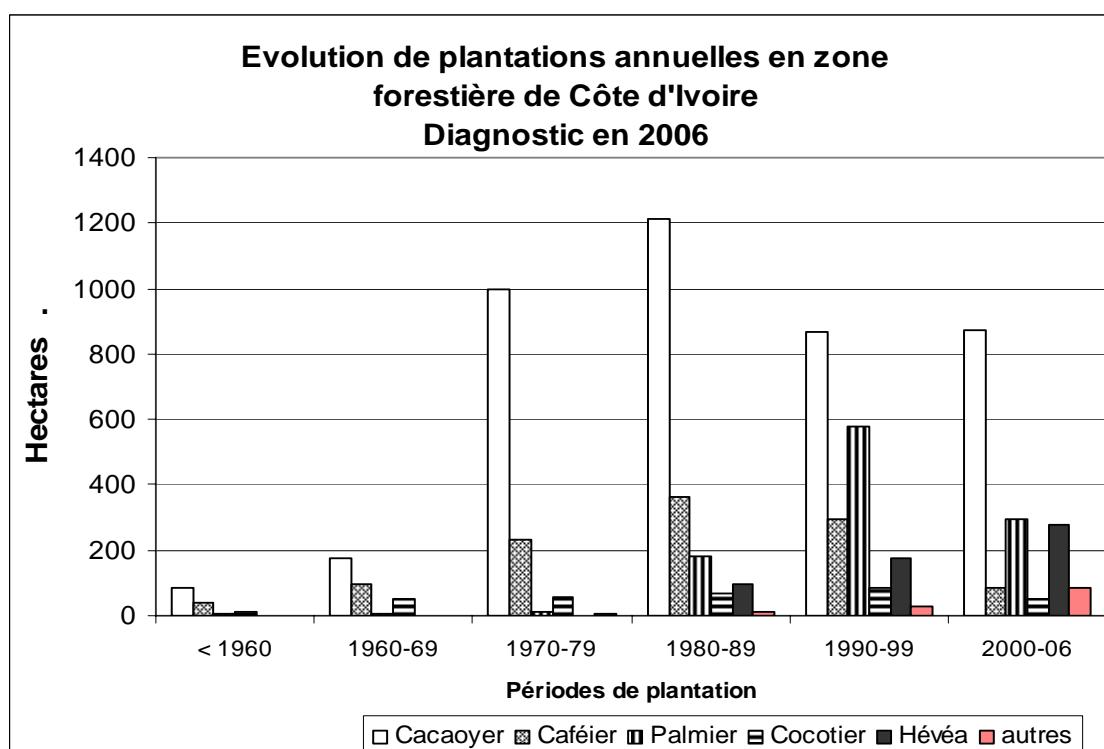
Comme beaucoup de variables en agriculture familiale, la donnée « age des arbres » est beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît. Une plantation n'est pas toujours homogène. Ainsi au fil des années 2000, la replantation de jeunes cacaoyers sous vieux cacaoyers vient compliquer le concept de « plantation ». Autre exemple, la plantation sur jachère dégradée entraînant de fortes mortalités, les producteurs ont souvent besoin de 3 à 4 ans pour compléter un hectare de plantation. La « date de plantation » devient là aussi complexe. Dernier exemple, celui de la régénération : lorsqu'un pied-mère laisse la place à un nouveau gourmand, de façon spontanée ou provoquée, « l'âge de la plantation » devient là encore sujet à débat et à interprétation. Enfin et surtout, dans une enquête à un seul passage, sans visite des plantations, les estimations sont forcément approximatives.

Probablement du fait de ces incertitudes, probablement du fait de leur coût relativement élevé pour prétendre à une certaine représentativité, la littérature économique offre peu d'informations sur les stocks d'arbres et les structures d'âge des vergers. Quelques études dans les années 90 signalent néanmoins un nouveau mouvement de replantations cacaoyères et donc d'un relatif rajeunissement des plantations de cacao, notamment à l'Est du pays (Ruf 1998, Aguilar et al, 2003, Haidara 2001, Ruf et Konan 2001).

Ce mouvement a été nettement confirmé dans les années 2000 par l'étude sur le peuplement végétal, laquelle annonce aussi un boum de l'hévéaculture (Fig.4.1). Cette enquête réalisée au 1^{er} trimestre 2006 ayant porté sur un échantillon plus important, de l'ordre de 1100 exploitations, elle peut en même temps servir de cadrage pour la présente étude, s'appuyant sur une enquête auprès de 435 exploitations, en novembre 2007.

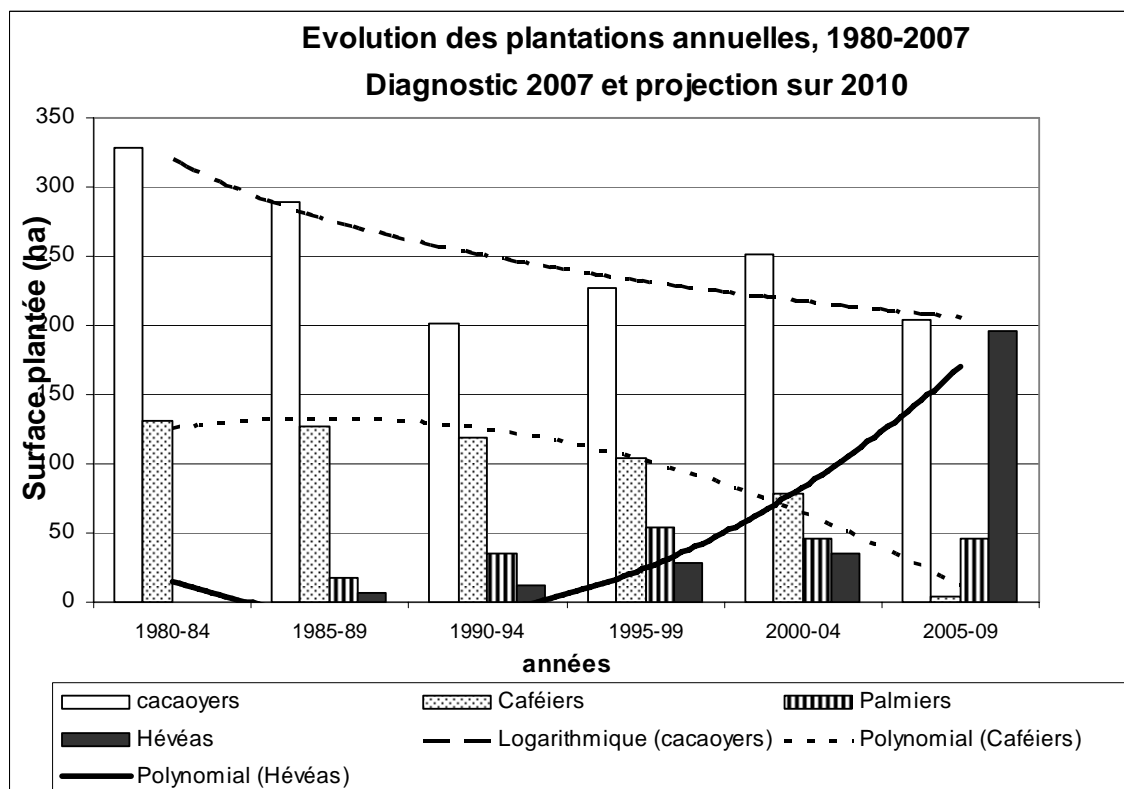
Avec toute la prudence requise dans l'analyse de données collectées en un seul passage, quelles informations attendre de cette étude réalisée en novembre 2007 ?

Fig. 4.1



Sources : enquêtes CIRAD / A&C Vie, Février 2006 (Ruf et Agkpo, 2007)

Fig.4.2



Sources: enquêtes consultants, Nov 2007

4.2 Evolution en 2007

Une analyse détaillée du nombre d'exploitations créées, tel qu'il peut être estimé par une enquête ponctuelle, donc sollicitant fortement la mémoire des planteurs, est reportée en annexe 3.

Ici, en résumé, sur une période plus restreinte, donc fiable, de 1990 à 2007, les tendances sont les suivantes (Fig. 4.2) :

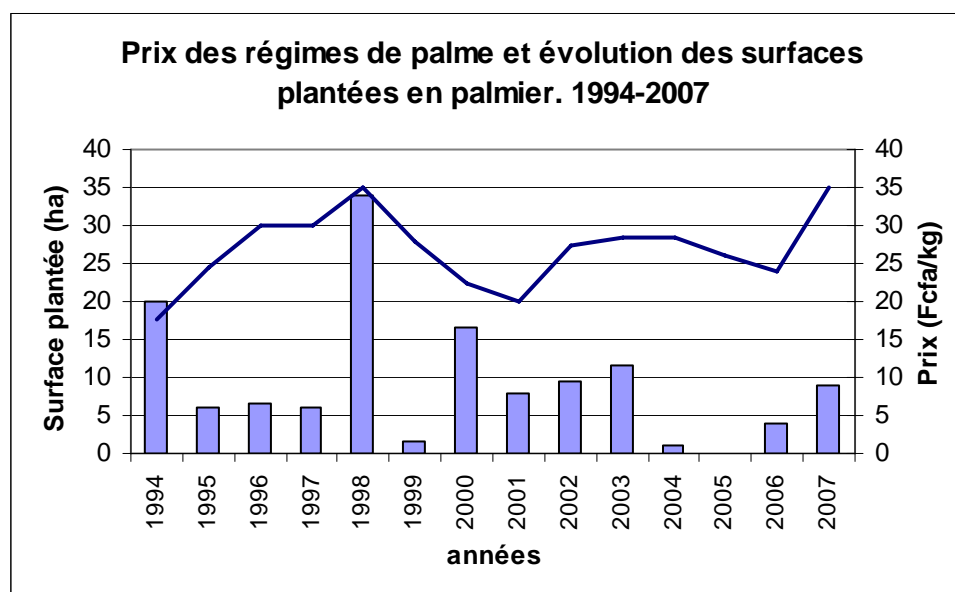
- maintien relatif de l'investissement cacao ;
- déclin drastique des investissements du café ;
- stagnation à des niveaux assez faibles sur le palmier ;
- boum, croissance exponentielle des investissements dans l'hévéa.

Le diagnostic de 2007 confirme donc largement celui de 2006. Tous les experts de l'économie de plantation de Côte d'Ivoire savent que les mouvements de prix du cacao, du café, des régimes de palme et du caoutchouc jouent un rôle dans ces évolutions, à des degrés divers et variables.

4.3 Influence des prix au producteur

Palmier: l'étude portant sur les secteurs cacao/café, le nombre d'exploitations intégrant des palmiers et des hévéas n'a pas été surreprésenté dans l'échantillon. Le nombre d'observations sur palmiers, très réduit, incite à la prudence mais on peut néanmoins esquisser une tendance. Comme pour d'autres cultures, l'augmentation du prix courant après la dévaluation de 1994 semble avoir favorisé les investissements, avec même un regain d'intérêt au tout début des années 2000. Puis la stagnation du prix face à l'augmentation des coûts sous l'effet de la libéralisation et de l'arrêt des services aux planteurs a fortement perturbé les investissements (Fig.4.3)

Fig. 4.3 Superficies plantées en palmier et fluctuations des prix des régimes

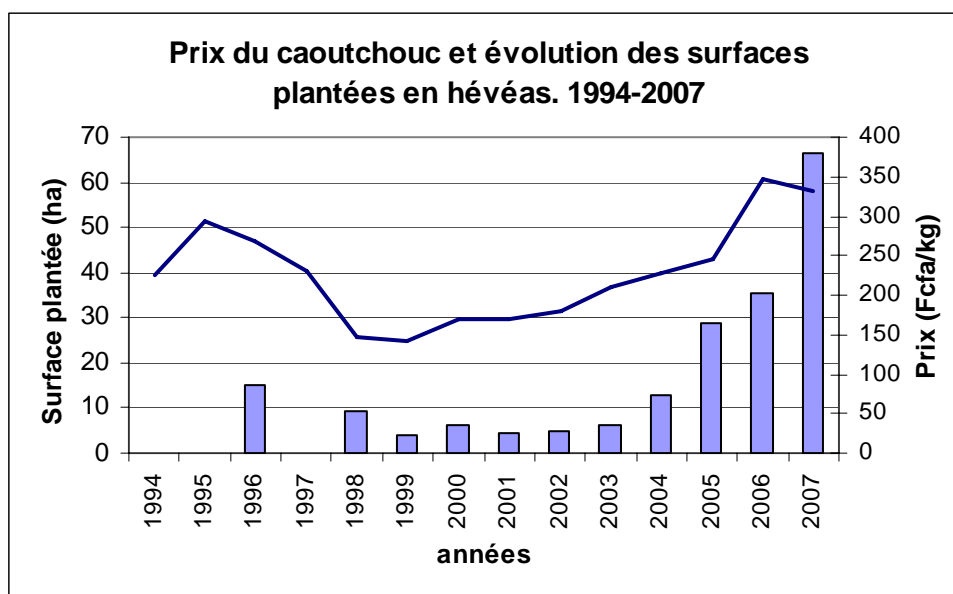


Sources : enquête consultants, Nov. 2007

Hévéa: la remontée du prix du caoutchouc, à partir de 1999, sur plusieurs années, contribue largement à la fièvre du caoutchouc (Fig. 4.4). D'après nos observations conduites en 2006/07 dans le cadre d'autres études, *la puissante remontée du prix a joué à plein via*

l'effet d'imitation : les planteurs établis, disposant déjà d'hévéas en production, ont démontré l'impact très positif de leurs investissements : ils ont été parmi les rares planteurs à pouvoir envoyer leurs enfants à l'école sans recourir au crédit. Certains ont même pu s'acheter des paraboles satellitaires dont l'installation devient un signe de réussite sans précédent dans les villages. La fièvre du caoutchouc gagne toutes les régions (Ruf 2008 a et d).

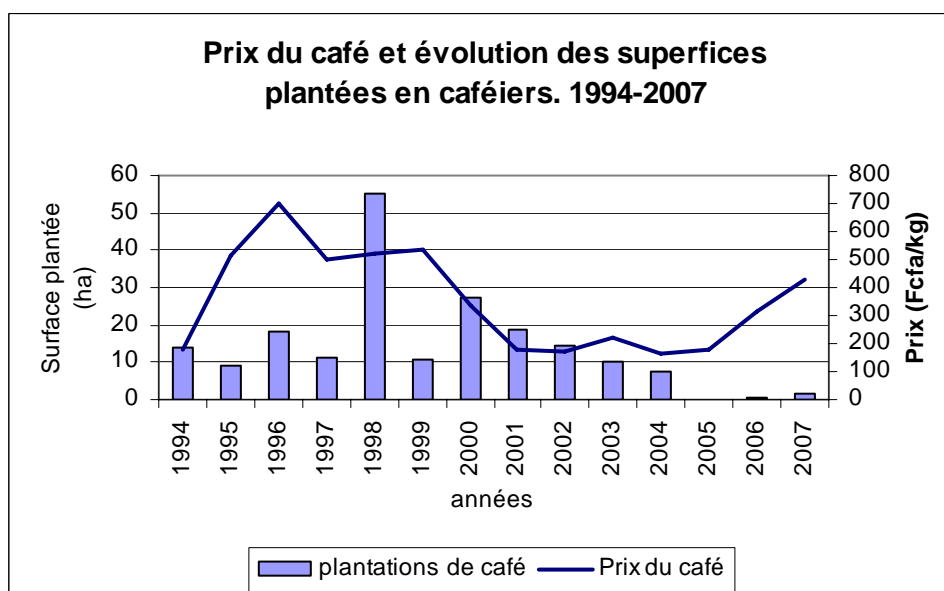
Fig. 4.4



Sources : enquête consultants, Nov. 2007

Caféiers: L'image se passe de longs commentaires. Le déclin du prix du café à partir de 2000 est un des facteurs fatals de la chute des investissements (Fig. 4.5)

Fig. 4.5



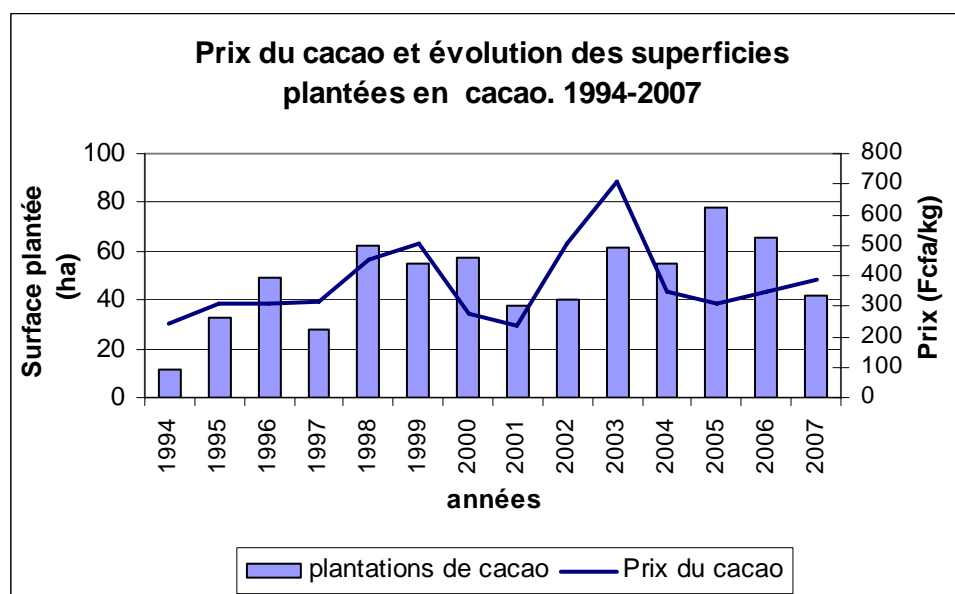
Sources : enquête consultants, Nov. 2007

La chute de la confiance des planteurs dans le café avait d'ailleurs atteint un tel stade en 2005/06 qu'ils ne trouvaient plus de décortiqueuses en état dans les villages. Au moment où la remontée du prix en incitait quelques-uns à reprendre un peu la récolte, le dispositif

de décortiquage ne suivait plus. Après 2 années de remontée du prix, on a donc un peu de reprise de récolte et d'entretien de parcelles négligées mais encore très peu d'investissements (Fig.4.5).

Cacaoyers: La hausse subite du prix du cacao en 2002/03 en pleine crise sociopolitique a eu le mérite de contribuer à une reprise des investissements cacao, et ce dès 2003, ce qui était loin d'être écrit à l'avance (Fig. 4.6). Ce résultat peut être considéré comme très fiable puisqu'il confirme ceux de l'étude de 2006. C'est un des signes de la vigueur de l'agriculture familiale en Côte d'Ivoire. Rien ne garantit cependant l'évolution à la fin des années 2000, notamment sous l'influence de l'augmentation des prix des engrais. Une consolidation du prix du cacao serait un facteur favorable.

Fig. 4.6



Sources : enquête consultants, Nov. 2007

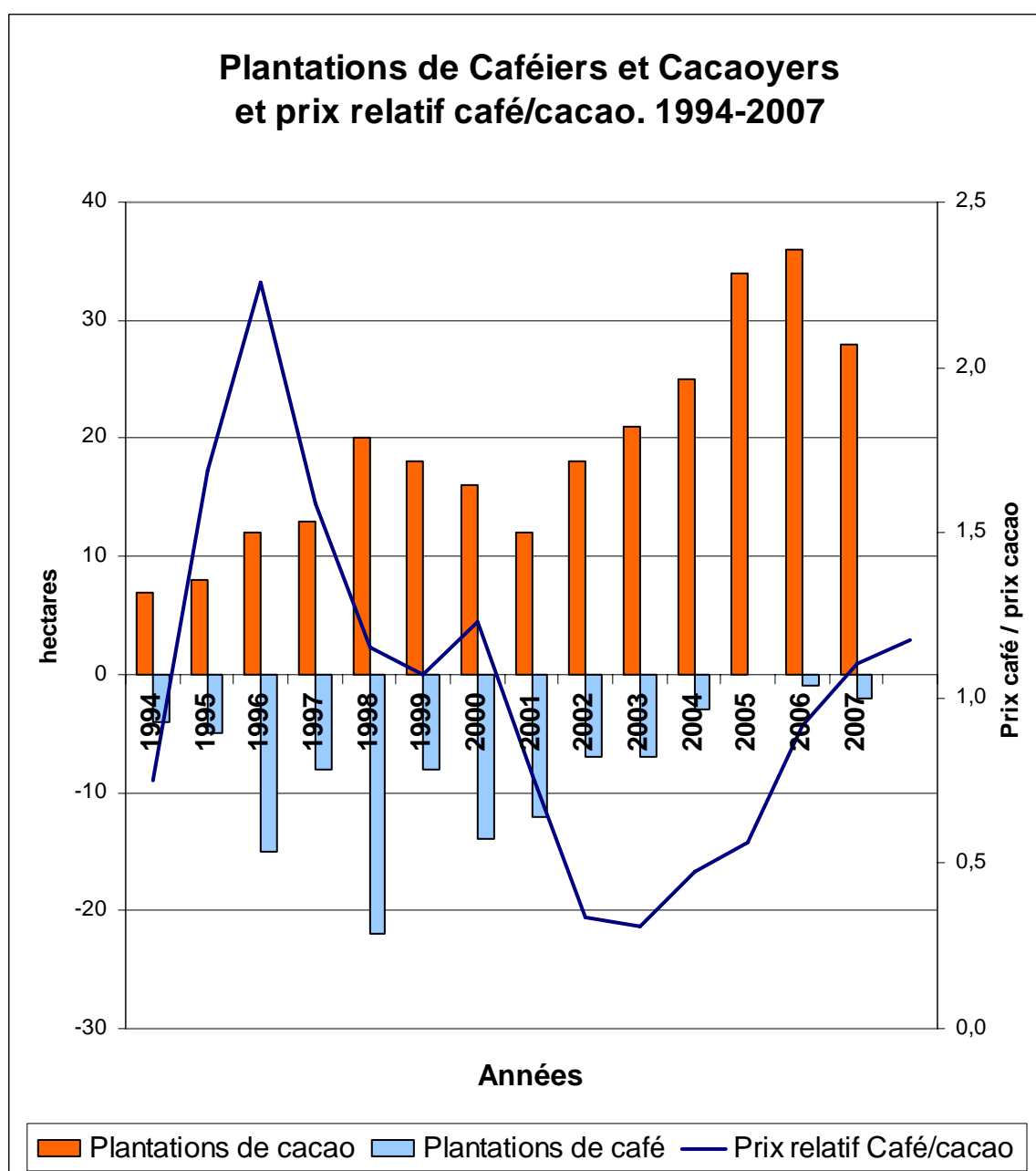
4.4 Le poids spécifique du prix relatif café/cacao

Si le palmier hybride et l'hévéa clonal représentent de véritables cultures de diversification pour les planteurs de Côte d'Ivoire, l'histoire du café et du cacao est tellement imbriquée que l'on peut parler facilement de « binôme café/cacao » (Boni 1978). Néanmoins, au tournant des années 60 et 70, pour de nombreux planteurs, le cacaoyer apparaît comme une culture nouvelle, une diversification, par rapport à celle qu'ils connaissaient à l'époque, le café. Par exemple les projets de réinstallation de planteurs d'origine baoulé par l'AVB, lors de la construction du barrage de Kossou, ont été une occasion d'informer et former les planteurs sur le cacao.

Cette politique « tout cacao » des années 70 et 80 se matérialise aussi par une politique de prix relatifs très favorable au cacao à partir de 1973, aux dépens du café (Ruf 1995).

Dans les années 90, un rebond du cours mondial du café permet d'inverser brièvement la tendance, avec un effet immédiat, dans le sens de la reprise des investissements café, mais tout aussi brève (Fig.4.7 et 4.8).

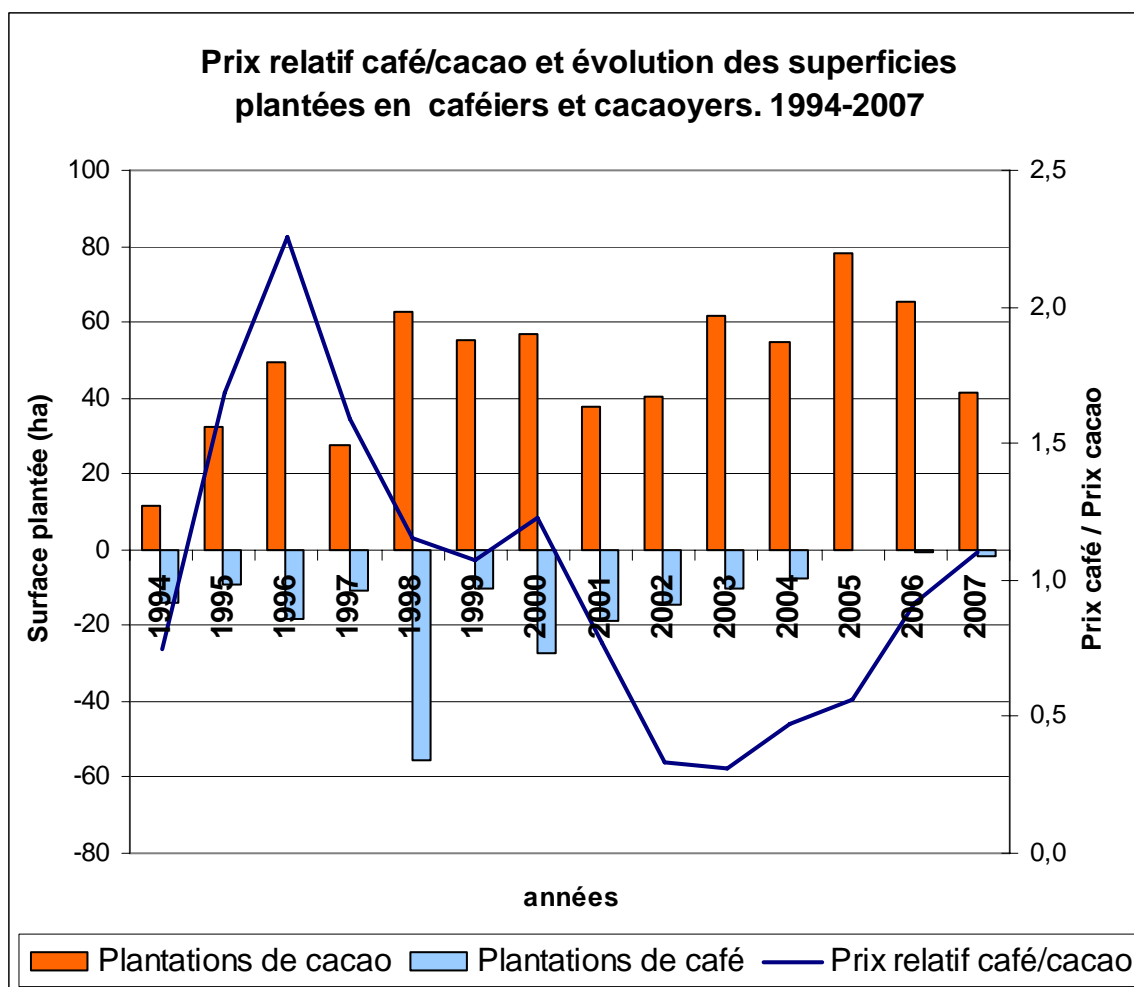
Fig. 4.7



L'effet de la hausse de prix du café sur un à deux ans est très logiquement de courte durée. Dès que le prix relatif s'inverse à nouveau, en faveur du cacao, les décisions d'investissement se réorientent massivement vers le cacao.

Mais en corollaire, on comprend bien pourquoi l'effondrement du prix constant du cacao (voir section 3), ne se traduit pas par un déclin des investissements et de la production dans les années 90 : la seule alternative, le café, évolue encore plus mal. Dans une économie à deux alternatives, le prix relatif entre les deux produits est bien le déterminant clef des choix d'investissement.

Fig. 4.8



4.5 Conclusion partielle : les leçons du prix relatif

En 2007/08, en première lecture, au vu des résultats d'enquête, en dépit des difficultés du pays et des difficultés spécifiques des planteurs de cacao et café, et malgré le développement exponentiel de l'hévéa qui prélève sur les ressources en terre, en travail et en capital, le secteur cacao de Côte d'Ivoire semble rester en relative bonne forme, avec des renouvellements d'investissement.

Mais cette image apparemment favorable, plusieurs signes, moins favorables, soulèvent l'inquiétude, et méritent un suivi attentif, une deuxième lecture.

Ce maintien apparent du secteur cacao se paie par un effacement des investissements dans le café, ce qui n'est pas très bon pour le pays.

La flambée des cours des matières premières sur le marché mondial touche en priorité les secteurs huile de palme et caoutchouc, bien avant le cacao et le café, du moins pour l'instant. On peut donc s'attendre à une accélération des investissements des paysans dans l'hévéa et une reprise d'activité dans le palmier. Le secteur cacao finira par en pâtir. Une baisse de production de cacao en Côte d'Ivoire ne serait pas une catastrophe mais les baisses structurelles sont toujours très difficiles à contrôler.

La cacaoculture de Côte d'Ivoire se modernise progressivement. Les planteurs trouvent des solutions pour combattre le déclin des rendements et la mortalité des cacaoyères, en particulier grâce à une adoption spectaculaire de l'engrais à partir de la fin des années 90 (Ruf 1998, 2001). Mais en corollaire, cette évolution implique une dépendance accrue du secteur vis-à-vis du prix du cacao.

Inévitablement, la relance des investissements dans le cacao tout autant que le combat contre la pauvreté passe par une hausse rapide du prix du cacao. Le niveau de 500 F/kg atteint en février 2008, au moins par les exploitations les mieux placées par rapport au marché, paraît un minimum qu'il faudra vite dépasser.

Dans le cas contraire, le désespoir des planteurs, ayant cette fois une lueur d'espoir avec une « nouvelle culture », une nouvelle alternative, l'hévéa, la seule qui peut les aider à sortir quelque peu de la pauvreté dans les conditions actuelles, le scénario le plus probable est un report massif des investissements des planteurs de cacaoyers vers l'hévéa.

Telles sont les leçons de l'effet du prix relatif « café/cacao », s'appliquant au nouveau « binôme Cacao/caoutchouc ». (Ruf 2008d).

Ainsi, après le bilan de l'appauvrissement des planteurs de cacao (section 3) et cette analyse de la structure des plantations (section 4), l'étude sur les revenus et les investissements des planteurs de cacao arrive déjà à un résultat et une conclusion essentielle, appelant une action des politiques publiques, en priorité sur le prix du cacao au producteur.

A partir de ce premier résultat, l'étude va donc se compléter conformément aux termes de référence, lesquels nous demandent de nous intéresser aux coûts de production. La démarche est cohérente : tout entrepreneur prend ses décisions d'investissement en fonction des prix et revenus espérés, fondés sur ceux des mois et années passés, et sur les coûts.

5 ANALYSE DES COUTS DE PRODUCTION

La littérature économique propose de multiples approches du coût de production et aboutit à un tel éventail de coûts et marges nettes que l'on peut parfois douter de la pertinence des calculs et des estimations (Losch 1990, Ruf et Agkpo 2006). Un coût de production n'est jamais une donnée objective. Par exemple les coûts calculés sur des estimations de temps de travaux sont toujours porteurs de dangers à l'interprétation tant il est difficile de mesurer ces temps de travaux. La question des coûts d'opportunité à affecter au travail familial est aussi une question pour laquelle les arbitrages faits par l'auteur peuvent modifier complètement la nature des résultats.

Par ailleurs, les coûts évoluent dans le temps, tendent à augmenter avec l'avancement en âge des plantations, avec la dégradation de l'environnement forestier, à la replantation (Ruf 1981, 1995, 1998, Colin 1990, Oswald 1997, Hanak-Freud et al, 1996, 2000). Il est toujours extrêmement difficile de formaliser ces évolutions dans le temps car il faudrait des observations sur plusieurs années. Ceux qui le tentent doivent toujours faire plusieurs hypothèses et relèvent plus du modèle que de la réalité, ou bien au contraire ils s'approchent tant de la réalité à l'échelle de quelques parcelles et d'une petite région que se pose la question de leur représentativité.

Dans le cadre d'une étude à un seul passage, il convient de trouver des méthodes relativement légères et qui puissent approcher une certaine représentativité, par rapport à des critères tels que la zone géographique ou la taille de l'exploitation.

5.1 Approche par le rapport Abusan

Toutes les économies de plantations familiales inventent ou réinventent des formes de contrat de travail par partage de la récolte. Ce sont souvent des formes de pseudo métayage plus que de métayage. Très souvent le « métayer » et le « propriétaire » négocient un contrat annuel, sans renouvellement, du moins jamais garanti. Par ailleurs, le propriétaire reste en principe le « patron » et prend les décisions essentielles.

Néanmoins, ces contrats dits de métayage et les taux de partage des récoltes qui y sont associés nous donnent une hypothèse de travail. Ils pourraient s'avérer de bons indicateurs des coûts de production. Si le propriétaire de la plantation concède la moitié de sa récolte (contrat Agnon) au lieu du tiers (contrat Abusan), le coût de production monte significativement. Ce serait un moyen élégant d'évaluer le coût du travail tout en évitant un calcul toujours douteux et compliqué de temps de travaux, de toute façon impossible, ici, dans les temps impartis à l'enquête.

Encore faut-il que la proportion des parcelles en contrat Abusan/abugnon soit suffisante pour constituer un indicateur valable. Est-ce le cas ?

5.1.1 La pertinence de l'indicateur abusan

Sur un ensemble de 431 planteurs de café et cacao², 183 d'entre eux, soit **43% des planteurs ont au moins une de leurs parcelles en abusan**. 32% n'ont que le seul mode de partage au tiers. 11% ont au moins une parcelle en abugnon (partage à 50%), mais peuvent avoir une autre parcelle en abusan, au partage au tiers.

² Ici, 2 à 3 exploitations ont été éliminées de l'échantillon pour cause de données incohérentes. Par ailleurs les 3% de cas classés « provisoirement aucune récolte » se réfèrent à la région du Cavaly où certains planteurs n'ont pas pu encore reprendre leurs récoltes.

Ces chiffres sont à l'échelle de l'exploitation et intègrent donc aussi le palmier mais les exploitations ayant un contrat abusant uniquement sur palmier, (donc sans contrat abusant sur café ou cacao) ne concerne que 3 exploitations.

Tableau No 5.1. Mode de faire valoir dans les exploitations de café et taux de partage le plus défavorable présent sur l'exploitation

	Café	Cacao	Café et Cacao	Total	
Abugnon: taux de 0,50	17	9	19	45	11%
Abusan: taux de 0,33	4	94	37	135	32%
En faire valoir direct				237	55%
Provisoirement aucune récolte				11	3%
Total	21	103	55	428	100%

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

A l'échelle des parcelles, isolant ici le café et le cacao, le poids de l'abusant est toutefois deux fois moindre. En effet, un planteur de cacao a souvent une parcelle de cacao en faire valoir direct, travaillée par lui et/ou ses enfants, éventuellement un manoeuvre annuel (payé à l'année) et une autre parcelle en abusant. En général la stratégie est de confier la plantation en production à un abusant pour reporter la force de travail familiale sur la création d'une nouvelle parcelle.

Ainsi, sur un total de **854** plantations de cacao et café, **243** sont en contrat abusant, soit **28%** (tableau No 5.2). Cependant, 189 de ces parcelles sont au partage au tiers. Il ne reste que 22% en partage à moitié : il s'agit le plus souvent du café.

Tableau No 5.2. Taux de partage des récoltes de café et cacao, à la parcelle

	Taux de partage		
	50%	33%	Total
Café	35	44	79
Cacao	19	145	164
Total	54	189	243

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

Au total, 28% des parcelles et surtout 43% des planteurs concernés par le rapport Abusan semblent des chiffres suffisamment élevés pour considérer que les coûts de production évalués par cette méthode dégagent une certaine pertinence. Certes les variations de prix du cacao n'ont pas nécessairement le même impact sur les coûts, puisque les variations sont en partie absorbées par le manoeuvre en contrat de partage. Mais sans le démontrer ici, on peut admettre un phénomène de flexibilité voisine avec d'autres formes de travail, à commencer par le travail familial : si le prix diminue, la rémunération du travail familial fléchit simultanément.

Par ailleurs, la présentation des résultats par parcelles plutôt que par contrat permet de mettre en évidence une stratégie classique de planteurs : malgré la chute du prix du café dans les années 2000, quelques-uns parviennent encore à garder des abusant « café », c'est-à-dire imposer un partage au tiers sur le café. La recette ? Associer une parcelle de cacao et une parcelle de café dans le même contrat.

Mais si seule une parcelle de café est en jeu, il est désormais très difficile de la faire accepter en contrat de « métayage ». Au mieux, le partage sera à moitiés égales.

Ce n'est pas un résultat nouveau. La tendance à concéder un partage à moitié sur le café date des années 80 (Ruf 1988). Elle s'explique par le lourd travail de nettoyage et de récolte comparativement au cacao. En revanche, un regard plus approfondi à l'échelle du département donne quelques résultats neufs.

Sur café, et plus étonnant sur le cacao, le partage à 50% se concentre dans le département d'Aboisso et dans une moindre mesure à Duékué (tableaux No 5.3 à 5.5). Comment expliquer ces spécificités de départements opposés géographiquement ?

Tableau No 5.3. Taux de partage des récoltes pour les abusant ayant une parcelle de café

	Taux de partage		
	50%	33%	Total
Abengourou	1	4	5
Aboisso	10	0	10
Adzope	0	0	0
Agboville	0	0	0
Daloa	3	1	4
Divo	0	0	0
Duékué	5	2	7
Gagnoa	0	3	3
Guiglo	5	3	8
San Pedro	0	1	1
Soubre	0	2	2
Vavoua	1	0	1
Total	25	16	41

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

Tableau No 5.4. Taux de partage des récoltes pour les abusant ayant une parcelle de cacao

	Taux de partage			Total
	50%	33%	50% et 33%	
Abengourou	0	13	0	13
Aboisso	11	1	0	12
Adzope	0	4	0	4
Agboville	0	9	0	9
Daloa	0	8	0	8
Divo	0	11	0	11
Duékué	4	9	0	13
Gagnoa	1	7	0	8
Guiglo	0	6	1	7
San Pedro	1	13	0	14
Soubre	0	20	0	20
Vavoua	1	8	0	9
Total	18	109	1	128

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

Tableau No 5.5. Taux de partage des récoltes pour les abusant ayant une parcelle de cacao et une parcelle de café

Abengourou	0	16	1	17
Aboisso	5	2	1	8
Adzope	0	5	0	5
Agboville	0	0	0	0
Daloa	0	0	0	0
Divo	0	1	0	1
Duekué	0	0	2	2
Gagnoa	0	0	0	0
Guiglo	1	1	0	2
San Pedro	0	0	0	0
Soubre	0	0	0	0
Vavoua	0	3	0	3
Total	6	28	4	38

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

5.1.2 Les cas de partage en abusant, à 50%, sur cacao

A Duekué, une écologie relativement peu favorable au cacao peut éventuellement jouer en faveur d'un partage moins favorable au propriétaire, mais le problème d'insécurité en brousse apparaît comme le premier facteur. Les autochtones doivent trouver des arguments financiers pour confier leurs plantations sous contrat abusant.

A Aboisso, les facteurs sont plus complexes. Même s'il s'agit d'une spécificité sans grande signification au niveau national, elle mérite détour pour mieux comprendre la formation des coûts et leur évolution dans le temps. C'est aussi une introduction à la comparaison entre régions.

Manque de main d'œuvre ? A peu près la moitié des planteurs se plaint du manque de main d'œuvre depuis le début des conflits de 2002/03, les mettant en situation de faiblesse pour négocier les taux de partage. Certains évoquent aussi les flux de main d'œuvre captés par les planteurs migrants. L'autre moitié affirme que l'on trouve encore facilement la main d'œuvre si l'employeur les respecte et les traite bien. Finalement, malgré la proximité de la frontière qui devrait être un atout pour capter la main d'œuvre (comme c'est le cas à Abengourou), les problèmes de main d'œuvre semblent devenir sérieux.

Dégradation des parcelles et des rendements en cacao: Les mauvais rendements des cacaoyères, soit vieilles et dégradées, soit encore très jeunes, toujours sensibles à la pourriture brune, pourrait être une bonne raison de ne pas trouver facilement des manœuvres acceptant le contrat abusant. Même s'il faut prendre les moyennes de rendements par département avec prudence, Aboisso et Adzopé apparaissent assez justement comme les mauvais élèves sur le critère rendement cacao (tableau No 5.6). Ces données semblent cohérentes avec la marginalité des abusant cacao à Adzopé (tableau No 5.4) et la concession au partage à 50% à Aboisso.

Tableau No 5.6. Moyenne des rendements en cacao par département

Abengourou	421
Aboisso	339
Adzope	248
Agboville	457
Daloa	385
Divo	401
Duekué	396
Gagnoa	437
Guiglo	466
San Pedro	554
Soubré	448
Vavoua	500
Total	417

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

La maladie de la pourriture brune est présente depuis des décennies à Aboisso, ce qui y explique en partie le développement du café dans les années 50 à 70. C'est aussi un des deux départements où les planteurs utilisent des fongicides.

Tableau No 5.7. Moyenne des achats de fongicides (en Fcfa) par département

Abengourou	4503
Aboisso	3386
Adzope	3010
Agboville	1729
Daloa	0
Divo	176
Duekué	0
Gagnoa	1712
Guiglo	862
San Pedro	1206
Soubré	257
Vavoua	293
Ensemble	1452

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

La concurrence du palmier et de ses revenus réguliers : dans une certaine mesure, la faible productivité des plantations de cacao à Aboisso est confirmée par la comparaison avec le palmier pour lesquelles le partage au tiers prédomine. Tous les planteurs d'Aboisso ayant une parcelle de palmier en abusan la négocient au partage au tiers. Les 2/3 des planteurs ayant une parcelle de palmier en abusan ont aussi une parcelle de café et/ou cacao en abugnon (partage à 50%).

Toutefois, d'après les entretiens avec les planteurs, ce n'est pas seulement le revenu global par hectare qui est en jeu. C'est surtout le revenu régulier tiré des palmiers qui attire les manœuvres et qui met les planteurs dans un rapport de force plus favorable. Les manœuvres préfèrent le palmier et sont prêts à accepter un partage au tiers. En revanche, pour les attirer sur le cacao, dans le cas d'Aboisso, il faut leur proposer un partage à moitié.

Une compensation partielle par des prêts de terre : la région du Sud Comoe apparaît bien comme celle procurant le plus souvent une terre pour permettre aux abusan de produire leur nourriture (tableau No 5.8).

Tableau No 5.8. Avantages divers reçus par l'abusan, par régions. Analyse à l'échelle des parcelles

	Moyen Comoe	Sud Comoe	Agneby	Haut- Sassandra	Sud Bandama	Cavaly	Fromager	Bas Sassandra	Ensemble
Prêt de terre pour les cultures vivrières	14	20	2	0	4	7	4	7	58
Machettes	4	1	1	0	0	0	4	0	10
Don de petites sommes d'argent	0	1	1	0	3	5	1	4	15
Nourriture	5	0	1	14	0	1	0	5	26
Logement	0	0	0	0	0	3	0	0	3
Santé	0	2	0	0	0	0	0	0	2
Total	23	24	5	14	7	16	9	16	114

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

Une compensation partielle par le partage du coût des intrants ? Aboisso semble aussi à contre courant dans l'arrangement des charges complémentaires incombant à l'abusan. En 2007, dans la grande majorité des départements et des exploitations de Côte d'Ivoire, les intrants sont payés par le propriétaire. Les cas de partage des coûts d'intrants avec l'abusan sont relativement rares. Ils sont plus fréquents à Aboisso. Sur les 30 cas observés, 14 se concentrent à Aboisso, 8 pour les engrais, 6 pour les produits phytosanitaires (tableau No 5.6).

Tableau No 5.9. Charges complémentaires prises en charge par l'abusan, par régions. Analyse à l'échelle des parcelles

	Moyen Comoe	Sud Comoe	Agneby	Haut- Sassandra	Sud Bandama	Cavaly	Fromager	Bas Sassandra	Ensemble
Aide 1 fois par mois au champ de maïs							1		1
Aide de toute nature		1	2					1	4
Location atomiseur		1							1
Nettoyage parcelle autre que café cacao	8	9	2	4	1	6	2	5	37
Païement des engrais	2	8	1			2	1	3	17
Païement des produits phytosanitaires	2	6	1			2	1	5	17
Travail 1 fois par mois							1		1
Travail supplémentaire par semaine	16	5	2	4	2	2	2		33
Total	28	30	8	8	3	12	8	14	111

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

Cet arrangement réduirait donc les coûts de production du point de vue du propriétaire. Toutefois, cet arrangement est très lié à la diversification palmier. La quasi-totalité des cas de contribution partielle ou totale de l'abusan aux achats d'intrants est associée à une parcelle de palmier, soit uniquement, soit combinée avec une parcelle de cacao et/ou café.

Autres facteurs pouvant jouer sur la spécificité à Aboisso.

Relation de parenté et phénomène culturel, une habitude de pensée : les autochtones Agni, à dominante matrilineaire, sont habitués à confier une parcelle en partage à 50% à des neveux, des cousins. Cela a facilité l'extension du mode de partage sur des contrats sans lien de parenté.

L'activité de pêche Le lac du barrage d'Ayamé génère beaucoup d'activité de pêche, prenant du temps aux chefs de famille. Cette activité peut aussi contribuer à une moindre attention aux plantations et donc au consentement au partage à 50%.

5.1.3 Les « adaptateurs » de coûts : « primes » et « charges » pour l'abusan

Les charges complémentaires

Pour ce qui concerne les intrants, on vient de voir que, mis à part Aboisso et la diversification vers le palmier, ils sont, de façon prédominante, payés par le propriétaire de la plantation.

Plus globalement, sur les 243 parcelles de café et cacao, même après avoir éliminé quelques cas douteux, les 111 cas d'avantages déclarés, dont certains cumulés dans la même exploitation, concernent moins de 40% des contrats.

Il s'agit principalement d'un travail supplémentaire à effectuer hors de la parcelle sous contrat, soit le nettoyage d'une autre parcelle, soit un jour de travail par semaine du au propriétaire (tableau No 5.8).

Les avantages et les primes

A travers l'étude du cas d'Aboisso, on a vu que les divers avantages concédés aux abusan par les propriétaires concernent aussi quelques 40% des contrats (tableau 2.8).

L'analyse selon le taux de partage montre qu'en proportion, le contrat abugnon bénéficie plus souvent d'un prêt de terre pour les cultures vivrières (tableau No 2.10). Il y a donc bien là quelque chose de l'ordre de la compensation d'un taux de partage défavorable. Il peut être chiffré autour de 7000 F, au prix de location annuelle d'un demi hectare de jachère.

Tableau No 5.10. Avantages divers dont bénéficie l'abusan, selon le taux de partage

Nature de la culture	Taux de partage	Prêt terre	Machettes	Argent	Nourriture	logement	Santé	Total	Effectif	%
CAFE seulement	50%	9	0	3	4	1	0	17	25	68%
	33%	3	2	1	2	0	0	8	16	50%
Total Café		12	2	4	6	1	0	25	41	61%
CACAO seulement	50%	6	0	1	1	0	0	8	18	44%
	33%	19	3	9	14	0	0	45	109	41%
Total Cacao		25	3	10	15	0	0	53	127	42%
CAFE et CACAO	50%	0	0	0	0	0	2	2	6	33%
	33%	9	3	1	5	0	0	18	28	64%
Total Café et cacao		9	3	1	5	0	2	20	34	59%
Total		46	8	15	26	1	2	98	202	49%

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

Mais dans l'ensemble, la juxtaposition des avantages et des charges montre que les premiers compensent les secondes. Les régions avec le plus fort taux d'avantages consentis sont aussi celles des charges supplémentaires demandées. Le jeu des avantages et des charges tend donc à s'annuler au plan de l'analyse des coûts.

5.1.4 Estimation des coûts et des rentabilités

Café versus Cacao

La domination du contrat abugnon dans le café, si le café est le seul objet du contrat, rappelle et démontre la pénibilité du travail dans les caféières.

Aux rendements moyens de 470 kg/ha pour le café et 425 kg/ha pour le cacao, les taux de partage respectifs de 50% et 33% donnent un coût en produit de 235 kg/ha de café et 142 kg de cacao. En 2005/06, aux prix respectifs de 175 F/kg pour le café et 350 F/kg pour le

cacao, les calculs illustrent et démontrent rapidement pourquoi ils abandonnent le café. La culture rapporte alors presque 3 fois moins que celle du cacao, (pourtant également bien mal payé). Surtout la rémunération de la journée de travail tourne autour de 500 F, soit la moitié du salaire journalier, de l'ordre de 1000 F (tableau No 5.11).

L'attribution à l'abusan d'une parcelle de jachère peut être considérée comme un coût d'opportunité supplémentaire pour le propriétaire, lequel aurait pu louer la terre autour de 15.000 F/ha. On estime ici le prêt d'un demi hectare à 7000 F. Le café devient encore moins intéressant pour le propriétaire. Du point de vue de l'abusan, cela va un peu mieux. L'octroi d'un demi hectare de terre lui permet de passer le seuil de rentabilité au-dessus du coût d'une journée de travail (tableau No 5.12).

Tableau No 5.11. Estimation des coûts et des productivités moyennes du café et du cacao.
Approches par le contrat abusan/Abugnon

	Situation en 2005/06		Situation en 2007/08	
	Café	Cacao	Café	Cacao
Production par ha (kg)	470	425	470	425
Produit brut (Fcfa/ha)	94 000	148 750	199 750	191 250
Prelèvement par l'abusan (kg)	235	142	235	142
Prix du kg en 2005/06	200	350	425	450
Coût en main d'oeuvre	47 000	49 583	99 875	63 750
Pesticides	2 000	5 850	2 000	6 500
fongicides	-	360	-	400
Engrais	-	3 870	-	4 300
Location matériel et essence	-	4 050	-	4 500
Ss total Estimation coût Intrants	2 000	14 130	2 000	15 700
Coût de décortilage	11 750		11 750	
Cout total / ha	60 750	63 713	113 625	79 450
Coût/kg	129	150	242	187
Marge nette par hectare	33 250	85 037	86 125	111 800
Marge nette/kg	71	200	183	263
Estimation nombre de jours de travail				
- par tonne	140	100	140	100
- par production de 1 ha	66	43	66	43
Marge nette / jour de travail	505	2 001	1 309	2 631
Cout d'une journée de travail sur le marché	1 000	1 000	1 000	1 000
Estimation du profit / jour, hors amortissement	- 495	1 001	309	1 631

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

Tableau No 5.12. Simulation de la prise en compte de l'avantage concédé à l'abusan par le planteur : un demi hectare de terre prêté pour les cultures vivrières

Pour le propriétaire, coût d'opportunité	7 000	7 000
Nouveau revenu par hectare	26 250	79 125
Nouvelle marge nette / kg	56	168
Estimation marge nette / jour de travail	399	1 203
Estimation du profit / jour, hors amortissement	- 601	203
Pour l'abusan, forme de revenu d'opportunité /ha	7 000	7 000
Revenu abusan par hectare	40 250	93 125
Marge nette Abusan / kg	86	198
Estimation marge nette / jour de travail Abusan	612	1 415
Estimation du profit / jour, hors amortissement	- 388	415

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

Indicateurs du coût du travail dans les cacaoyères par régions

Le rendement moyen par région, croisé par le taux de partage dominant dans la même région, donne une estimation de la composante travail du coût de production. Selon cette approche, au moins en 2007, deux régions, le Sud Comoé et le Cavaly, auraient donc une composante travail du coût de production plus élevée que la moyenne.³

Tableau No 5.13. Indicateurs du coût du travail dans les cacaoyères par régions

	Rendement (kg/ha)	Produit brut/ha 400 F/kg	Taux de partage dominant	Estimation du coût du travail Fcfa/ha	Fcfa / kg
Moyen Comoe	421	168 575	0,33	55 630	132
Sud Comoe	339	135 593	0,50	67 797	200
Agneby	318	127 392	0,33	42 039	132
Haut-Sassandra	450	179 871	0,33	59 357	132
Sud Bandama	401	160 284	0,33	52 894	132
Cavaly	428	171 333	0,36	61 680	144
Fromager	437	174 764	0,33	57 672	132
Bas Sassandra	500	200 068	0,33	66 023	132
Total	417	166 632	0,36	59 154	142

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

Indicateurs du coût du travail dans les cacaoyères par origine du planteur

En cohérence avec des rendements légèrement inférieurs à ceux des migrants, les autochtones auraient une composante travail du coût de production un peu supérieure à celle des migrants. Toutefois, les faibles écarts entre les 3 groupes, autochtones, allochtones et allogènes, ainsi que le faible nombre d'allogènes (ici à peine une quinzaine employant des abusan sur le cacao) ne permet guère de conclure. Les résultats sont donnés à titre indicatif (tableau No 5.14).

³ On aurait pu aussi tenter d'intégrer les coûts d'intrants appliqués par les exploitations qui emploient des abusan. Toutefois, sur une donnée aussi complexe que le coût de production, l'analyse sur des sous-ensembles de 4 à 20 planteurs par région passe en dessous de la limite de la pertinence.

Tableau No 5.14. Indicateurs du coût du travail dans les cacaoyères selon l'origine du planteur

	Rendement (kg/ha)	Produit brut/ha 400 F/kg	Taux de partage moyen	Coût en Fcfa/ha 400 F/kg	Coût en Fcfa / kg
Autochtones	391	156 376	0,37	58 622	150
Allochtones	462	184 662	0,35	64 243	139
Allogènes	442	176 852	0,37	64 728	146
Total	417	166 632	0,37	60 987	146

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

5.2 Approche par les budgets

Sur les 430 exploitations enquêtées, nous allons ici analyser les coûts monétaires c'est à dire l'argent effectivement dépensé et affecté au binôme cacao/café. Le travail familial n'est donc pas comptabilisé. Cette approche permet notamment de rechercher les régions ou les types d'exploitations qui seraient plus sensibles aux variations de prix.

5.2.1 Pour une exploitation « moyenne »

Même si « l'exploitation moyenne » n'existe pas, un tableau synthétique des différents coûts, calculés sur l'ensemble des exploitations enquêtées donne déjà beaucoup d'informations (tableau No 5.15)

Tableau No 5.15. Coûts de production du binôme cacao/café

Terre	5 000	2%
Travail		
Annuels	39 709	
Abusan	169 193	
Contrats	36 232	
sous-total	245 133	79%
Matériel et transport	17 210	5%
Intrants cacao (et marginalement café)		
Pesticides	25 781	
Fongicides	1 441	
Engrais	16 615	
sous-total	43 837	14%
Total	311 181	100%
Production moyenne de		
cacao (kg)	1723	
café (kg)	654	
Total cacao et café (kg)	2376	
Coût de production moyen, en dépenses monétaires, hors travail familial (F/kg)	131	

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

En Côte d'Ivoire, sauf si une chute des prix décourage et conduit à l'abandon partiel des parcelles, comme c'est le cas du café depuis plusieurs années, l'économie familiale de plantation n'est plus une « économie de cueillette ». Les dépenses en pesticides sont bien réelles. Surtout, depuis quelques années, le poste « engrais », quasi-inexistant jusque dans

les années 90, émerge dans suffisamment de régions et d'exploitations pour qu'il devienne le 2^e poste d'intrants pour le cacao.

Pour autant, le poste travail reste totalement dominant, avec 245.000 F, soit près de 80% des dépenses monétaires, donc sans compter le travail familial. Le contrat abusant y est très dominant, avec quelques 170.000 F, laissant seulement 40.000 F aux contrats annuels (payés à l'année) et 35.000 F aux contrats à la tâche et à la journée.

Les coûts assimilables à la terre (achats de l'année, location) ont été sous-estimés, intégrant peu ou pas les sommes d'argent données par les migrants à leurs tuteurs autochtones, mais leur part semble bien rester encore marginale dans le coût de production.

Les dépenses de matériel (location d'atomiseurs, carburant, ...) et de transport sont ici en revanche un peu surestimées car elles incluent les locations de camions, voire plus exceptionnellement de tracteurs, qui sont plus fréquentes pour le transport des régimes de palme que pour le cacao.

Au final, pour une production moyenne de 1723 kg de cacao et 654 kg de café par exploitation, on arrive à un coût de production moyen du binôme cacao/café, hors travail familial, et hors amortissement, de l'ordre de 130 F/kg

5.2.2 Approche géographique, par départements

Là encore, il convient de rester très prudent sur des moyennes de charges et de coûts lorsque la taille des sous échantillons est en dessous de 40 planteurs. Par exemple, à Guiglo, le hasard nous a fait tomber sur 2 ou 3 grands planteurs dont les performances gonflent les moyennes du « département ». Les résultats sont donc indicatifs. Néanmoins l'approche permet de dégager quelques résultats et interprétations (tableau No 2.16).

Un coût très élevé à Aboisso

On retrouve à Aboisso un coût de production nettement supérieur à la moyenne, ce qui est cohérent avec le large recours aux contrats abusant mais aussi avec le processus de diversification vers le palmier, très avancé.

Soulignons cependant que la corrélation entre coût élevé du cacao et diversification avancée vers le palmier fonctionne dans les deux sens. Certes, des coûts élevés dans le binôme cacao/café incite à diversifier mais il nous semble aussi percevoir une forme de causalité inverse : l'attrait du palmier auprès des manœuvres pousse les coûts à la hausse.

Des coûts logiquement élevés à Abengourou

L'approche des coûts de production par les dépenses monétaires, hors travail familial, aboutit nécessairement à des coûts élevés dans les régions et les exploitations les plus dépendantes du travail extérieur à la famille : c'est le cas d'Abengourou.

Un coût très compétitif à Vavoua

En 2007, d'après ces résultats, (encore une fois à prendre avec prudence), Vavoua serait le département le plus performant au plan du coût de production hors travail familial. De fait, malgré un recours limité au travail extérieur et aux intrants, les exploitations de Vavoua parviennent à un bon niveau de production. Plusieurs facteurs pourraient l'expliquer.

Tableau No 5.16. Indications sur les charges opérationnelles et des coûts de production du binôme cacao /café, par département

	Abengourou	Aboisso (1)	Adzope	Agboville	Daloa	Divo	Duékoué	Fromager	Guiglo	San Pedro	Soubré	Vavoua
Terre	2 500	2 000	-	26 818	8 108	6 344	278	3 100	2 900	3 125	3 000	25 610
Travail												
Annuels	27 351	19 342	25 878	44 348	25 946	31 568	45 307	124 924	41 486	36 302	33 243	33 902
Abusan	429 180	271 530	53 585	211 522	55 279	246 961	166 725	124 022	169 604	197 695	202 086	90 915
Contrats	52 946	49 746	32 467	33 478	25 716	39 216	31 553	34 513	46 943	40 500	26 743	32 280
sous-total	509 477	340 618	111 929	289 348	106 941	317 745	243 584	283 459	258 033	274 497	262 073	157 098
Matériel et transport	23 977	11 623	9 255	11 413	8 709	5 460						
Intrants cacao (et café)												
Pesticides	26 973	14 659	7 250	12 652	17 608	18 621	33 577	40 091	41 900	39 656	34 986	26 934
Fongicides	4 503	3 386	3 010	1 804	-	2 254	256	1 712	714	1 206	243	293
Engrais	9 351	9 140	-	24 783	595	10 621	22 333	22 485	74 900	14 172	27 297	1 073
sous-total	40 827	27 186	10 260	39 239	18 203	31 496	56 167	64 288	117 514	55 034	62 527	28 300
Total	576 782	381 426	131 444	366 818	141 962	361 045	300 029	350 847	378 447	332 657	327 600	211 007
Production moyenne de												
cacao (kg)	3 052	1 081	666	3 016	823	2 342	1 493	2 079	1 782	2 540	2 019	1 769
café (kg)	681	849	518	70	660	353	1 225	483	1 361	248	285	925
Total cacao et café (kg)	3 732	1 929	1 184	3 086	1 483	2 695	2 718	2 562	3 143	2 789	2 304	2 693
Coût de production (F/kg)												
en dépenses monétaires, hors travail familial	155	198	111	119	96	134	110	137	120	119	142	78

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

- L'effet jeunesse des plantations : les exploitations ont entamé récemment leur reconversion du café vers le cacao. Les plantations de cacao sont jeunes et productives.
- Les exploitations sont de taille relativement modeste, donc reposent en grande partie sur le travail familial.
- Du fait de l'isolement, structurel et conjoncturel, de la zone, ces exploitations ont un accès difficile aux intrants, et se replient donc en partie sur la qualité de l'entretien des plantations, en grande partie assuré par le travail familial (encadré No 1).

A l'opposé, du fait de la proximité avec le Burkina Faso et le Mali, les coûts unitaires de main d'œuvre seraient inférieurs à la moyenne. Un annuel est payé 140.000 Fcfa, ce qui est effectivement inférieur à la moyenne d'un département comme Soubré.

Soubré, la boucle du cacao des années 1990 et 2000 : un système fragile.

Derrière l'apparente puissante boucle du cacao du moment, le coût de 140 F/kg à Soubré évoque une certaine fragilité. Le cacao à Soubré dépend désormais des engrais. Mis à part le chiffre dissonant de consommation des engrais à Guiglo, probablement lié à un effet d'échantillonnage insuffisant, Soubré, région aux sols gravillonnaires, témoigne d'une des plus fortes consommations d'engrais cacao dans le pays. C'est donc une zone particulièrement sensible aux variations de prix du cacao, avec un enjeu de taille : l'engrais ne sert pas seulement à maintenir ou augmenter la production, mais aussi à réduire et ralentir la mortalité des cacaoyers.

Adzopé, un département à coût contenu mais une faible production.

Adzopé apparaît comme un cas à part, surtout au plan de la production moyenne par exploitation, significativement inférieure à celle des autres départements.

Un certain arbitrage entre dépenses en main d'œuvre et en intrants.

Au-delà des cas d'Abengourou, Aboisso et Vavoua, et peut-être Soubré et Adzopé, il serait imprudent de vouloir interpréter les chiffres des autres départements, notamment les coûts de production qui restent très voisins, dans une fourchette de 120 à 130 Fcfa/kg. Daloa serait peut-être un peu en dessous : c'est probablement le signe d'un repli partiel sur la main d'œuvre familiale; mais ce peut aussi être un effet d'échantillonnage insuffisant, car la production moyenne paraît faible.

Néanmoins, la comparaison entre ces sous échantillons par départements met sur la piste de phénomènes d'arbitrage des planteurs dans leurs charges d'exploitations. Par exemple, les 3 sous échantillons d'Agboville, Guiglo et San Pedro donnent le même coût de production moyen de 120 F/kg mais ils parviennent par des chemins différents. A Agboville, le poids porte sur le travail extérieur à la famille, notamment le contrat abusant. A Guiglo, l'accent est mis sur les engrais. Entre les deux, San Pedro opère un compromis.

A propos de l'impact du prix du cacao : du fait de l'effet frontalier, les deux régions qui bénéficient d'un prix du cacao un peu supérieur à celui des autres régions, et d'un accès à la main d'œuvre un peu plus favorable, Abengourou et Vavoua se retrouvent presque aux extrêmes de l'éventail des coûts de production hors travail familial. En termes de coût de production, ce qui oppose les deux départements, notamment la dimension de l'exploitation et le recours aux intrants, semble l'emporter sur l'effet du prix.

5.2.3 Approche selon l'origine des planteurs : le dualisme autochtones/migrants

La comparaison selon l'origine du planteur, autochtone, allochtone et allogène, donne des résultats plus crédibles, du fait de la taille des 3 sous échantillons. Les résultats sont peut-être aussi un peu plus neufs dans la mesure où la littérature « d'expertise » et les restitutions d'enquêtes à l'échelon national offrent peu de formalisation des coûts selon l'origine des planteurs. Ceci dit, la « littérature de recherche », (définie comme étant publiée dans des revues scientifiques), a déjà largement démontré la signification économique du dualisme autochtones/migrants. Globalement, les migrants réussissent mieux que les autochtones (Chauveau et Richard 1977, Léna 1979, Ruf 1980, 1988, Léonard 1995, Chauveau et Léonard 1996, Léonard et Vimard 2005). Certes, il y a des évolutions sensibles et des « cycles ethniques », avec certains groupes de migrants dont les exploitations cacaoyères connaissent leur apogée à une certaine époque, avant de décliner, d'autres pouvant prendre la relève (Chauveau 1995, Ruf 1995). Mais globalement, au plan économique, le dualisme migrants/autochtones reste en faveur des migrants.

Cette enquête de 2007 répartie sur 12 départements confirme donc des résultats déjà connus, même s'ils ne sont pas toujours reconnus (tableau No 5.17).

Tableau No 5.17. Coûts de production du binôme cacao/café, selon l'origine des planteurs

	Autochtones	Allochtones	Allogènes
Terre	-	9 895	15 205
Travail			
Annuels	31 018	43 537	63 609
Abusan	190 082	161 323	106 370
Contrats	32 395	42 513	39 600
sous-total	253 495	247 373	209 579
Matériel et transport	14 936	10 387	33 677
Intrants cacao (et café)			
Pesticides	17 773	35 556	39 587
Fongicides	1 819	930	680
Engrais	7 477	29 424	30 393
sous-total	27 069	65 910	70 660
Total	295 500	333 565	329 121
Production moyenne de			
cacao (kg)	1 537	2 122	1 975
café (kg)	526	605	1 254
Total cacao et café (kg)	2 064	2 727	3 229
Coût de production (F/kg)			
en dépenses monétaires	143	122	102
hors travail familial			

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

En recourant au même niveau de main d'œuvre extérieure, voire un peu moins, et en utilisant 2 à 3 fois plus d'intrants, les migrants parviennent à produire une production supérieure de 40% à 60%. Il en résulte un coût de production « moyen » sensiblement inférieur pour les migrants, mais il convient aussitôt de rappeler les deux conventions dans ce calcul

- Il ne comprend pas de frais d'amortissement, notamment des frais d'acquisition de la terre
- Il n'intègre pas le travail familial, a priori plus important en valeur absolue chez les migrants, en particulier les planteurs allogènes, même si ceux-ci poussent de plus en plus d'un statut de groupe pourvoyeur de main d'oeuvre (leur statut principal dans les années 70) à celui d'employeur (au cours des années 2000).

Accessoirement, on remarque le rôle important des allogènes dans la production de café. Ce serait en partie grâce à eux que le secteur café de la Côte d'Ivoire ne s'effondrerait pas complètement. Dans la mesure où le café tend à laminer la productivité moyenne, cette importance relative du café rend d'autant plus intéressante leur performance moyenne sur le binôme cacao/café.

5.2.4 Approche selon la dimension des exploitations et le niveau de revenus

L'étude des charges et des coûts par classe de revenus d'exploitation confirme une règle quasi universelle dans les économies cacaoyères, l'absence d'économies d'échelle (Ruf 1993, Clarence Smith 2000). Le coût de production cacao/café, du moins leur composante monétaire, tend d'abord à augmenter puis à stagner avec les revenus culture pérennes (tableau 5.18).

Tableau No 5.18. Coûts de production du binôme cacao/café selon les classes de revenus de cultures pérennes

	Classes de revenus des cultures pérennes		
	0-600.000 F	600.000 à 1.600.000 F	>1.600.000 F
Terre	2 955	10 530	7 000
Travail			
Annuels	16 776	32 957	147 067
Abusan	33 375	189 906	653 157
Contrats	22 883	41 197	79 025
sous-total	73 033	264 059	879 248
Matériel et transport	7 712	27 020	33 264
Intrants cacao (et café)			
Pesticides	12 775	31 530	65 115
Fongicides	410	1 131	5 984
Engrais	4 294	16 020	65 803
sous-total	17 479	48 682	136 902
Total	101 179	350 291	1 056 414
Production moyenne de			
cacao (kg)	627	2 004	5 459
café (kg)	265	633	2 280
Total cacao et café (kg)	893	2 637	7 739
Coût de production (F/kg) en dépenses monétaires, hors travail familial	113	133	137

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

5.3 Conclusion partielle

1. Quelques départements et régions se distinguent par des coûts de production plus élevés que la moyenne, principalement sous l'effet d'une proportion encore forte en café, d'un vieillissement des vergers et aussi de la concurrence d'autres cultures pérennes, telles que le palmier et l'hévéa qui captent la main d'œuvre plus facilement. Mais globalement les coûts sont relativement homogènes. Au-delà des limites d'une enquête à un seul passage, une interprétation possible est le brassage des origines de planteurs. Par ailleurs, à des degrés divers, chaque département compense plus ou moins ses zones de vieillissement par ses propres zones de rajeunissement des plantations.
2. Le dualisme autochtones/migrants est confirmé à travers l'étude des marges et des coûts. Toutes choses égales par ailleurs, les migrants consacrent plus de travail familial que les autochtones au binôme café/cacao. C'est un phénomène universel dans toutes les économies accueillant des migrants. C'est encore relativement fort en Côte d'Ivoire, même si les tendances peuvent évoluer avec le changement de génération. En même temps, les migrants d'origine étrangère deviennent aussi de plus en plus employeurs de main d'œuvre.
3. L'étude confirme l'absence d'économies d'échelle dans le secteur cacao/café
4. Un coût moyen de 130 F/kg, en composante monétaire, (auquel s'ajoute le travail familial et éventuellement l'amortissement de la plantation), relativement élevé, implique une sensibilité aux prix. Les ajustements par rapport à un prix à la hausse ou à la baisse semblent quasiment inévitables, soit sur les différents types de main d'œuvre, soit sur les intrants.
5. Une des hypothèses « techniques » de l'étude, celle d'un effet favorable de la remontée du prix du cacao et du café sur un investissement dans les produits fongicides, pour faire face à la recrudescence des attaques de pourriture brune en 2007/08, est infirmée. Le taux d'utilisation des fongicides reste très faible. Les planteurs manquent encore massivement d'information et de connaissances sur la maladie et les moyens de la combattre. Ce constat rappelle, s'il en est besoin, que le prix du cacao ou du café joue en interaction avec d'autres facteurs.

6 LES APPUIS AUX PRODUCTEURS

Jusqu'au début des années 90, l'Etat ivoirien jouait un rôle de premier plan dans le développement des filières agricoles en Côte d'Ivoire. Il intervenait directement aussi bien dans l'organisation et la gestion de la production, la commercialisation que dans l'encadrement et le financement des activités des producteurs, etc.

Pour faire face à la crise économique des années 80, l'Etat s'est engagé dans un processus de libéralisation de son économie. Ce recentrage des fonctions de l'Etat a entraîné de profondes mutations au niveau de sa politique agricole en général et de la politique d'encadrement de filières en particulier. Parallèlement, on a assisté à l'émergence d'organisations professionnelles et paysannes, et aussi à des initiatives privées qui contribuent plus ou moins au renforcement des capacités des producteurs.

Dans ce nouveau paysage, de nouveaux acteurs ont vu le jour et de nouveaux instruments ont été mis en place pour faire face aux besoins des producteurs, leur fournir des services pour le développement de leurs activités. Dans le cadre de la présente étude, nous aborderons les questions de l'accès au crédit, de l'accès et de l'utilisation des intrants, du conseil agricole et du renforcement des capacités des producteurs.

6.1 Le crédit

La problématique de l'accès au crédit des producteurs constitue un enjeu important pour le développement de l'agriculture. En effet, le secteur agricole dans tous les pays sahéliens occupe une place prépondérante en termes d'emplois et de création de richesse. Il représente environ 35% du PIB de la sous région et occupe selon les pays entre 75 et 90% de la population active. Les recettes d'exportations sont par ailleurs constituées de 60 à 80% des produits agricoles. Malheureusement, on constate que le secteur agricole reçoit de moins en moins d'investissements alors que l'ouverture économique justifierait une modernisation accrue de ses structures de production.

Le financement du secteur agricole a certes toujours présenté des difficultés mais, celles-ci se sont accrues du fait du désengagement de l'Etat des filières agricoles, de la réduction des concours des partenaires extérieurs de développement, mais aussi de la forte réticence du système bancaire classique à intervenir dans un secteur qu'il connaît mal. D'autre part, les groupes à faibles revenus que sont les producteurs, représentent une part importante de l'épargne rurale qui n'est malheureusement pas mobilisée, réduisant autant les chances d'investissement.

Au cours de la dernière décennie, les institutions de micro finance, ont fait des efforts pour réduire les difficultés d'accès aux financements et créer des structures de crédit et d'épargne pour financer le développement rural. Si ces innovations institutionnelles ouvrent de nouvelles perspectives, elles ne répondent que très partiellement aux enjeux du financement de l'agriculture.

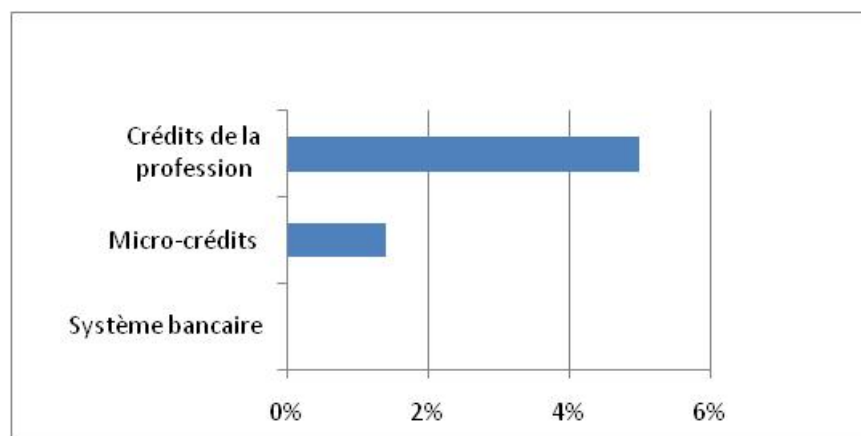
La présente étude, qui concerne le financement des activités des producteurs de café et cacao en Côte d'Ivoire, confirme cette situation. L'accès au financement -sous toutes ses formes- est quasi inexistant pour les producteurs de café et cacao. En effet, sur l'ensemble des planteurs interrogés moins de 1% possède un compte dans un établissement bancaire de place et seulement 27% ont ouvert des comptes dans les institutions de micro crédit. Les montants obtenus par le biais des structures de micro finance lorsque le planteur y a accès sont malheureusement encore très modestes.

Quatre formes principales de crédit pour le financement des activités des producteurs ont été identifiées pour le financement des besoins des producteurs de café cacao :

- le système bancaire ;
- les institutions de micro financement (IMF) ;
- les crédits de la profession (structures de la filière, coopératives) ;
- le système de crédit informel (tontine, prêts familiaux, prêt acheteurs, etc.).

Le graphique 3.1 représente les différentes formes de crédits rencontrées sur le terrain à l'exception du système informel, très difficile à cerner et quantifier. Il nécessiterait une étude spécifique.

Fig. 6.1 :



Sources : enquête consultants, Nov. 2007

Sous cette réserve, les crédits de la profession sont les plus importants. Ensuite viennent ceux octroyés par les structures de micro finances. Les crédits en provenance du système bancaire classique sont donc quasi inexistants. Globalement, l'accès au crédit des planteurs est très limité. Seulement 7% des planteurs de l'échantillon sont concernés.

6.1.1 Le système bancaire

D'après les enquêtes, aucun planteur n'a bénéficié de ce type crédit au cours de ces cinq (5) dernières années.

Pour bénéficier des services de ces banques, il aurait fallu que les planteurs aient des comptes dans ces établissements. Or, moins de 1% y ont un compte. Il s'agit pour la plupart de comptes appartenant à des anciens travailleurs et plus récemment de planteurs de d'hévéa ou de palmier, leur servant à percevoir leur pension pour les premiers et pour recevoir les paiements de leurs produits pour les seconds.

Du point de vue des banques, les producteurs n'offrent pas suffisamment de garanties pour bénéficier de crédits. Leurs plantations de café ou de cacao ne sont ni délimitées, ni immatriculées pour leur permettre d'avoir des certificats de propriétés ou des titres fonciers qui puissent servir de garanties.

Toujours du point de vue des banquiers, les planteurs de cacao n'ont pas de revenus réguliers ou garantis qui puissent les rassurer.

Du point de vue des planteurs, ils gagnent trop peu pour pouvoir épargner, encore moins pour ouvrir un compte.

En somme, les producteurs seront exclus pour longtemps du crédit du système bancaire classique. Les banques ne peuvent-elle proposer des produits adaptés à la situation des producteurs ?

6.1.2 Les micro crédits (IMF)

Les IMF qui devaient constituer une alternative par rapport au système bancaire ont connu un certain développement depuis le début des années 90, mais leur contribution dans le financement de l'agriculture en Côte d'Ivoire reste encore faible. A l'instar des banques commerciales, elles investissent très prudemment dans le secteur agricole, celui du café et cacao en particulier, à cause du risque, notamment sur l'identification des exploitations et de leurs plantations. De plus, les planteurs sont loin de remplir les conditions pour accéder à leurs prestations.

Selon l'enquête, moins de 23% des producteurs ont un compte dans une structure de ce type et moins de 2% des producteurs ont obtenu un crédit d'une IMF au cours de ces cinq dernières années. Il s'agit essentiellement de crédit à court terme (3 à 12 mois) portant sur des montants relativement modestes. La moyenne de l'étude est de 580 000 FCFA/an. Ces crédits sont réputés être utilisés pour résoudre des problèmes immédiats ou ponctuels liés aux besoins du ménage. C'est bien ce que confirme l'enquête : les crédits octroyés servent à assurer les besoins du ménage pendant la période de soudure et les frais scolaires.

Les conditions d'obtention des prêts sont jugées également très contraignantes par les producteurs. En effet, avant d'obtenir un prêt, le planteur est tenu d'épargner d'abord une certaine proportion du montant sollicité (souvent le 1/3). La caution solidaire et la proximité de ces structures de leurs clients permettent de minimiser dans une certaine mesure les risques.

6.1.3 Les crédits de la profession

Face aux difficultés d'accéder aux deux précédents types de crédits, les planteurs se retournent vers les professionnels de la filière, lesquels tentent d'apporter des réponses appropriées. Trois types d'acteurs entrent dans cette catégorie: les structures de la filière (FDPCC et FGCCC), les coopératives et les acheteurs de café/cacao.

Leurs interventions sont encore faibles en absolu mais restent les plus importantes par rapport aux autres types de crédit. Ils concernent 5% de la population de planteurs enquêtés.

Ces crédits représentent en général de petits montants. Les résultats des enquêtes de l'étude montrent que les coopératives ont distribué des crédits variant entre 5 000 FCFA et 100 000 FCFA soit une moyenne 32 000 FCFA.

Quant aux acheteurs, ils ont octroyé des crédits variant entre 50 000 FCFA et 200 000 FCFA, pour un montant moyen de 109 000 FCFA/an.

Le FDPCC et le FGCCC financent les coopératives, qui peuvent à leur tour accorder des crédits aux coopérateurs. Malheureusement, le non renouvellement des sommes injectées dans ces opérations d'appui aux producteurs, a fortement contribué à réduire leur efficacité. En effet, les crédits qui ont été souvent accordés à des conditions relativement souples aux coopératives et aux producteurs, ont fait croire à ces planteurs que le remboursement de ces crédits n'était pas une obligation. En outre, le nombre extrêmement élevé de coopératives, émiette les montants par coopérative et par conséquent le volume des crédits que celles-ci peuvent octroyer.

La réduction des financements au niveau des exportateurs après la libéralisation a diminué la capacité des acheteurs à octroyer des crédits à leurs fournisseurs (producteurs). De même, les difficultés des coopératives à obtenir des crédits à cause de leur manque de fiabilité (mauvaise organisation, performances insuffisantes, etc.), ne permettent pas non plus de satisfaire la demande de crédits de leurs membres. En effet, une contrainte majeure de la filière est le manque de représentativité légitime au niveau des producteurs, le désengagement du mouvement coopératif et la prolifération des coopératives peu performantes.

Les enquêtes indiquent qu'au cours de ces cinq dernières années, les crédits octroyés aux producteurs se répartissent en quatre formes:

- le crédit de soudure qui compte pour 36% du nombre total de crédits octroyés ;
- le crédit intrants, 26% de crédits;
- le crédit scolaire, pour 24% ;
- le crédit entretien de plantation (main d'œuvre), pour 14%.

60% des crédits mis en place par les professionnels de la filière sont liés aux dépenses directes du ménage et à son bien-être contre 40% au titre des investissements en exploitation. Cependant dans la pratique, l'utilisation du crédit reçu est souvent très différente de son objet premier déclaré. D'après l'enquête, 90% des crédits sont finalement utilisés pour les besoins des ménages et seulement 10% pour les investissements en plantation.

6.1.4 Les crédits informels

Ils englobent toutes les formes de crédits comme les tontines, les prêts familiaux qui sont présents dans les villages. L'étude n'a pas permis de les quantifier, mais de l'avis des planteurs, ils occupent une place prépondérante dans le financement de leurs activités quotidiennes notamment les problèmes sociaux (funérailles, maladies) et quelques fois pour acheter la nourriture pendant la période de soudure.

6.1.5 Conclusion partielle

Multiples et très variés, les besoins des producteurs se sont accrus face à la paupérisation grandissante dans les zones rurales. Ils concernent notamment le financement de l'exploitation, les dépenses du ménage et les besoins sociaux des planteurs.

Malheureusement, les producteurs de café-cacao n'ont accès à aucune source de crédit leur permettant de satisfaire ces besoins. Les différentes formes de crédit existantes sont inadaptées à la situation actuelle de l'agriculture et à celle de la filière café-cacao en particulier.

Par ailleurs, la capacité d'épargne des producteurs est très réduite en raison non seulement de la précarité dans laquelle vivent la majorité des producteurs mais aussi des fluctuations incessantes des prix.

Leur seule alternative est de recourir au système informel, qui permet de résoudre des problèmes ponctuels, mais contraignants et très dangereux pour les emprunteurs..

Ce déficit de services et d'appuis contribue à enfermer les planteurs de cacao et café dans une spirale de pauvreté, remettant en question le rôle du cacao dans le développement du monde rural et du pays.

6.2 Les intrants

6.2.1 Le matériel végétal

Le verger caféier et cacaoyer de la Côte d'Ivoire des années 2000 est caractérisé par une faible utilisation de matériel végétal sélectionné. L'étude de 2006 sur le peuplement végétal avait déjà montré que 17 % des planteurs utilisaient du matériel sélectionné pour les créations d'une partie de leurs nouvelles parcelles de cacao. Le matériel sélectionné provient soit des services de vulgarisation (ex SATMACI et ANADER) soit du CNRA. (Ruf, Agkpo et Fiko, 2006)

En 2007, cette étude confirme le piètre résultat sur cacao : selon les déclarations des planteurs, 12% seulement des parcelles ont été plantées avec du matériel sélectionné et 79% du tout venant. Le reste est d'origine « incertaine »

Pour les caféiers, 33% des parcelles sont plantées avec du matériel sélectionné et 56% ont utilisé du tout venant ; le 11% restant est constitué de mélange ou de nature indéterminée.

La faible utilisation du matériel végétal se retrouve sur l'ensemble des zones de production (tableau No 6.1).

Tableau No 6.1. Taux d'utilisation de matériel végétal sélectionné et du tout venant suivant les zones de production

		Centre Ouest	Centre Sud	Est	Ouest	Sud Est	Sud Ouest	Moyenne
Café	Sélectionné	23%	47%	25%	40%	47%	36%	33%
	Tout venant	72%	50%	58%	51%	53%	59%	56%
Cacao	Sélectionné	10%	25%	5%	8%	16%	13%	11%
	Tout venant	85%	70%	74%	85%	82%	83%	79%

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

Le café présente donc des taux d'utilisation de matériel sélectionné plus élevés que ceux du cacao, particulièrement au Centre Sud, à l'Ouest et au Sud Est. Les taux varient dans ces trois zones entre 40 et 47%. Il s'agit des principales zones de production de café, lesquelles ont bénéficié de programmes d'intensification de la caféiculture à travers notamment les centres de bouturage de l'ANADER. Les plantations y sont anciennes. Les renouvellements de plantations, souvent opérées avec du matériel tout venant, sont rares, du fait des prix très faibles de ces dernières années. Le taux plus élevé de matériel végétal sélectionné sur le café reflète donc un dynamisme des décades précédentes, mais aucunement des années 2000.

Au niveau du cacao, les taux varient entre 5 et 25%, conséquence des extensions de superficie avec du matériel tout venant, notamment depuis les années 80.

On note quelques nuances entre les anciennes zones de production de cacao (Est, Centre Sud) et les nouvelles comme l'Ouest, Centre ouest et le Sud Ouest. Le taux de tout venant au niveau du cacao oscille selon la zone entre 70% dans le Centre Sud et 85% dans le Centre Ouest. Cette situation pourrait s'expliquer par l'influence de l'ex-SATMACI dans les premières zones en 1958 et 1984. Au cours de cette période, alors qu'elle était chargée de l'encadrement des planteurs de café cacao, elle a initié des programmes d'intensification de la cacaoculture à travers l'utilisation de matériel de qualité. Ce qui n'a pas été le cas des zones plus récentes où le développement de la culture est essentiellement le fait des initiatives propres des planteurs.

Plusieurs raisons sont avancées par les producteurs pour justifier la sous utilisation de matériel végétal sélectionné. On retient trois idées principales.

- La première est relative au manque de moyens pour l'acquérir, cette raison est évoquée par 30% des non adoptants. En effet, pour ceux-ci, le coût d'acquisition des cabosses sélectionnées, qui est aujourd'hui de 25 000 FCFA/ha (50 cabosses), est encore élevé. Aussi, se tournent-ils vers le tout venant qu'ils ont généralement gratuitement.
- La seconde raison est le manque d'information sur la disponibilité et les dispositions à prendre pour se procurer le matériel végétal : 26% des producteurs non adoptants.
- Enfin, 13% des producteurs évoquent l'absence d'une structure spécialisée qui centraliserait les fonctions de promotion et de fourniture du matériel. Les producteurs ont été habitués à un encadrement de proximité du type SATMACI et ne parviennent pas à s'adapter au nouveau contexte.

En dehors du facteur zone, l'âge et l'origine peuvent influencer la propension à utiliser le matériel sélectionné.

Tableau No 6.2. Taux d'adoption du matériel selon l'âge et selon l'origine

	Selon l'âge			Selon l'origine	
	Moins de 35 ans	35 à 50 ans	Plus de 50 ans	Autochtone	Migrants
Café	16%	48%	28%	38%	26
cacao	10%	11%	11%	11%	11%

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

Les planteurs de café dont l'âge est compris entre 35 et 50 ans ont une plus grande propension à adopter le sélectionné, en comparaison des plus jeunes et plus vieux. Les jeunes sont les moins touchés. Le manque de moyens des plus jeunes et les réticences des plus vieux aux innovations technologiques peuvent expliquer ces différences.

L'expérience des autochtones par rapport aux migrants a probablement contribué à rendre les premiers plus réceptifs aux avantages qu'offrent les produits sélectionnés par rapport au non sélectionnés. Peut-être les migrants ont-ils moins de recul par rapport à la qualité du matériel végétal mais ils sont aussi plus éloignés géographiquement et sociologiquement des sources d'approvisionnement en matériel végétal.

Au niveau du cacao, aussi bien l'âge que l'origine ne semblent pas influencer la propension d'adoption de matériel végétal sélectionné.

Des initiatives pour faciliter l'acquisition du matériel végétal par les planteurs ont été entreprises notamment par le FDPCC. En effet, a signé en 2004 une convention avec le CNRA portant sur la production et la mise à disposition des planteurs, des cabosses de cacao sélectionnées pour l'équivalent d'environ 14.000 hectares. Cette initiative, salubre, n'a malheureusement pu se poursuivre et reste encore très modeste pour faire face aux besoins des producteurs en la matière.

6.2.2 Les produits phytosanitaires

La cacaoculture en Côte d'Ivoire a parfois la réputation d'une faible utilisation des produits phytosanitaires. Leur consommation par hectare a probablement augmenté au cours des décennies mais les comparaisons rigoureuses, utilisant les mêmes objets de mesure, restent à identifier. Souvent telle étude mesure l'effort de traitement en « nombre de

passage », telle autre en « volumes de pesticides » utilisés. Certains donnent les taux de traitement à l'échelle de la parcelle, d'autres la donnent à celle de l'exploitation. Ces différences de méthodes ne facilitent pas la comparaison entre études d'auteurs différents.

En outre les produits évoluent. D'ailleurs, le progrès technique dans les pesticides ... et les efforts de leurs fabricants pour les promouvoir, l'augmentation de la concurrence, a certainement joué dans le processus d'augmentation.

Dans l'ensemble, la majorité des planteurs de cacao n'a jamais vraiment renoncé à protéger leurs cacaoyers contre les mirides. Par exemple, selon une étude conduite par E. Freud et Ph. Petithuguenin, en 1994, donc au sortir d'une période de 5 ans de prix du cacao très bas, et aux lendemains immédiats d'une dévaluation qui fait doubler le prix des pesticides en monnaie courante, le taux de traitement des parcelles serait resté fort honorable, de l'ordre de 58% (tableau 6.3).

Tableau No 6.3. Traitements d'insecticides anti-mirides en 1994 (en pourcentage des cacaoyères)

Nombre d'applications	Ghana	Côte d'Ivoire
0	51	42
1	26	19
2	18	29
3	5	8
4	0,3	2

Sources : Enquêtes CIRAD 1994 (Freud, Petithuguenin et Richard, 2000).

Néanmoins, l'élasticité-prix positive de la consommation de pesticides est à la fois un principe théorique de base et une application maintes fois vérifiée en Côte d'Ivoire. Par exemple, sur la période 1997-2002, la hausse du prix en 1998 suivie de sa chute de 1999 à 2001 a un net impact sur la consommation de pesticides dans plusieurs régions. Une étude conduite en 2001 dans plusieurs sites de production cacaoyère le démontre sans ambiguïté (Ruf 2001, tableaux No 6.4 à 6.7).

Tableau 3.4 Nombre de passages par planteur et par an à Ouragahio. 1997/98 à 2000/01

	1997/98	1998/99	1999/00	2000/01
Prix du cacao (Fcfa/kg)	450	500	275	235
Autochtones	1.0	1.3	0.8	0.7
Baoulé	1.6	1.7	1.5	1.4
Burkinabé	1.3	1.3	1.3	1.1
Moyenne	1.2	1.1	1.1	1.0

Sources : Enquêtes CIRAD 1998 à 2001, Ruf 2001.

Tableau 3.5 Nombre de passages par planteur et par an à Soubré. 1997/98 à 2000/01

	1997/98	1998/99	1999/00	2000/01
Autochtones	-	-	-	-
Baoulé et autres migrants Ivoiriens	0.7	1.0	0.9	0.7
Burkinabé	1.4	2.0	1.8	2.0
Moyenne	1.4	1.5	1.4	1.5

Sources : Enquêtes CIRAD 1998 à 2001, Ruf 2001.

Tableau 3.6 Nombre de litres de pesticides utilisés par exploitation et par an à Ouragahio. 1997/98 à 2000/01.

	1997/98	1998/99	1999/00	2000/01
Autochtones	1.1	1.5	1.0	1.0
Baoulé	7.3	7.9	6.3	6.0
Burkinabé	3.6	3.6	3.6	2.9
Moyenne	3.4	3.8	3.2	2.9

Sources : Enquêtes CIRAD 1998 à 2001, Ruf 2001.

Tableau 3.7. Nombre de litres de pesticides utilisés par exploitation et par an à Soubré. 1997/98 à 2000/01

	1997/98	1998/99	1999/00	2000/01
Autochtones	-	-	-	-
Baoulé et autres migrants ivoiriens	6.1	8.8	7.4	6.0
Burkinabé	8.1	8.5	8.1	9.1
Moyenne	7.2	8.6	7.8	7.9

Sources : Enquêtes CIRAD 1998 à 2001, Ruf 2001.

Au cours des années 2000, l'usage des pesticides continue de fluctuer en grande fonction des prix et des revenus du cacao. Ainsi, en 1990/00, seconde année consécutive de prix très bas du cacao, le seuil de traitement stagne à 40% de parcelles traitées au moins une fois (Agkpo 2000).

En 2005/06, l'enquête donne 49%. Même si on ne peut conclure avec certitude entre les campagnes 1990/00 et 2005/06, du fait d'échantillonnages différents, il y a une forte présomption d'un effet positif de la hausse relative du prix courant sur le niveau de traitement anti-mirides.⁴

En 2006/07 on obtient 57%. Cette fois, sur le même échantillon, l'augmentation du taux d'adoptant est clairement favorisée par la remontée du prix du en 2006/07 (tableau 6.8).

Tableau No 6.8: Evolution du taux d'adoptants des produits phytosanitaires dans les parcelles de cacaoyers (et caféiers) et prix courant du cacao

	Taux de planteurs adoptant un insecticide		Prix du cacao (Fcfa/kg)
	Café	Cacao	
1999/00	8%	40%	275
2005/06	11%	49%	330
2006/07	10%	57%	400

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

Au niveau du café, le taux d'utilisateurs stagne autour de 10% depuis plus de huit (8) ans. En effet, les planteurs n'utilisent pas de produits phytosanitaires dans le but d'augmenter

⁴ L'impact d'un prix courant n'est pas toujours reconnu par les économistes qui emploient le plus souvent des prix déflatés. Mais parfois, du fait de la pertinence discutable des indices utilisés comme déflateur dans leur application aux campagnes, le prix courant s'avère une variable plus pertinente (Ruf 1993).

leur productivité mais plutôt pour améliorer les conditions de cueillette en débarrassant les pieds de caféiers des fourmis quelques jours avant l'opération de récolte.

Deux raisons principales sont avancées par les producteurs renonçant à utilisation des produits phytosanitaires :

- le coût relativement élevé de ces produits ;
- le manque de moyens au niveau des producteurs;

L'influence de la région

Au niveau des zones de production, on constate également un accroissement de l'utilisation des produits phytosanitaire entre 2005/06 et 2006/07.

Tableau 6.9 : Evolution du taux d'adoption des produits phytosanitaires suivant les zones de production

		Centre Ouest	Centre Sud	Est	Ouest	Sud Est	Sud Ouest
Cacao	2005/06	52%	56%	29%	55%	43%	62%
	2006/07	69%	53%	41%	63%	48%	66%

Sources : enquête consultants, Nov 2007

La comparaison géographique montre une nette différence au niveau des taux d'adoption entre les anciennes zones de production et les plus récentes. Les planteurs des anciennes zones en l'occurrence le Sud Est et surtout l'Est, utilisent moins de pesticides que les plus récentes comme le Sud Ouest et le Centre Ouest. Cette situation pourrait s'expliquer par le fait que les plantations des premières zones ne produisent plus suffisamment à cause de leur vieillesse pour encourager leurs propriétaires à y investir.

Aussi, ces zones en situation de blocage foncier sont la plupart du temps peuplées de beaucoup d'étrangers (phénomènes de migrations) quittant leur région d'origine avec un savoir-faire dans le but de faire de la cacaoculture un métier véritable. Cette cohabitation, ce brassage, autochtones/ non-autochtones qui en découle favorise significativement l'adoption à l'image d'un paysan qui affirme s'être intéressé aux insecticides qu'après admiration des résultats obtenus par l'un de ses voisins baoulé.

L'origine du planteur

De nombreuses études montrent que les migrants utilisent plus de produits phytosanitaires que les autochtones (tableaux 6.4 à 6.7, Ruf 1988, Agkpo 2000). Par exemple, dans l'étude réalisée en 2000, la variable « origine du paysan » est significative au seuil de 10% (Agkpo 2000). Comme nous l'avons déjà vu dans la section 2, sous forme de montants dépensés, l'étude de 2007 confirme largement ce constat, ici présenté sous forme de taux d'adoption par les planteurs (tableau No 6.10).

Tableau No 6.10. Evolution du taux d'adoptants des produits phytosanitaires suivant l'origine ethnique

Cacao	Autochtones	Migrants
2005/06	43%	59%
2006/07	53%	62%

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

L'explication réside en partie dans la logique migratoire. Dans leur mouvement vers les zones de production, les migrants prennent de grands risques en abandonnant leurs acquis. Ils veulent faire de cette nouvelle page de vie, une véritable réussite, d'où un souci de

rentabilité et de constitution rapide d'un capital. Leurs exploitations devenant plus grandes que celles des autochtones, leurs moyens financiers augmentent.

Aussi, en s'installant chez leurs « frères », de même origine ethnique, à leur arrivée dans la zone, un mouvement d'entraînement se propage.

De par les habitudes acquises dans le coton, fort utilisateur d'intrants chimiques, certains migrants sont plus familiers des pesticides dans leurs parcelles de cacao.

Les réseaux de distribution des produits phytosanitaires dans les villages sont désormais détenus majoritairement par les allogènes. L'avantage de réseau est certain quand on connaît la solidarité dont font preuve les allogènes dans leur région d'installation.

6.2.3 Les engrais

L'emploi des engrais par les cacaoculteurs de Côte d'Ivoire était marginal jusque dans les années 90. Son utilisation restait limitée à la nouvelle boucle du cacao de Soubré. Elle a pris une importance véritablement à la fin des années 90 avec quelques 8.000 tonnes d'engrais à la faveur du pic de prix en 1998. Depuis, elle n'a cessé de croître partout en Côte d'Ivoire. En 2002, la consommation a dépassé les 40.000 tonnes d'engrais puis 60.000 tonnes en 2003. Même si la consommation retombe depuis avec le prix du cacao, l'engrais est rentré dans les mœurs (Ruf 1998, 2004).

L'enquête le confirme. A l'état de trace à la fin des années 90, le taux d'adoptants atteint 11-12% en 2005/06 et 2006/07 (tableau No 3.11). La remontée du prix du cacao en 2006/07 n'aurait donc pas été suffisante pour aider les planteurs à remonter significativement la consommation. Un tel résultat signifie bien sur que près de 90% des planteurs n'utilisent pas ou plus d'engrais. C'est probablement un des grands dangers d'un prix du cacao trop bas, trop longtemps.

Au niveau du café, l'utilisation des engrais n'est pas encore connue. Pour la majeure partie des producteurs, le caféier n'a pas besoin d'engrais. Dans tous les cas, son prix ne permet pas d'y recourir.

Tableau No 6.11: Evolution du taux d'adoptant entre 2005 et 2008

	Café	Cacao
2005/06	1%	11%
2006/07	1%	12%

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

Le facteur région

Tableau No 6.12: Evolution du taux d'adoptant des engrais suivant les zones de production

		Centre Ouest	Centre Sud	Est	Ouest	Sud Est	Sud Ouest
Cacao	2005/06	3%	16%	4%	19%	8%	19%
	2006/07	3%	18%	8%	22%	7%	16%

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

L'enquête fait apparaître deux groupes :

Les zones où l'utilisation des engrais est relativement forte : le Sud Ouest et l'Ouest sont aussi les régions colonisées le plus récemment. Pourquoi consomment-elles plus d'engrais que les autres ? Les sols du Sud Ouest ne conservent pas longtemps leur fertilité. Les rendements déclinent au bout de quelques années de culture. Les planteurs sont donc obligés de compenser cette perte de fertilité en apportant des engrais. C'est précisément la

raison pour la quelle l'adoption de l'engrais a commencé à Soubré (Ruf 2001). On retrouve ce constat en 2007, En revanche, cette explication ne vaut pas pour les bons sols du centre Sud. Pour l'instant nous n'avons pas d'explication à ce bon taux d'adoption dans cette zone.

Les zones présentant des taux plus faibles, tels le Centre Ouest, l'Est et le Sud Est : Le vieillissement des plantations de l'Est et du Sud peut expliquer la faible utilisation des engrais. Du point de vue des planteurs, l'investissement ne produirait pas de modification notable au niveau des rendements. A l'opposé dans le Centre Ouest, les planteurs estiment que les terres sont encore fertiles. Le recours aux engrais ne leur paraît pas encore nécessaire. Dans tous les cas, cette notion de « nécessité » prime dans l'analyse. Les zones de faible consommation sont celle où l'engrais n'est pas nécessaire pour assurer la survie des cacaoyers.

Le facteur origine des planteurs

On retrouve le même principe que pour les produits phytosanitaires. Les migrants en sont de plus gros consommateurs.

Tableau No 6.13. Evolution du taux d'adoption des engrais suivant l'origine ethnique

Cacao	Autochtones	Migrants
2005/06	8%	15%
2006/07	10%	14%

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

Un tel résultat va de pair avec une taille plus grande des exploitations. Les contraintes foncières pourraient inciter aussi certains migrants à intensifier, mais encore une fois, on observe ici qu'ils ne semblent pas pouvoir répondre au prix.

6.2.4 Les fongicides

De tous les intrants, les fongicides sont les moins connus. Leur taux d'utilisation est très faible en cacaoculture, malgré des foyers d'attaques en expansion en 2007, notamment dans le Bas Sassandra et l'Est du pays. On assiste ces dernières années à une timide augmentation de l'usage des fongicides. En 2005/06, le pourcentage de planteurs y recourant est de seulement 6%. Il passe à 9% en 2006/07.

Ce taux cache par ailleurs de grandes disparités entre les différentes zones de production. La consommation de fongicides est concentrée dans deux zones en l'occurrence le Sud Est et l'Est qui sont aussi les principaux foyers d'infections, du moins certaines années, notamment vers 2000.

Le Sud Ouest, clairement confronté à la maladie en 2007, émerge timidement. Les autres régions moins touchées par la maladie, n'ont pas encore adopté cet intrant. De fait, son existence et ses propriétés restent largement inconnues de la majorité des planteurs.

Tableau No 6.14 Evolution du taux d'adoptant des fongicides suivant les zones de production

		Centre Ouest	Centre Sud	Est	Ouest	Sud Est	Sud Ouest
Cacao	2005/06	0%	1%	13%	6%	16%	4%
	2006/07	1%	3%	19%	3%	23%	7%

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

Au plan de l'origine des planteurs, le dualisme semble s'inverser en 2006/07 : les autochtones utilisent plus de fongicides que les migrants. Cette situation peut être liée au fait

que l'Est et du Sud Est où se concentrent les plus grands taux d'adoptants sont mieux représentées en populations autochtones.

Tableau No 6.15 Evolution du taux d'adoptant des fongicides suivant l'origine du planteur

Cacao	Autochtones	Migrants
2005/06	6%	7%
2006/07	12%	6%

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

A la différence des autres intrants, les sachets de fongicides sont vendus à des prix abordables, entre 1000 et 1500 FCFA/le sachet.

6.3 Le conseil agricole et le renforcement des capacités des producteurs

6.3.1 Conseil agricole

Depuis 1993 et la disparition des structures d'encadrement sectoriel, l'encadrement agricole est du ressort de l'ANADER. Cette structure intervient sur l'ensemble des cultures agricoles et auprès des éleveurs pour la vulgarisation et le conseil agricole.

Au cours des cinq dernières, seulement 28% des producteurs interrogés affirment avoir bénéficié des visites des agents de l'ANADER. En outre, les bénéficiaires de l'encadrement jugent la fréquence de visite des agents relativement faible. Près de la moitié des planteurs (45%) ont reçu moins de quatre visites dans l'année. Les agents de l'ANADER intervenant sur un grand nombre de spéculations, ne parviennent pas à suivre régulièrement les planteurs, pour le café et le cacao en particulier.

Les sujets abordés au cours de ces visites peuvent être regroupés autour de quatre thèmes:

- La conduite des exploitations, 58% des sujets de conseils ;
- L'utilisation des produits phytosanitaires et des engrais, 13% ;
- La diversification des spéculations, 10% ;
- Autres (coopératives, cultures vivrières/élevage, gestion de budget, VIH/SIDA, etc.), 20%.

Les planteurs de café cacao ont des besoins de formation pour développer et intensifier leurs exploitations. L'encadrement multisectoriel actuel est loin de les satisfaire. Cette situation n'est pas de nature à favoriser l'amélioration de leurs performances. L'ANADER est désormais très contestée par les planteurs. Certains plaident pour la promotion des ONG dans ce domaine. Sinon, de leur point de vue, le retour vers un encadrement sectoriel cacao/café serait un des chemins pour les aider à améliorer leurs techniques culturales.

6.3.2 Renforcement des capacités des producteurs

Des structures interviennent au niveau du renforcement des capacités des producteurs. Ce sont les coopératives et les exportateurs et les projets avec un volet encadrement. Certaines projets localisés comme le STCP, le PROSTAB, etc. travaillent avec les planteurs pour améliorer sur les nouvelles techniques agricoles afin d'améliorer les performances des producteurs.

En outre, il y a un problème de pérennisation des acquis de ces projets. En effet, les coopératives qui auraient pu être un excellent canal de réplique ne sont pas suffisamment organisées pour le faire. Alors faute de capitalisation, l'influence de ces projets est limitée.

6.4 Les coopératives

La libéralisation a été marquée essentiellement par le retrait de l'Etat de la commercialisation avec la dissolution de la CAISTAB, la mise en place de nouvelles structures de gestion mais surtout par une plus grande responsabilisation des organisations paysannes. Cette responsabilisation devait se traduire, outre la réalisation des fonctions de commercialisation habituelles, par leur capacité à prendre une part importante dans l'organisation de la filière et l'encadrement de leurs membres. Les actions des coopératives en matière d'encadrement et de conseil sont pratiquement inexistantes.

De nombreuses contraintes limitent cependant les actions des coopératives et ne leur permettent d'assumer pleinement leur rôle, notamment: le mouvement coopératif du secteur café-cacao est très faiblement représentatif de l'ensemble des producteurs : l'étude révèle que l'adhésion effective des producteurs aux activités coopératives est faible, tournant autour de 30%, sur l'ensemble des producteurs.

De façon générale, les coopératives ne sont pas suffisamment professionnelles. Par exemple les dossiers de demande de financement de ses membres ne sont pas déposés dans les délais requis. Il n'y a pas de suivi par les coopératives. Cette situation favorise les usages extraprofessionnels des financements qui leur sont octroyés.

Dans bien des cas, les coopératives sont trop petites pour s'offrir les services d'un personnel qualifié ou des professionnels en gestion. Du fait de l'analphabétisme d'une grande partie des membres et de leur faible culture de la vie associative, elles n'ont pas la capacité de conduire un processus d'analyse diagnostic devant se traduire en termes d'objectifs, de ressources à mobiliser, d'analyse financière et de résultats.

6.5 Conclusion partielle

En 2006/07, d'après l'enquête, dans le cadre d'un contexte de prix commençant à peine à s'améliorer, dans un contexte institutionnel déficient, avec de sérieuses carences et forts dysfonctionnements de l'encadrement technique, des services financiers et des coopératives :

- près de 60% des planteurs de cacao font au moins un passage d'insecticide dans leurs parcelles,
- 12% achètent et appliquent l'engrais,
- 6% utilisent des fongicides.
- Le matériel végétal est le plus souvent du tout venant.

Selon une formule triviale, on peut voir la bouteille à demi pleine ou à demi vide. Les pessimistes y verront un système encore très « traditionnel », semblant avoir peu évolué depuis 3 décennies.

A l'opposé, on peut souligner la formidable innovation sur l'engrais et considérer que ces taux d'adoption d'intrants restent presque élevés compte tenu des services déficients et des prix du cacao très faibles depuis 1999 (à l'exception de 2002 et 2003). Précisément, l'étude confirme et contribue à montrer que les planteurs réagissent vite aux changements de prix sur les pesticides. Les temps de réponse aux hausses de prix sont logiquement un peu plus longs pour l'engrais et sur la création de nouvelle plantation. Dans un contexte de revenu très faible, s'il faut faire un arbitrage entre un produit anti-miride et l'engrais, le choix porte logiquement sur le premier intrant.

Au moment où les cours mondiaux de l'engrais augmentent rapidement, c'est d'ailleurs bien un des dangers pour la cacaoculture ivoirienne auquel les pouvoirs publics devraient porter la plus grande attention.

Reste le grand vide sur l'accessibilité des planteurs au matériel végétal sélectionné du cacaoyer. Dans ce domaine, le pays a clairement régressé. Le prix du cacao n'est pas la seule variable en cause.

A ce stade de l'étude, on voit bien qu'une hausse rapide du prix du cacao au producteur (section 4) est une condition nécessaire mais pas suffisante. Il faudra y associer une relance complète des services, en termes de support d'épargne, de crédit, de formation technique, de transport.

Parmi les questions techniques, les deux volets les plus urgents sont ceux de la fertilisation des vergers vieillissants et le matériel végétal pour les renouveler.

7 LES VARIATIONS DE PRIX DU CAFE ET LEUR IMPACT SELON LES PLANTEURS

7.1 La chute du prix

7.1.1 Approche bibliographique

Au plan des théories économiques

La base de la théorie économique, de l'approche marginaliste, est un impact positif du prix et du revenu sur la quantité d'intrants, y compris du travail. Si le prix monte, la quantité de travail et d'intrants augmente. Quand le prix faiblit, après une éventuelle phase où il tente de compenser la baisse du prix par un surcroît d'intrants, l'entrepreneur réduit les quantités. La production diminue. C'est l'élasticité-prix positive de la production.

Appliqué au café dont les rendements sont directement fonction de la qualité du contrôle des mauvaises herbes, on peut construire des petits modèles microéconomiques conformes à la théorie et assez proches de la réalité. Pour une plantation d'une quinzaine d'années, toutes choses égales par ailleurs, 1000 kg/ha pour 3 nettoyages, 700 kg pour 2, 400 pour 1, peut-être 150 pour 0 entretien, sous réserve d'accéder aux cafés (Ruf et Ruf 1985), puis on arrive bien sur à l'étape de l'abandon.

Au plan historique et international

La baisse du cours international du café est une tendance structurelle sur le 20^e siècle, probablement en liaison avec des gains de productivité en Amérique du Sud (Min Coop 1993, Daviron 2006). Au cours des années 2000, après un éphémère rebond autour de 1995/96, la chute du cours se confirme.

Le spectaculaire boum du café du Vietnam est le principal facteur. Parti de presque rien aux lendemains de la guerre, ce pays met plus de 700.000 tonnes de café robusta sur le marché mondial, en combinant migrations et progrès technique tel que l'irrigation, et faible taxation (Bergeret 2002, Fortunel 2001, Boulakia 2003, Ruf et Paulin 2005).

Ce déclin structurel des cours amène certains historiens économiste du café à conclure que l'exportation de matières premières agricole relève d'une impasse, sans avenir (Topik et Wells, 1998). Pour d'autres, bien que la pauvreté soit souvent au bout d'un cycle du café ou du cacao, il n'y a pas de fatalité : l'export d'une matière agricole comme le café peut jouer un rôle dans le développement économique, sous réserve de savoir réinvestir et diversifier à temps (Clarence-Smith et Ruf 1996, Clarence-Smith 2000, Ruf 2007).

Néanmoins, au cours des années 2000, dans tous les pays et régions où le café représente la principale source de revenus, cette accélération de la chute du prix du café a eu des effets universels graves sur le niveau de vie des familles et plus largement des populations rurales.

Ce fut notamment le combat de Oxfam et de nombreuses ONG qui se sont engouffré dans la voie du « commerce équitable » avec l'objectif affiché de remonter le prix du café au producteur. Le café est une des denrées tropicales les plus présentes dans ce type de commercialisation, avec d'ailleurs des résultats inégaux et discutables (Boris 2005). Commerce équitable ou pas, la crise du café conduit à la paupérisation de dizaines de milliers de familles (Varangis 2003, cité par Vaast 2007).

Par ailleurs, comme dans le cas du cacao, le dommage est aussi environnemental. En Amérique centrale, les très faibles prix du café des années 2000 amènent les planteurs à

éliminer jusqu'à 20% de leurs caféières sous ombrage pour les remplacer par des cultures vivrières. Or ces caféiers sont cultivés sur des pentes. La reconversion vers des cultures vivrières, sans doute positive à court terme, compensant en partie la perte de revenus du café, accroît l'érosion et lamine les chances du futur.

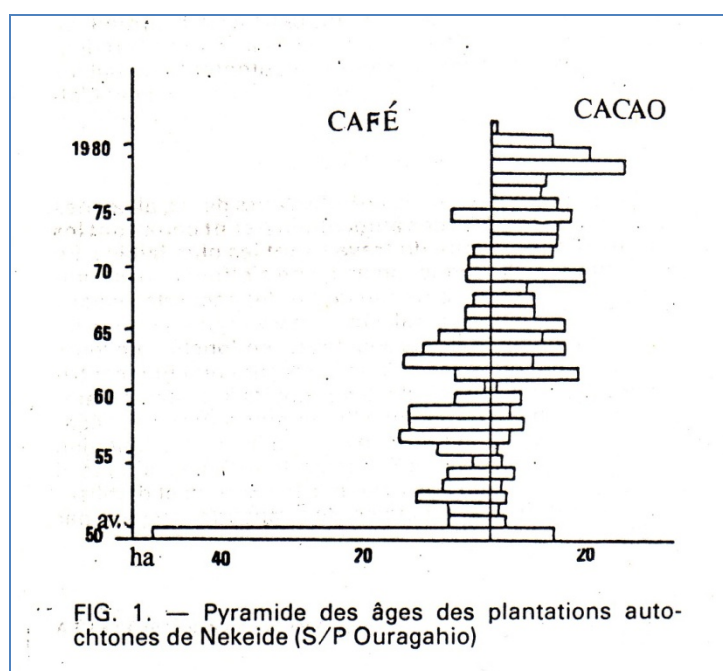
La chute de prix d'une matière première, telle le café, a donc pour effet d'encourager les planteurs à rechercher d'autres formes de revenus. L'orientation ou le retour vers le vivrier peut donc avoir des effets contradictoires.

Un autre risque est celui de l'orientation vers les cultures illicites (Léonard 2001). Une autre voie est la diversification ou la reconversion vers d'autres cultures pérennes. Ainsi le Vietnam et les planteurs vietnamiens ont eux-mêmes payé la rançon de leur succès dans le café, et recherchent aujourd'hui de nouvelles solutions. C'est la raison principale de leur intérêt récent vers le cacao (Jaax 2003, Ruf et Paulin 2005). Dans une certaine mesure, un phénomène similaire se produit en Côte d'Ivoire à partir des années 75-80 et aboutit à la reconversion des caféières en cacaoyères.

Côte d'Ivoire : Politiques publiques et prix relatifs.

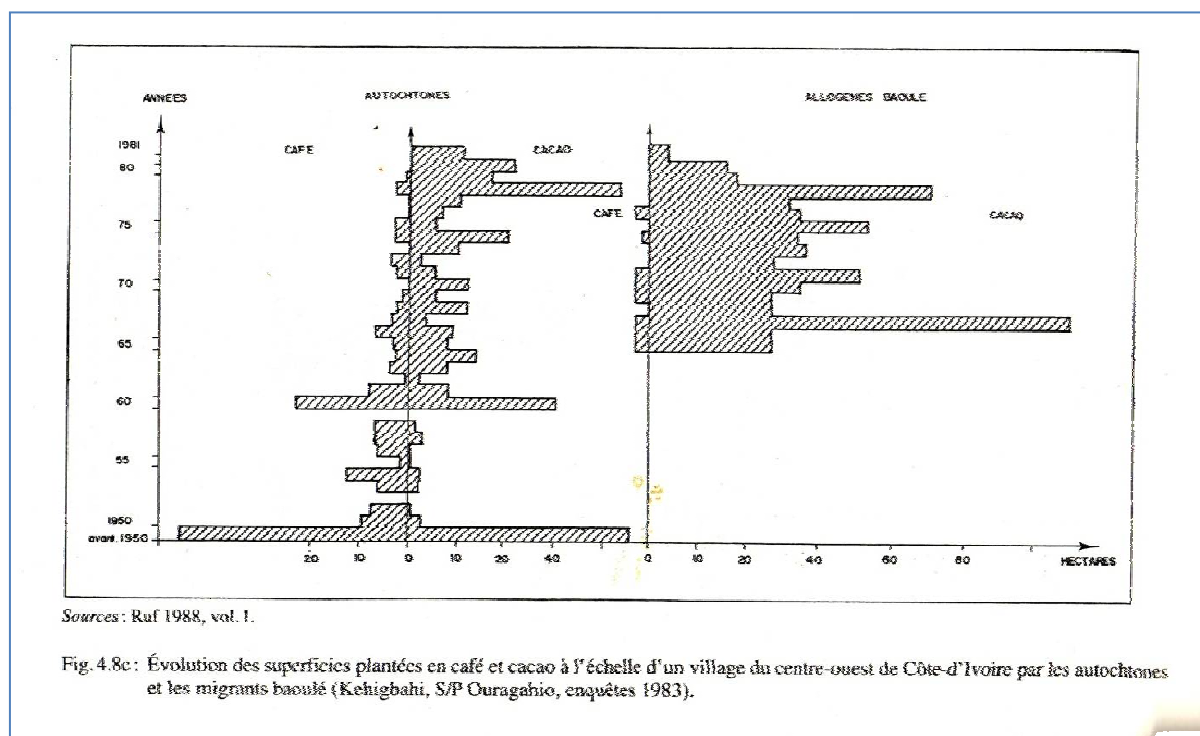
A la fin des années 50, la Côte d'Ivoire est encore un pays de café, au point qu'un bureau d'Etudes se voit commander l'analyse du problème de la reconversion de cette agriculture caféière (BDPA 1960). A des degrés divers, à partir des années 70, les planteurs délaissent progressivement et partiellement le café pour privilégier les investissements dans le cacao (Ruf 1980). C'est vrai pour les autochtones mais c'est encore plus marqué chez les migrants, qui se lancent souvent dans la monoculture du cacao (fig.7.1 et 7.2).

Fig.7.1 Structure d'âge des plantations de Nekeidé (région du Fromager) en 1980



Sources : Ruf 1985,

Fig.7.2 Structure d'âge des plantations de Kiegbahi (région du Fromager) en 1985



Sources : Ruf 1995

Que s'est-il passé entre temps ? Les politiques du premier président de Côte d'Ivoire jouent un rôle. Le président Houphouët Boigny comprend que la Côte d'Ivoire a un avenir plus porteur sur le cacao (Ruf 2008). Cette politique s'exprime d'abord à travers des projets et la diffusion d'information et de matériel végétal, mais c'est à partir de 1973/74 que la politique de la Côte d'Ivoire s'oriente visiblement et massivement en faveur du cacao, en mettant à parité les prix du café et du cacao payés aux producteurs. En effet, pour produire une tonne de café demande à peu près 150 jours de travail contre 100 jours pour une tonne de cacao (Ruf 1981).

Alors qu'avant l'indépendance du pays, le prix du café plus élevé que celui du cacao reflétait ce surcroît de travail, la parité de prix envoie donc un signal très fort en faveur du cacao (Fig.3). Ce signe est très bien capté par les planteurs, notamment les migrants. La courbe de production décroche de celle du café, précisément autour de 1973/74 (Fig.7.4).

Le mouvement se renforce dans les années 80. La période 1988-1999 donne un petit sursaut au café avec un cours international du café qui se reprend, redonnant au producteur un prix relatif favorable au café, en comparaison du cacao (Fig.7.5). Ce sursaut joue un rôle dans une relative résistance du secteur café, mais la retombée du prix du café dans les années 2000, repassant nettement en dessous de celui du cacao, réoriente la production de café à la baisse ou à la stagnation (Fig.7.4).

En bref, même s'ils agissent en interaction avec d'autres facteurs tels que la prime en faveur du cacao dans les années 80 et les facteurs d'information et de projets (notamment le projet BAD dans les années 90, dans le grand ouest), les prix du café et du cacao en Côte d'Ivoire illustrent parfaitement le rôle des prix relatifs dans l'évolution des productions agricoles. C'est une des leçons à retenir pour l'avenir de la caféiculture et cacaoculture ivoirienne : si les prix du cacao restent trop longtemps à la baisse, l'essor de nouvelles cultures, probablement l'hévéa, se paiera par une baisse sensible de la production de cacao et un écrasement de celle du café en Côte d'Ivoire (Ruf 2003, 2006).

Fig.7.3 Prix relatifs cacao/café. 1950 à 1988

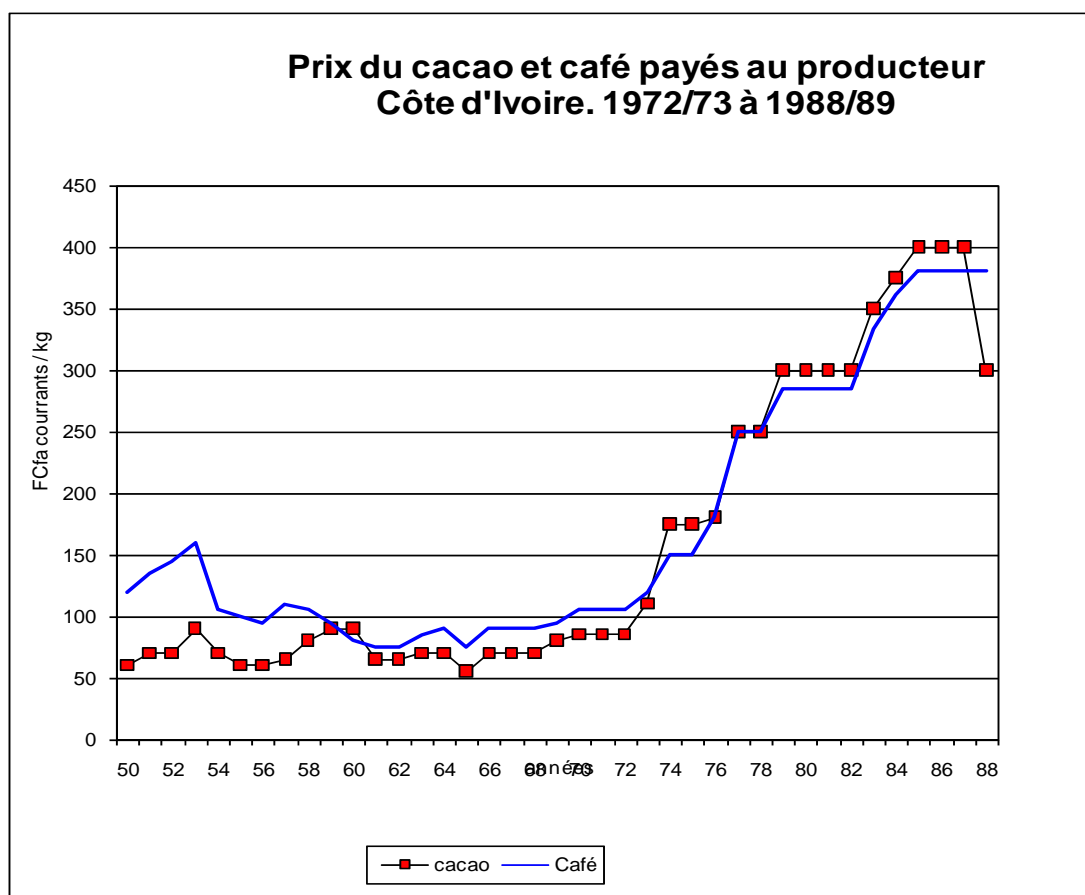


Fig. 7.4 Production de café et cacao en Côte d'Ivoire

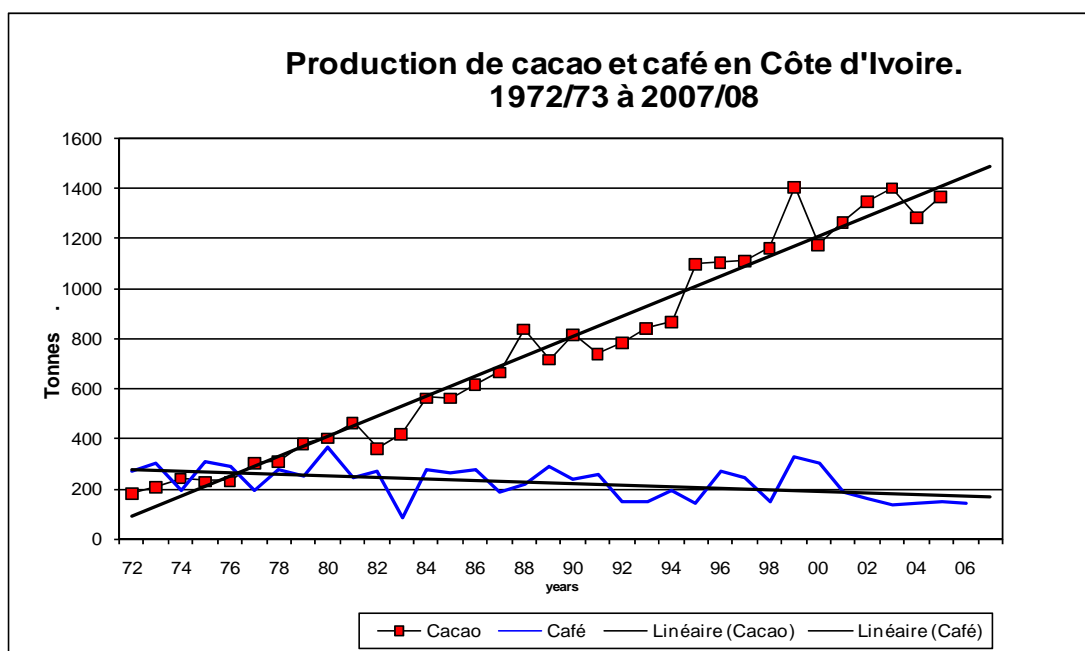
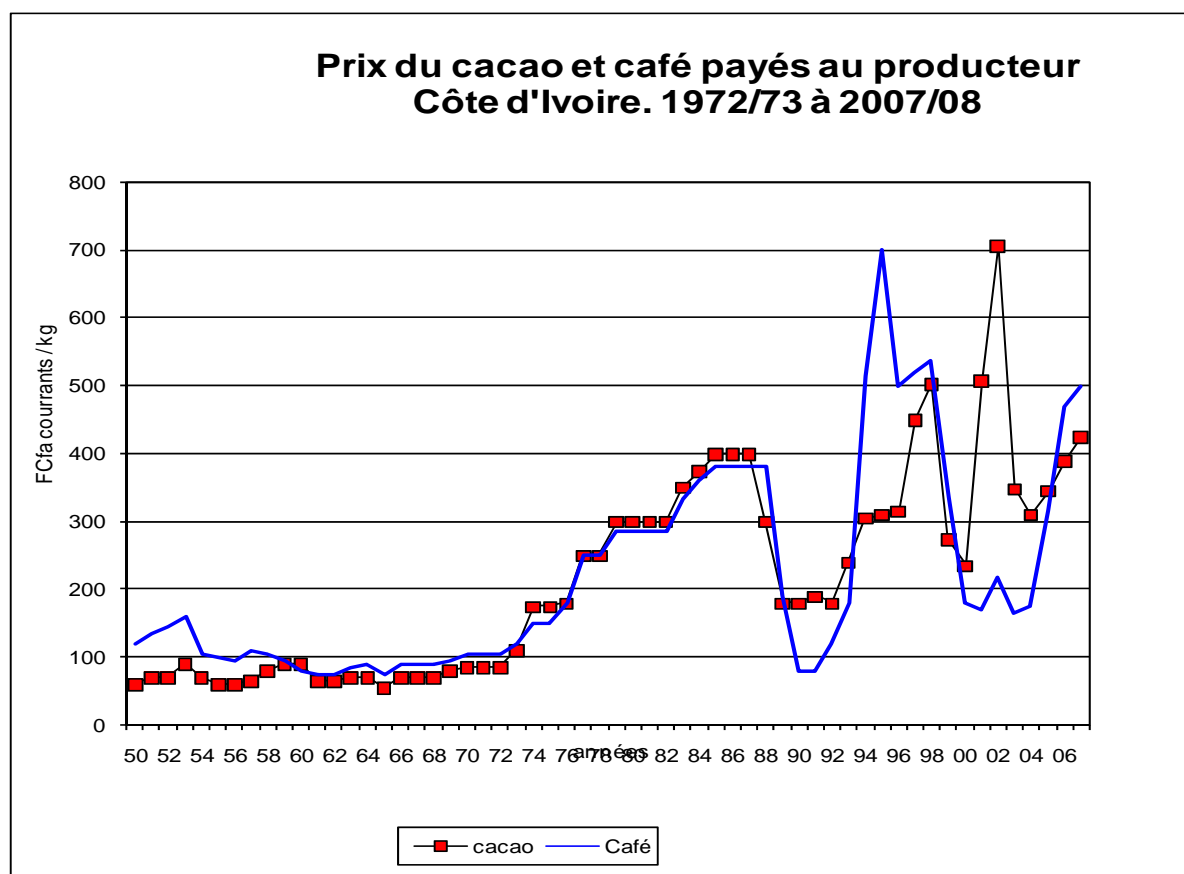


Fig. 7.5 Prix relatifs cacao/café 1972/73 à 2007/08



Sources : Prix : Min Agric et relevés CIRAD.

Néanmoins, compte tenu des nombreuses années de prix dérisoire du café, on peut finalement souligner encore la relative résistance de ce secteur. Les revenus du café peuvent encore avoir une utilité pour certains. C'est du moins ce qu'observent encore des étudiants en 2000, à partir d'une monographie de l'exploitation d'un migrant originaire du Nord.

« Le café n'est plus rentable. Sans abandonner complètement la plantation — on ne sait jamais, les cours pourraient remonter...—, il n'y consacre plus que le minimum de temps : il désherbe une fois par an, il ne taille plus les arbres, il récolte cerises rouges et vertes mêlées, en un seul passage. Résultat : le rendement est passé de huit cents kilos à trois cents kilos à l'hectare.⁵ Mais le temps de travail épargné et les relations personnelles tissées avec le propriétaire Agni lui permettent non seulement de cultiver un petit champ maïs et du plantain mais aussi d'obtenir « définitivement » un terrain de son tuteur avec la possibilité de devenir un petit planteur de cacao, à son propre compte ».

« L'argent du café reste encore nécessaire: il sert à payer l'écolage des cinq enfants, à faire face aux frais de santé et de cérémonie ».

⁵ Accessoirement, cette chute du prix du café s'accompagne d'un déclin de la qualité, lié au phénomène de grains noirs, lui-même lié à la récolte de grains immatures. Ramasser tous les grains de café, verts et rouges, en une seule fois sur la branche, est en effet un moyen de réduire un peu le travail de récolte, ce qui sauve en partie la production de café (Ruf 1981) Mais cette économie de travail du planteur se paie par une baisse de qualité. Ceci étant, ce type de café de moindre qualité s'exporte néanmoins sans grande difficulté apparente. Toute qualité a un marché (Ruf et Stessels 1986). Malgré des tentatives d'achat à la qualité, telles celles pratiquées par l'usine Nestlé qui installe des points d'achat, cette tendance à la baisse de qualité semble se confirmer dans les années 2000 (USDA 2004).

Même limitée à un seul cas, voilà une très bonne observation, montrant bien comment l'agriculture familiale résiste à l'effondrement des prix :

- Anticipation de prix, avec un optimisme affiché : « le prix finira par remonter ». C'est aussi ce que nous observons dans la région de Gagnoa en 1996. Cet optimisme est à la limite de la « méthode Coué ». Bien des dirigeants des pays développés se prendraient à rêver de diriger des populations à l'esprit aussi positif (Ruf 1996).
- le maintien des cultures vivrières, limitant les dépenses liées à la survie de la cellule familiale.
- le maintien de liens sociaux entre les migrants et leur tuteurs autochtones, permettant des ajustements, et ici un début de reconversion vers le cacao.
- Plus globalement, le contexte de pauvreté croissante : une partie des planteurs n'ayant pas pu assez investir dans le cacao, soit pour des raisons d'accès à la terre, soit parce que les sols sont inaptes à la culture, ne peut pas se permettre d'abandonner complètement le café.

7.1.2 Les années 2000 en Côte d'Ivoire

« Lorsque le prix du café a chuté ces dernières années, sur quels postes tentez-vous de réduire les dépenses ? » A cette question posée à 440 planteurs en novembre/décembre 2007, quels sont les résultats ?

Sur l'ensemble des planteurs

Les planteurs pouvant citer plusieurs réponses, on en recueille 307 mettant en tête la réduction des dépenses de ménage avec 24%. Cependant, si l'on regroupe les charges d'exploitation relatives au travail (y compris la réduction de l'entretien et la décision ultime d'abandonner la parcelle), le premier impact d'une baisse du prix est logiquement la baisse du travail, avec 37%.

Viennent ensuite les dépenses sociales telles que funérailles et construction. Les frais de scolarité sont peu touchés, sans doute parce que les revenus du café arrivent de toute façon un peu tard, en février-mars, pour financer la rentrée scolaire en octobre.

On peut s'étonner du faible pourcentage sur le remplacement immédiat des plantations de café par une autre culture. L'explication réside dans le temps d'abandon. Le remplacement et la replantation par une autre culture sont rarement immédiats. Que la replantation soit réalisée par le planteur ou par son héritier ou encore par celui qui lui rachète la parcelle, ce réinvestissement intervient le plus souvent après quelques années d'abandon.

Tableau No 7.1. Réactions déclarées des planteurs suite à la chute de prix du café

1. Réduction des dépenses de ménage	73	24%
2. Réduction des dépenses de main d'œuvre	47	15%
3. Réduction de l'entretien, du contrôle des mauvaises herbes	37	12%
4. Abandon de la parcelle de café	31	10%
4. Réduction des dépenses sociales	32	10%
6. Suspension de la construct° et/ou d'autres activités	21	7%
6. Arrêt ou réduction des intrants (sur café et surtout cacao)	23	7%
8. Interruption des investissements dans une nouvelle plantation	23	7%
9. Réduction des frais de scolarité	17	6%
10. Remplacement immédiat des caféières par une autre culture	3	1%
Total	307	100%
Réduction des charges d'exploitations	164	53%
Réduction sur les dépenses de ménage et sociales	143	47%
Total	307	100%

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

Un effet limité sur les achats d'intrants « cacao ». Le revenu du café, arrivant entre janvier et mars est parfois le bienvenu pour l'achat des pesticides pour les cacaoyères. Il peut s'agir du traitement de janvier, pour favoriser la petite traite d'avril-juin. En ce cas, le traitement payé par l'argent du café est souvent peu efficace car trop tardif (février, voire mars ou avril).

Il peut aussi s'agir du traitement de juillet/août, pour favoriser la récolte de la grande traite, entre novembre et janvier. C'est le plus important. Or juillet est un mois creux, de revenus du cacao très faibles, souvent inexistant. Certains planteurs peuvent donc faire des achats d'insecticides en mars, des achats de précaution financés par le revenu du café.

Mais derrière ce rôle intéressant du café, surgit la réalité : comme dit un planteur d'Agboville, « l'argent du café, ce n'est plus rien ». La capacité des revenus du café à jouer un rôle dans l'intensification des cacaoyères est devenue limitée, d'où un faible impact de la chute du prix du café dans ce domaine.

Un effet limité sur les achats d'intrants « café ». Les planteurs utilisent très peu d'intrants sur le café : un peu d'insecticide avant la récolte, souvent mélangé à la cendre, pour réduire la population de fourmis très agressives envers les cueilleurs ou les cueilleuses.

Au total, l'effort consenti sur les dépenses familiales et les charges d'exploitation est équilibré.

Variations régionales

Dans l'ensemble, les réponses des planteurs restent très homogènes et similaires dans les différentes régions, sauf à Vavoua et Aboisso

A Vavoua, la priorité est mise sur la réduction de la main d'œuvre, sans doute parce le niveau de vie est encore plus bas que dans les autres régions, et/ou parce que le café est en rapide déclin.

A Aboisso, la priorité de réduction des dépenses est mise sur l'interruption des investissements des nouvelles plantations. Cette singularité du département d'Aboisso peut sans-doute s'expliquer par sa forte diversification vers le palmier et plus récemment vers l'hévéa. Ces diversifications étant plus exigeantes en capital que les cultures du café et du

cacao, elles sont logiquement plus sensibles à une baisse de prix d'une culture, entraînant une baisse de revenus.

Si ce type de résultat se confirme, il conduit à une conclusion peut-être banale mais aux conséquences économiques importantes : dans les régions ayant déjà amorcé un processus de diversification, toute baisse de prix du café (et probablement du cacao) contribue structurellement à encourager la diversification mais peut aussi conjoncturellement, à travers la baisse de revenus, affaiblir provisoirement les investissements dans les plantations de palmiers et hévéas.

Cette analyse est cohérente avec l'expérience de la Côte d'Ivoire et plus récemment du Vietnam dans la reconversion partielle de caféières en cacaoyères (§ 1)

7.2 La remontée du prix du café

« Lorsque le prix du café remonte un peu en 2006/07, sur quels postes vous pouvez augmenter les dépenses ? » Une minorité de planteurs de café récuse tout impact significatif de la hausse de prix mais commençons par observer ce que dit la majorité.

7.2.1 Un impact reconnu par la majorité des planteurs

Priorité aux dépenses de ménage : Sur cette question symétrique, les réponses vont plus majoritairement à l'amélioration du bien-être, avec cette fois une très nette priorité à l'augmentation des dépenses de ménage (tableau No 7.2).

Cette priorité, vérifiée dans tous les départements, est cohérente avec une remontée du prix encore limitée et un impact encore faible sur les revenus globaux de l'exploitation. Le petit gain de revenu est donc d'abord utilisé pour les habits et autres dépenses du même ordre.

Seconde priorité aux dépenses « sociales » En seconde priorité, vient la contribution aux dépenses sociales telles que mariages et funérailles, mais aussi voyages et soutien à la famille restée au village d'origine. On est donc dans le domaine de la « dépense sociale » du point de vue de la famille exploitant le café, mais pour la part d'argent envoyée au village, très proche de la dépense du ménage.

Réhabilitation des caféières : Spécificité de départements encore « caféiers » : si tous les départements l'enregistrent les dépenses sociales en seconde position, Guiglo et Vavoua font exception. Les planteurs de ces 2 départements annoncent un retour partiel à l'entretien des parcelles de café. C'est une forme de réhabilitation. Cette singularité se comprend aisément par la place du café dans ces départements : même si elle ne cesse de diminuer au cours des années 1990 et 2000, elle est encore significative dans les exploitations.

Réhabilitation des caféières : aussi un effet migrant allochtone. Le cas des deux départements de Vavoua et Guiglo se recoupe en partie avec l'effet allochtone. Les migrants ivoiriens semblent réagir plus rapidement à la remontée du prix pour revenir vers leurs caféières. Ce sont les seuls à mettre l'entretien et la réhabilitation du café en 2e priorité juste après l'amélioration des dépenses du ménage (tableau No 7.3)

Tableau No 7.2. Réactions des planteurs suite à la remontée du prix du café en 2006/07

1. Augmentation des dépenses du ménage	134	37%
2. Augmentation des dépenses sociales (Mariage, funérailles, voyages, support à la famille)	50	14%
3. Construire une maison, acheter un lot, faire des briques, acheter des toles..	46	13%
3. Entretien de la parcelle de café, et donc souvent réhabilitation	45	13%
5. Achat d'intrants (surtout sur cacao, peu sur le café, à part les fourmicides)	23	6%
6. Achat de nouveaux outils agricoles, réparation, locations	19	5%
7. Financer et créer de nouvelles parcelles de cacaoyers et caféiers	16	4%
8. Financer des plantations de palmiers, hévéas, location de terre, élevage, commerce)	13	4%
9. Ouvrir un compte, épargner, rembourser ses dettes, un crédit	9	3%
10. Achat de matériel végétal sélectionné	3	1%
11. Financer le retour de la famille au pays	2	1%
	360	100%
Augmentation des charges d'exploitations et des investissements	128	36%
Augmentation des dépenses de ménage et sociales	232	64%
Total	360	100%

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

Tableau No 7.3. Réactions des planteurs suite à la remontée du prix du café en 2006/07

Comparaison selon l'origine du planteur

	Autocht.	Allocht.	Allogènes
1. Augmentation des dépenses du ménage	40%	35%	29%
2. Augmentation des dépenses sociales (Mariage, funérailles, voyages, support à la famille)	13%	15%	17%
3. Construire une maison, acheter un lot, faire des briques, acheter des toles..	13%	12%	16%
3. Entretien de la parcelle de café, et donc souvent réhabilitation	10%	19%	12%
5. Achat d'intrants (surtout sur cacao, peu sur le café, à part les fourmicides)	5%	11%	4%
6. Achat de nouveaux outils agricoles, réparation, locations	7%	2%	4%
8. Financer des plantations de palmiers, hévéas, location de terre, élevage, commerce)	4%	2%	4%
9. Ouvrir un compte, épargner, rembourser ses dettes, un crédit	2%	2%	4%
7. Financer et créer de nouvelles parcelles de cacaoyers et caféiers	4%	1%	9%
10. Achat de matériel végétal sélectionné	1%	0%	0%
11. Financer le retour de la famille au pays	1%	0%	0%
Total	100%	100%	100%

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

Hausse du prix du café et investissements dans l'hévéa : En cohérence avec ce qui est dit ci-dessus à propos des produits phytosanitaires, la remontée du prix du café de ces 2 dernières années a logiquement peu d'impact sur les investissements plus lourds tels que le financement de nouvelles plantations de cacaoyer et caféiers (4%), et des nouvelles cultures, palmier et hévéa, et de nouvelles activités. Cependant ces 4% de déclarations en faveur de nouvelles activités sont nettement orientées vers l'hévéa, soit pour achat de parcelles de brousse, soit pour les pépinières. En outre, l'objectif annoncé de réhabilitation des caféières n'est pas incompatible avec un investissement dans l'hévéa.

Notamment à Agboville, nous avons rencontré plusieurs planteurs qui installent ou vont installer leurs plants d'hévéas dans les vieilles caféières re-nettoyées après plusieurs années d'abandon ou négligence.

La technique mise au point de replantation des cacaoyers sous caféiers est maintenant adaptée à l'hévéa. La stratégie est parfaitement cohérente : en nettoyant les parcelles de café au moment où le prix du café remonte un peu, les planteurs profitent en même temps d'une hausse de revenus immédiats et d'un terrain libéré pour investir dans l'hévéa. A priori les caféiers seront éliminés 3 à 4 ans plus tard, lorsque la croissance et l'ombrage des hévéas deviendront trop forts pour maintenir les caféiers en production.

Aide à la diversification vers des élevages. Même si le phénomène est marginal, il convient de souligner l'opportunité de la hausse du prix du café par quelques planteurs pour lancer un élevage. Celui-ci est de nature très variée. Il peut s'agir d'élevages «traditionnels», de volaille ou ovins. Il est parfois novateur, tel que l'élevage de lapins. Dans quelques cas, il y a aussi investissement dans quelques têtes de bovins au village d'origine. Ce phénomène a toujours existé (Antheaume 1982).

Aide à la diversification vivrière ou au maintien des vivriers. Parmi les nouvelles activités financées par la hausse du prix du café, on trouve quelques cas de location de bas-fonds ou de bas de pente pour y le riz ou d'autres cultures vivrières. Ce mécanisme « hausse prix café / location terre pour les vivriers » est cité par moins d'1% des planteurs mais il est probablement plus important économiquement. Il y aussi un aspect social, puisque la transaction consolide souvent un échange économique entre un planteur migrant et un planteur autochtone.

Rembourser ses dettes. La question des dettes et des crédits remboursés est plus délicate, moins facilement déclarée que les autres formes d'emplois de revenus. Dans la réalité, ce poste doit être beaucoup plus important que 3-4%. Par ailleurs, les dettes ne sont pas entièrement contractées pour des dépenses sociales et de ménage mais ces motifs d'emprunt dominant.

7.2.2 Un impact récusé par une minorité de planteurs

49 planteurs récusent tout impact significatif de la hausse du prix du café en 2006/07 dont la moitié évoque les abandons forcés de parcelles, suite aux conflits depuis 2002. L'autre moitié le justifie principalement par le caractère modeste de la hausse et la faible production de café.

Tableau No 7.4. Justification sur l'absence d'impact de la hausse du prix du café

1. Pas de récolte ou parcelle abandonnée pour cause de guerre				23
2. Production et donc revenus du café trop faibles, ou devenus trop faibles				12
3. L'augmentation du prix n'est pas significative				8
4. Autres revenus qui marginalisent le rôle du café				3
4. Perte ou vol du café				3
Total				49

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

Sur cette question, l'effet région est fort puisque les 2/3 des références à l'abandon de caféières du fait de conflits (à ne pas confondre avec les abandons liés à la chute de prix, que l'on retrouve sur toute la zone forestière), se situent dans le Cavaly. Dans cette région, des parcelles ont pu être abandonnées dès 2003 mais peuvent l'être encore en 2007 du fait d'un conflit qui s'est prolongé un peu plus qu'ailleurs et où certains migrants ne sont pas encore revenus s'installer.

7.3 Retour aux faits : impact du prix sur les abandons de caféières

En 1988/89, lorsque la campagne de commercialisation du cacao est bloquée par un manque de financement, les planteurs de cacao sont ébranlés. Pour la première fois de leur histoire, le cacao perd sa sécurité de marché. Le café, moins touché, sauve alors quelques planteurs. La campagne 1988/89 joue en faveur d'une relative relance des plantations café (Ruf 1996).

En 1991 et 1992, lorsque le prix du café chute à quelques 50 F/kg, les abandons se multiplient, même si l'effet 1988/89 n'est pas complètement éteint et peut se traduire encore par des décisions de plantations.

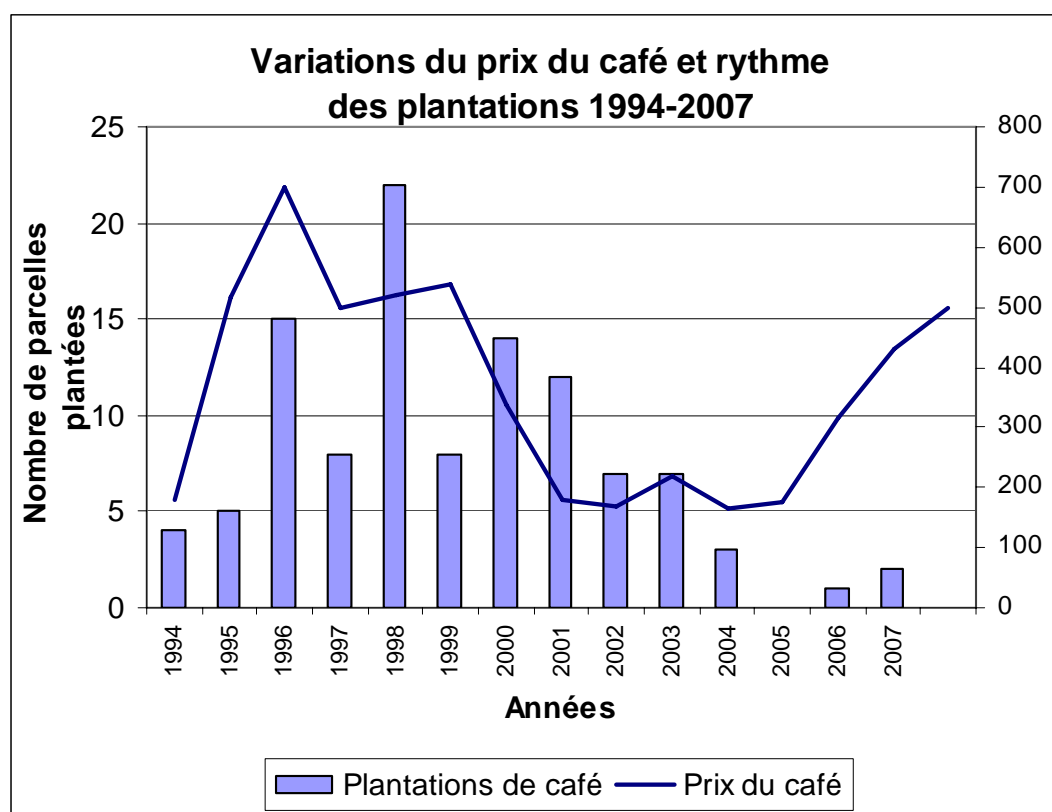
Mais comme il a été vu dans l'analyse de la structure d'âge des plantations, une enquête à un seul passage réalisée en 2007 ne peut pas capter sérieusement ces informations. 15 à 20 ans plus tard, une partie des exploitations changent de génération. Une partie des planteurs de café sont morts avec leurs caféiers : le principe de conjonction des cycles de vie planteur/plantation (Ruf 1995).

En partant de 1994, date encore mémorisée comme date de dévaluation du Franc Cfa par les planteurs de plus de 30 ans, on obtient des dates de plantation et d'abandon encore a peu près crédibles dans une enquête conduite en 2007. Par ailleurs, à partir de la dévaluation de 50% du franc Cfa en 1994, les données de prix courant peuvent être utilisées raisonnablement, sans recourir à un déflateur et à un prix constant.

Décision de Plantation.

Sur la période 1994/2004, la corrélation entre prix et décision de plantation est assez bonne. On vérifie ici que la remontée du prix en 1995/96 contribue à « relancer » les plantations de café, ce qui permet de ralentir la descente de la production nationale (Fig. 7.6).

Fig. 7.6

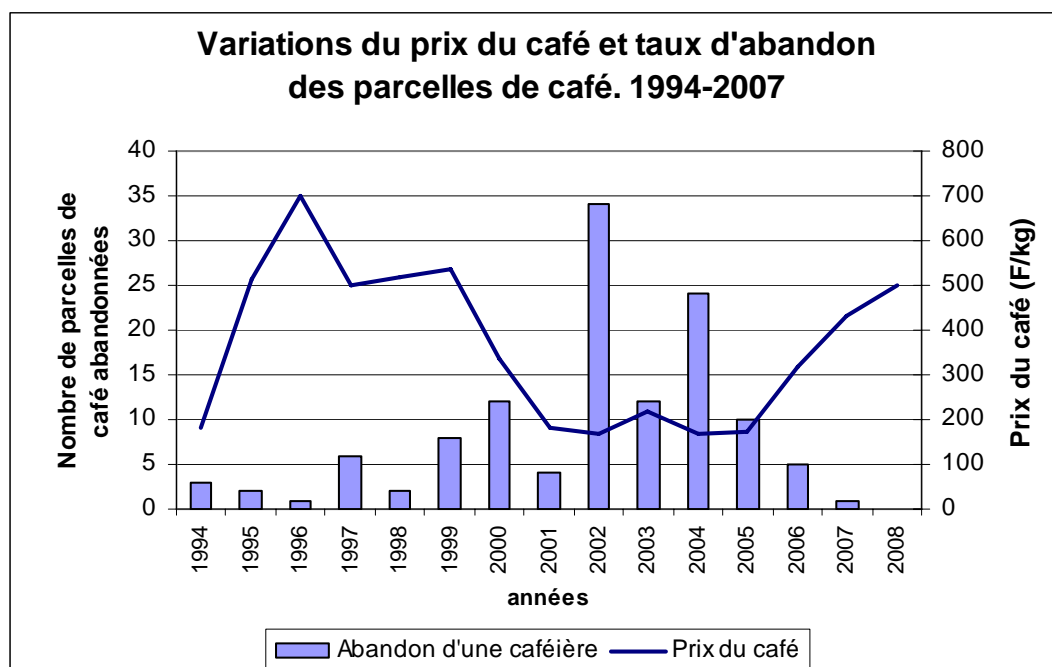


Sources : Enquête consultants, 2007

Mais à partir de 2006, la réponse à la remontée substantielle du prix du café semble bien faible. C'est la grande différence avec les années 90 et il est difficile de ne pas y voir un impact du boum hévéa. Dans un contexte de plus grande tension sur les ressources en terre et en travail, les planteurs doivent faire des choix. Le secteur café est le premier perdant.

Abandon de plantations. On observe également une assez bonne symétrie entre l'évolution du prix courant payé au producteur et le rythme d'abandon des plantations de café, lesquels s'accroissent sur la période 2002-2004, au creux de la courbe du prix (Fig. 7.7).

Fig. 7.7



Sources : Enquête consultants, 2007

Les caféiers abandonnés ne sont pas systématiquement abattus, loin s'en faut. Le secteur café reste encore une belle illustration de l'approche marginaliste : les exploitations qui ont encore des caféiers les abandonnent quand le prix est trop bas, et y reviennent quand le prix remonte. En 2006/07 et 2007/08, quelques planteurs commencent à réhabiliter une partie de leurs caféiers.⁶ Mais on est encore loin d'une décision de plantation de café. La capacité de réponse des planteurs à une hausse du prix du café pour relancer le secteur café s'essouffle.

7.4 En conclusion partielle

La baisse structurelle du prix du café amorcée dans les années 70, en comparaison du prix du cacao, même provisoirement stoppée autour de 1995/96, a largement contribué au déclin du secteur, face à la prodigieuse ascension du cacao. La chute de 2002-2004, au moment précis où le prix du cacao remontait, a finit d'exaspérer les planteurs. Beaucoup de planteurs se déclarent dégoûtés du café ou « haïr » le café et son travail astreignant de nettoyage et de récolte. Beaucoup de manœuvres refusent désormais de récolter le café. La raréfaction relative des ressources en travail joue donc aussi un grand rôle dans le déclin du café.

Pourtant le secteur café de Côte d'Ivoire n'est pas encore « mort ». Au plan macroéconomique, selon les sources, une production nationale se maintient encore au seuil de 100 à 140.000 tonnes.

⁶ On a vu ci-dessus que peu de planteurs reconnaissent revenir vers l'entretien et la réhabilitation des caféiers. Et lorsqu'ils le font, c'est parfois avec l'idée de planter les hévéas entre les caféiers qui seront éliminés 3 à 4 ans plus tard. Mais l'enquête réalisée en Novembre 2007 n'a pas pu capter tous les effets de la remontée du prix sur les récoltes de café en février 2008. Il est probable que le regain d'entretien des caféières se confirme un peu plus,

- La remontée du prix du café en 1995/96 avait contribué à relancer les décisions de plantations de café jusqu'en 2000. Un stock de jeunes caféiers est de nouveau disponible.
- Les régions spécialisées comme celle de Man (non étudiées ici), et des départements comme Duekoué et Vavoua ont encore des stocks de caféiers importants, même s'ils se réduisent. Ils restent encore significatifs, en partie à cause des sols par toujours adaptés au cacaoyer. Mais l'effet hévéa pourrait changer la donne.
- On trouve aussi des plantations mixtes, associant cacaoyers et caféiers. Si les manœuvres entretiennent la plantation mixte et récoltent le cacao, dédaignant le café, les femmes des planteurs peuvent trouver un complément de revenu en récoltant le café sans assumer le nettoyage.

Néanmoins, pour ce qui concerne l'avenir du café en Côte d'Ivoire, les doutes restent justifiés. Les planteurs ne répondent plus fortement à une hausse du prix car leur environnement a changé :

- raréfaction des ressources en travail : les manœuvres peuvent dire « non au café »
- raréfaction des terres, notamment sous l'effet du boum hévéa
- Insuffisance du capital : Du fait d'une production devenue généralement faible et secondaire dans les exploitations, une remontée du prix, même relativement forte entre 2005 et 2007, ne suffit plus à relancer significativement la production de café. Les planteurs auront besoin d'une hausse plus significative, presque d'un choc économique, de l'ordre du doublement du prix pendant encore 2 ans, et d'un support technique.
- Formation insuffisante : dans une autre section du document, nous rappelons qu'un autre changement dans l'environnement des planteurs, dans les années 2000, est le désert de l'encadrement agricole. Les planteurs ont plus que jamais besoin de support visant à améliorer la productivité du travail et de l'espace: matériel végétal et techniques permettant de réduire le travail d'entretien, soit par l'ombrage soit par l'herbicide, soit par une combinaison des deux.

En attendant, les grands résultats à retenir sont les suivants

- La survie de la famille : la remontée du prix du café aide à rétablir un brin de dignité dans les familles qui n'ont pas abandonné la culture, permettant d'acheter un peu plus de poissons pour la sauce au cours des mois de février ou mars, quelques habits, peut-être sauver la scolarisation d'un des enfants.
- La fonction d'investissement du café : On retrouve la fonction du café, livrant son revenu en une seule fois, donc de nature à favoriser les investissements plutôt que les dépenses quotidiennes. Par exemple, dans les années 80, le café récolté en janvier servait encore souvent à payer les manœuvres annuels ou « 6 mois », traditionnellement sur le départ en janvier/février. Ce type de main d'œuvre était alors prioritairement affecté à la création de nouvelles parcelles de cacao (Ruf 1988). Ce rôle est certes laminé dans les années 2000 mais on en retrouve encore quelques traces, avec par exemple l'emploi des revenus du café dans l'achat de pesticides pour le cacao. Le seul moyen de réactiver cette fonction

serait sans doute de disposer de plusieurs années de hausse régulière du prix du café, au moins pour les autochtones.

- Autochtones et migrants Les migrants semblent réagir plus vite que les autochtones à la remontée du prix du café, L'explication réside probablement dans leur plus grande disponibilité en main d'œuvre.
- le paradoxe des cycles de prix agricoles. Paradoxalement, la remontée du prix du café semble encourager la reconversion dans d'autres cultures pérennes, d'abord le cacaoyer⁷ et maintenant l'hévéa. La remontée du prix du café en 2006/07 et surtout en 2007/08 commence à aider les planteurs à réinvestir, mais donc encore très peu sur le café, plutôt sur l'hévéa. Le boom sur l'hévéa paraît une très bonne chose pour le pays mais du point de vue du secteur du café, il représente sans doute la plus grande « menace ».

Une hausse du prix peut renforcer l'effet initial d'une chute de prix. Au début, la baisse d'un prix d'un produit « A » peut inciter à chercher à diversifier vers une autre culture et un produit « B ». Ensuite, une fois « B » lancé et ayant démontré ses avantages, la hausse du produit « A » consolide les investissements dans « B ». Encore une fois, dans les années 2000, si A est le café, B est désormais l'hévéa.

L'analyse des déclarations des planteurs concernant le cacao devrait montrer que le cacao est probablement en train de passer du statut de la culture « B » à « A », confirmant ainsi les résultats de la section 4.

⁷ Bien que l'on observe aussi dans les années 90 des cas de replantation de caféiers sous cacaoyers, en partie pour des raisons d'adaptation au sol, en partie sous l'influence du redressement éphémère du prix du café en 1994.

8 LES STRATEGIES DES PLANTEURS FACE AUX FLUCTUATIONS DES PRIX DU CACAO

La notion de prix rémunérateurs est au cœur de la problématique de la durabilité dans le secteur du cacao. Les prix du cacao fluctuent fortement et ne sont pas parfois suffisamment attractifs pour inciter les producteurs à planter, replanter, et maintenir leur exploitation en état pour leur assurer des conditions de vie décentes.

Jusque dans les années 1990, des institutions étatiques -- Caisse de stabilisation en Côte d'Ivoire et Cameroun ou Office de commercialisation au Ghana et Nigeria) -- ont fonctionné comme tampon entre le marché mondial et les producteurs, prélevant fortement leurs revenus mais leur garantissant des prix fixes. Par le biais de ces institutions, l'Etat fournissait également des intrants subventionnés (semences, produits phytosanitaires) et des services, crédits et aide technique.

A la fin des années 1990, avec la disparition de ces institutions et la libéralisation de la commercialisation, les petits producteurs restent fortement taxés mais ne sont plus protégés contre les fluctuations des prix de marché des matières premières. Les prix aux producteurs sont directement liés au marché international et les fluctuations des prix sont directement répercutées sur les producteurs. Face à ces variations des prix (plus ou moins fortes), les producteurs développent un certain nombre de stratégies et opèrent également des ajustements de leurs dépenses tant au niveau de l'exploitation que de conditions de vie du ménage.

Cette enquête de novembre 2007 confirme que les producteurs de cacao sont très sensibles aux fluctuations des prix. D'après l'enquête, les producteurs sont capables de développer une capacité d'épargne, certes très faible ces dernières années, qui est malheureusement très vite éprouvée par les fluctuations des prix et ne peut donc pas jouer comme régulateur des revenus au niveau des exploitations.

Plus de 80% des producteurs interrogés affirment avoir ajusté soit la hausse ou la baisse les dépenses du ménage ou de leurs exploitations face respectivement à une hausse ou une baisse des prix du cacao. Seulement 20% se déclarent « indifférents » aux fluctuations de prix dans leur comportement à court terme.

Cette tendance est générale. Elle se retrouve dans toutes les régions de l'étude, toutes les origines de planteurs et toutes les classes de superficies des exploitations. Toutefois, les changements de postes dans les dépenses et les parts du budget qui leur sont consacrés, ne sont pas symétriques entre les hausses et les baisses.

Il faut sans doute distinguer les cas de baisse ou de hausse prolongée des prix qui peuvent entraîner des changements en profondeur des conditions de vie et de travail des producteurs des cas de baisse ou de hausse ponctuelles face auxquelles les producteurs peuvent développer des stratégies de court terme pour y faire face.

Dans le cadre de l'étude, dans le cas du cacao, les enquêtes portent sur les cas ponctuels des hausses survenues au cours des campagnes 2001/02 et 2002/03 d'une part, puis 2006/07. Les baisses de prix. N'ont pas été datées explicitement mais les paysans se réfèrent implicitement aux années 2003 à 2006.

8.1 Cas de la hausse des prix

Lors de la hausse des prix au cours de la campagne 2002/03 et de la légère reprise des cours entre 2006 et 2007, les planteurs ont investi leurs surplus de revenus de diverses manières (tableau No 8.1).

Tableau No 8.1 Investissement des planteurs en situation de hausse des prix du cacao

	2002/03	06/07 et 07/08
Augmentation dépenses du ménage	32%	38%
Construire une maison, achat lot, faire des briques, achat tôles, etc.	19%	10%
Augmentation des dépenses sociales (Mariage, funérailles, parents,)	16%	12%
Achat d'intrants (produits phytosanitaires et/ ou engrais)	9%	13%
Entretien de la parcelle (M.O)	7%	9%
Création de nouvelles parcelles de cacao.	7%	8%

Comme pour le café, face à une hausse des prix, les planteurs réagissent prioritairement par une amélioration des conditions de vie du ménage à travers une augmentation des dépenses du ménage et des dépenses sociales. Les investissements dans l'exploitation n'apparaissent qu'en quatrième rang des priorités des producteurs. 70% des réponses (avec, comme pour le café, plusieurs réponses possibles par planteur) affectent les surplus de revenus aux dépenses du ménage, l'amélioration du bien être et les dépenses sociales. Seulement 30% consacrent le surplus à l'achat d'intrants, l'entretien des parcelles et la création de nouvelles plantations.

Cette situation illustre à nouveau l'état de pauvreté et de précarité dans laquelle vivent la majorité des planteurs de cacao au cours des années 2000. Toute augmentation des prix ou de leur revenu est affectée en priorité à un peu plus de satisfaction de leurs besoins primaires, notamment les besoins de nourriture, de santé et d'habitation, etc.

Concernant les investissements dans l'agriculture, on vérifie un impact non négligeable de la hausse du prix sur les achats de produits phytosanitaires. Le discours des planteurs est donc très cohérent avec leur pratique. On a vu effet aux sections 2 et 3, à la fois dans la littérature économique et dans les résultats de l'enquête que les planteurs réagissaient assez vite aux changements de prix pour les achats de pesticides.

La tendance est confirmée dans toutes les régions et classes d'exploitation, y compris selon l'origine du planteur (tableaux No 8.2 à 8.4).

Tableau No 8.2. Investissement en cas de hausse des prix du cacao selon origine

	Autochtones		Migrants	
	02/03	06/07 et 07/08	02/03	06/07 et 07/08
Augmentation dépenses du ménage	35%	38%	27%	37%
Construire maison ; acheter lot ; faire briques, acheter tôles, etc.	19%	10%	20%	9%
Augmentation des dépenses sociales (Mariage, funérailles ; parents,...)	14%	10%	18%	14%
Achat d'intrants (phyto et/ ou engrais)	8%	12%	12%	14%
Entretien de la parcelle (M.O)	7%	8%	8%	10%
Création de nouvelles parcelles de cacao	8%	9%	6%	5%

Sources : enquêtes consultants, Nov. 2007

Tableau No 8.3. Investissement en cas de hausse des prix du cacao selon la zone de production

	Centre Ouest		Centre Sud		Est		Ouest		Sud Est		Sud Ouest	
	02/03	06/07 et 07/08	02/03	06/07 et 07/08	02/03	06/07 et 07/08	02/03	06/07 et 07/08	02/03	06/07 et 07/08	02/03	06/07 et 07/08
Augmentation dépenses du ménage	32%	31%	37%	43%	41%		25%		23%		23%	
Construire une maison/ achat de lot/ briques, achat tôles, etc.	16%	6%	17%	11%	17%	7%	28%	17%	17%	7%	26%	17%
Augmentation des dépenses Sociales (Mariage, funérailles,...)	23%	9%	18%	17%	13%	20%	12%	8%	10%	5%	15%	7%
Achat d'intrants (phyto / engrais)	9%	16%	5%	4%	3%	7%	12%	15%	13%	20%	20%	19%
Entretien de la parcelle (M.O)	8%	17%	5%	10%	11%	7%	7%	1%	9%	7%	2%	2%
Création de nouvelles parcelles de cacao	4%	7%	7%	5%	8%	1%	6%	4%	16%	21%	1%	3%
Achat outil/ Réparation	3%	10%	3%	7%	3%	1%	3%	5%	5%	3%	2%	1%

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

Le comportement des producteurs en matière d'ajustement de leurs dépenses face à une hausse des prix se retrouve indifféremment suivant les zones de production et l'origine du producteur (migrant ou autochtone). De même, la taille de l'exploitation n'a pas d'influence particulière sur les choix des producteurs. Les petits producteurs (0-5 ha), les moyens (5-10 ha) et les grands producteurs (plus de 10 ha) favorisent également les dépenses du ménage et les dépenses sociales en période de hausse des prix.

Les discours des planteurs cohérents avec la dynamique de plantation

On a vu à la section 4 que la grande dynamique d'investissement porte effectivement et concrètement sur l'hévéa. Cela avait déjà été mis en évidence dans l'enquête de 2006 (Fig.4.1) et très largement confirmé par les créations de plantation effectuées en 2007 (Fig. 4.2., 4.6, 4.7).

Les discours des planteurs sont très cohérents avec cette réalité. En réaction aux hausses de prix en 2002 et de 2006, 8% des producteurs affirment avoir créé ces de nouvelles plantations de cacao. Mais à la question, « quelle culture mettre vous en place si vous décidez de créer de nouvelles parcelles ? », 62% des producteurs affirment vouloir mettre en place des plantations d'hévéa et seulement 24% des cacaoyers (tableau No 5.4). Ce choix porté sur l'hévéa se justifie par la bonne tenue des cours du caoutchouc, et surtout la régularité des revenus (mensualités) après l'entrée en production, mais la qualité des services rendus par la filière en termes d'appui aux producteurs n'y est pas non plus étrangère.

Tableau No 8.4. Si nouvelles plantations, quelles cultures ?

Hévéa	62%
Cacaoyer	24%
Palmier	7%
Caféier	3%
Teck	2%
Colatier	1%
Anacardier	1%
Agrumes	0%
Amandier	0%

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

8.2 Cas de la baisse des prix

« En cas de baisse des prix du cacao, quels postes de dépenses allez-vous réduire ou supprimer ? ». A cette question, la majorité des réponses des planteurs vont par ordre de priorité à la réduction des dépenses du ménage (23%), la réduction de la main d'œuvre (18%), la réduction ou la suspension de l'utilisation des intrants (18%). La réduction des dépenses sociales (11%) et les dépenses de confort de vie des producteurs (construction de nouvelles maisons) sont reléguées au 4ème et 8ème rang (tableau No 8.5).

Tableau No 8.5. Priorité des postes à réduire en situation de baisse des prix du cacao

	Taux des réponses
Réduire les dépenses du ménage	23%
Réduire la main d'œuvre ou le budget alloué à celle-ci	18%
Réduire les dépenses sociales (Mariage, funérailles ; parents,...)	11%
Arrêt de l'utilisation des intrants (phyto et/ ou engrais)	9%
Suspendre la création de nouvelles parcelles de cacao ou achat de terre	9%
Réduction des quantités d'intrants utilisés	8%
Réduction des frais scolaires	8%
Suspendre construction / financement d'activité commerciale	8%
Abandon parcelle de cacao	4%
Autres	-

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

En cas de baisse du prix, les ajustements déclarés par les producteurs ne sont donc que partiellement symétriques aux effets d'une hausse. Certes la première priorité des producteurs en cas de baisse de prix va à la compression des dépenses du ménage (23%). Mais alors que les investissements en cas de hausse sont peu mentionnés, la réduction des charges de l'exploitation occupe une place importante en cas de baisse des prix du cacao. Près de 50% des ajustements à la baisse concernent la réduction des charges d'exploitation. La réduction des dépenses de main d'œuvre fait son entrée au deuxième rang des priorités des planteurs.

Effets région d'origine des producteurs et taille de l'exploitation

Tableau No 8.6. Investissements réduits ou arrêtés en cas de baisse des prix du cacao selon origine

	Autochtones	Migrants
Réduire les dépenses du ménage	25%	20%
Réduire la main d'œuvre ou le budget alloué à celle-ci	18%	18%
Réduire les dépenses sociales (Mariage, funérailles ; parents,...)	9%	14%
Arrêt de l'utilisation des intrants (phyto et/ ou engrais)	10%	9%
Suspendre la création de nouvelles parcelles de cacao ou achat de terre	11%	6%
Réduction des quantités d'intrants utilisés	6%	11%
Réduction des frais scolaires	7%	9%
Suspendre construction / financement d'activité commerciale	7%	8%
Abandon parcelle de cacao	5%	4%
Autres	2%	1%

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

Tableau No 8.7. Investissement en cas de baisse des prix du cacao selon la zone de production

	Centre Ouest	Centre Sud	Est	Ouest	Sud Est	Sud Ouest
Réduire les dépenses du ménage	20%	26%	33%	28%	9%	20%
Réduire la main d'œuvre ou le budget alloué à celle-ci	21%	15%	20%	7%	24%	17%
Réduire les dépenses sociales (Mariage, funérailles ; parents,...)	11%	17%	12%	7%	5%	10%
Arrêt de l'utilisation des intrants (phyto et/ ou engrais)	8%	9%	3%	16%	7%	16%
Suspendre la création de nouvelles parcelles de cacao ou achat de terre	9%	6%	6%	3%	22%	5%
Réduction des quantités d'intrants utilisés	6%	4%	6%	12%	16%	11%
Réduction des frais scolaires	3%	7%	3%	8%	7%	3%
Suspendre construction / financement d'activité commerciale	2%	8%	7%	15%	9%	9%
Abandon parcelle de cacao	6%	5%	2%	6%	2%	6%
Autres	14%	3%	8%	0%	0%	3%

Sources : enquête consultants, Nov 2007

De même que pour les hausses de prix, les effets régions et origine du planteur ne semblent pas avoir d'influence particulière sur les ajustements des dépenses par les planteurs. La taille de l'exploitation n'a également pas d'influence particulière sur les choix des producteurs. Les petits producteurs (0-5 ha), les moyens (5-10 ha) et les grands producteurs (plus de 10 ha) réduisent tous en priorité les dépenses du ménage et ensuite celles liées aux de la main d'œuvre.

L'abandon de parcelles

Même si pour l'instant le phénomène est relativement faible par rapport au cas des caféières, l'abandon de parcelles de cacao par les producteurs n'est pas complètement négligeable : 11% des planteurs affirment avoir abandonné une parcelle de cacao.

Dans le passé, l'abandon avait surtout des causes structurelles. C'était autrefois un mode de gestion normal de la plantation. Les producteurs abandonnaient volontairement les parcelles très âgées, improductives, afin de laisser la régénération forestière opérer quelques années. Le fonctionnement normal de l'Economie de plantation familiale, fait de conjonctions de

cycle de vie entre le planteur et sa plantation, implique aussi quelques abandons de plantations en fin de vie du planteur (Ruf 1995, 2004).

En 2007, on retrouve un peu ce principe d'abandon par vieillissement de la plantation, avec

- 14% des cas d'abandon se référant au vieillissement mais aussi à l'accident écologique et/ou social que constitue le feu
- 10% de vieillissement ou décès du planteur (tableau 5.9).

Mais la grande majorité des abandons ne sont plus de ce type. Ils concernent des plantations encore en production ou qui devraient l'être. Le rythme d'abandons de cacaoyères flambe partir de 2002 : 41% des planteurs ayant abandonné une de leurs parcelles le font en 2002. Les conflits fonciers, exacerbés avec la crise de 2002, en sont donc la cause principale (tableaux No 8.8 et 8.9).

Tableau No 8.8

Date d'abandon

Date	Taux
1980	5%
1990	5%
1995	2%
1996	2%
1997	5%
1998	5%
2000	5%
2001	2%
2002	41%
2003	9%
2004	7%
2005	7%
2006	5%
2007	2%

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

Tableau No 8.9

Les raisons de l'abandon

Raisons	Taux
Conflits fonciers ou civils	45%
manque de MO ou de moyens pour les payer	14%
Vieille plantation ou détruite par feu	14%
Age avancé du planteur ou mauvaise santé du CE ou décès	10%
Entretien difficile et / ou coûteux	5%
Mauvais prix	4%
Delogé de la parcelle (lotissement, forêt, non respect contrat des enfnt du propriétaire foncier)	4%
Intéressé par autre culture	2%
Mauvaise production ou mauvaise terre	2%

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

Donc, contrairement au cas du café, le facteur prix est secondaire dans les causes d'abandon des caféières : 4% de références explicites au mauvais prix, auxquels on peut ajouter 5% d'entretien difficile et coûteux et surtout 10% de manque de main d'œuvre ou moyens pour la payer.

Cette situation confirme les réponses des planteurs sur la réduction des dépenses de main d'œuvre en cas de baisse des prix. L'option d'abandonner une plantation n'est donc pas l'apanage du café. L'abandon, voir l'abattage de cacaoyères pourrait fort bien prendre de l'ampleur en cas de baisse prolongée des prix.

8.3 L'indifférence d'une minorité de planteurs à une hausse ou une baisse des prix du cacao

Une minorité de producteurs affirme ne rien changer face à la baisse ou la hausse des prix du cacao.

Cas de la hausse

27% des planteurs de cacao affirment avoir été indifférents à la forte hausse des prix de 2002 et lors de la légère remontée des cours entre 2006 et 2007. Diverses raisons dont trois principales justifient cette stratégie des producteurs: le faible niveau de leur production (39%), l'abandon des parcelles suite aux conflits depuis 2002 (26%) et le caractère relativement modeste de la hausse des prix sur leur revenu (19%).

Tableau No 8.10 Principales raisons de l'indifférence des planteurs de cacao face à une hausse des prix

Raisons	
Faible production, insignifiant pour entraîner changement/jeune plantation	39%
Revenu du cacao négligeable par rapport à l'ensemble des revenus	1%
Revenu faible car partagé avec métayer ou après retrait paie manoeuvre	2%
Augmentation du prix non significative dans le village pour entraîner changement	19%
Pas de récolte pendant cette période/abandon parcelle cause de guerre	26%
Perte du revenu de la vente (vol, pillage)	2%
Augmentation des dépenses de la maison dans le même temps	6%
Autres sources de revenus qui permettent d'avoir un certain niveau de vie quel que soit le prix du cacao	2%
Absent du village	3%

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

Cas de la baisse des prix

Pour 16% des planteurs une baisse des prix du cacao au cours d'une campagne n'aurait pas d'influence significative sur leurs activités. Plusieurs raisons sont avancées notamment l'existence de revenu complémentaire (56%) ou d'aides de parents proches (17%). Le tableau présente les différentes raisons avancées par cette catégorie de producteurs.

Tableau No 8.11. Les raisons de l'indifférence des planteurs de cacao face à une baisse des prix

Raisons	
Revenu du café comble la baisse	4%
Autres sources de revenus	56%
Possibilité d'emprunter et rembourser plus tard	6%
Pas beaucoup de charges	1%
Aide provenant de parents	17%
Pas de récolte encore	14%
Utilisation de mon épargne	1%

8.4 Conclusion partielle

Face à une hausse des prix, les planteurs réagissent prioritairement par une amélioration des conditions de vie du ménage à travers une augmentation des dépenses du ménage et des dépenses sociales. Au plan directement productif, l'utilisation des produits phytosanitaires est fortement corrélée au prix et au revenu.

Dans tous les compartiments de leur vie, les planteurs sont donc très sensibles aux fluctuations des prix du cacao. Contrairement aux idées reçues, beaucoup seraient capables d'épargner si les prix et les revenus le permettaient. Quelques-uns tentent parfois de

développer une épargne pour faire face aux ruptures de revenus au cours de l'année et atténuer les variations d'une année sur l'autre, mais ces tentatives sont laminées par la faiblesse des revenus, les ruptures de prix, et les urgences des besoins familiaux.

En cas de baisse, l'ajustement au prix se fait d'abord par la réduction du train de vie, par une compression des dépenses du ménage, donc par un affaiblissement de la qualité de l'alimentation, de la nutrition, de l'habillement, de la scolarisation.

Comme pour le café, l'étude met également en évidence la propension des producteurs à créer de nouvelles parcelles lorsqu'ils disposent d'un revenu supplémentaire. Mais comme pour le café, la préférence des planteurs va vers l'hévéa en raison de la bonne tenue actuelle des cours et surtout de la régularité des revenus. Et comme pour le café, la baisse des prix du cacao peut avoir un effet encore plus sensible sur l'investissement vers d'autres cultures pérennes, telle l'hévéa (sections 3, 4, 6, 7, 8).

Comme pour le café, l'action sur les prix implique des accompagnements dans la reprise des services fournis aux planteurs (section 6)

Sous le double effet des conflits fonciers et du prix insuffisant du cacao, le phénomène d'abandon des cacaoyères prend progressivement de l'importance et contribue à menacer le niveau de la production de cacao, en cas de faiblesse prolongée du prix.

9 LE POINT DE VUE DES PLANTEURS SUR L'INSTABILITE DES PRIX

Depuis une dizaine d'années, les marchés et les filières de produits agricoles exportés par les pays du sud connaissent des mutations profondes. Au niveau international, les mécanismes de protection contre l'instabilité des cours ont été abandonnés. Les accords internationaux de produits ne comportent plus de clauses économiques. Par ailleurs, le système européen de compensation des chutes de recettes d'exportation (STABEX) a été supprimé et remplacé par un mécanisme de moindre ambition.

Dans le même temps, on assiste à la concentration du négoce et à une segmentation des marchés. Au niveau des pays producteurs, les réformes engagées dans le secteur des produits agricoles d'exportation ont conduit à la libéralisation du marché des intrants, à la disparition des mécanismes de stabilisation interne et au démantèlement des entreprises publiques de commercialisation et de transformation. Le retrait de l'Etat des filières s'est souvent opéré au profit de multinationales de l'agroalimentaire qui s'intègrent en amont jusqu'aux paysans. Ces bouleversements des marchés et des modes d'organisation des filières sont le plus souvent à l'origine d'une plus grande exposition des producteurs aux risques.

« Les producteurs n'ont pas seulement besoin de prix plus rémunérateurs. Ils ont aussi besoin de prix plus stables. L'instabilité des prix internationaux pose à elle seule d'énormes difficultés aux producteurs qui y sont les plus directement exposés. En simplifiant, on pourrait dire qu'elle crée un climat d'insécurité socio-économique incitant les producteurs à adopter diverses stratégies pénalisantes à plus d'un titre. En pareille situation, même lorsqu'ils sont très pauvres, les producteurs ont par exemple souvent tendance à vouloir coûte que coûte mettre le peu d'économie qu'ils peuvent de côté, histoire de pouvoir faire face à tout éventuel coup dur. Or, cette attitude réduit à néant toute perspective d'investissement dans la croissance de la productivité de l'exploitation agricole, marginalisant ainsi toujours davantage l'agriculteur, jusqu'à le faire éventuellement disparaître complètement du marché. Elle peut aussi inciter le producteur à réduire certaines dépenses essentielles, comme celles consacrées aux soins de santé ou à l'éducation des enfants, ... »

« Le planteur de cacao était, avant 1995, dans une situation à la fois rassurante et peu valorisante. Le producteur ne posait pas la question de savoir à qui il allait livrer son cacao et à quel prix, ce qui était du ressort de la coopérative, qui elle-même appliquait les instructions administratives... En juillet 1995, les règles du jeu ont changé sans que les nouvelles soient préalablement expliquées aux paysans... Economiquement très vulnérables, isolés, dispersés, mal formés ou informés, les planteurs ont connu un grand désarroi... » (Bernard 2000).

La présente étude rejoint ces descriptions. Les planteurs de Côte d'Ivoire en seraient persuadés (Tableau 9.1).

Tableau No 9.1 Situation de prix le plus favorable du point de vue des planteurs

Scenarios proposés	Réponses des planteurs
Prix stabilisé	78%
Prix minimum garanti	18%
Prix fluctuant	3%
Indifférent	0%

Sources : enquête consultants, Nov. 2007

Près de 80% des producteurs interrogés affirment préfèrent un prix stabilisé à des prix fluctuants. 18% préfèrent la situation d'un prix minimum garanti et la possibilité de pouvoir

profiter au cours de l'année des hausses de prix éventuelles. En somme, les producteurs souhaitent avoir un revenu minimum garanti qui leur permette d'établir une meilleure planification de leurs recettes et leurs dépenses au cours de l'année.

L'absence de lisibilité sur leurs revenus limite fortement la planification des dépenses et particulièrement des investissements dans les exploitations de cacao. Un prix trop bas et trop aléatoire ne permet pas de développer une capacité d'épargne productive chez les planteurs. Cette situation accentue la précarité de leurs conditions de vie et de travail.

Que faire ?

Malgré sa position théorique de « price maker » avec 35% de l'offre mondiale, les politiques publiques de Côte d'Ivoire ont peu ou pas de possibilités d'influencer durablement les cycles et les aléas du marché mondial du cacao, sauf peut-être à ses dépens. La Côte d'Ivoire peut sans doute décider de « couper les robinets » de l'export mais cela lui coûterait très cher, économiquement et politiquement, et cela profiterait directement aux pays concurrents. L'ancien Président Houphouët-Boigny l'avait tristement vérifié à la fin des années 80.

En revanche, vis-à-vis de ses producteurs, il serait possible de mettre en place des mécanismes permettant de garantir un revenu minimum aux producteurs comme ils le souhaitent massivement. Le levier serait évidemment de jouer sur une taxation plus souple et adaptée au prix. Elle aurait un prix à court terme mais elle serait politiquement payante et il y va de l'avenir du pays.

Le système de vente spot actuel basé sur un simple enregistrement des ventes a montré ses limites quant à la sécurisation des prix aux producteurs notamment face à une conjoncture défavorable des prix sur le marché. En effet, le risque de prix est entièrement supporté par les producteurs et les fluctuations des cours sur les marchés mondiaux sont directement répercutées sur les producteurs. Les prix offerts aux producteurs sont des prix résiduels c'est à dire payés aux producteurs après que tous les acteurs situés en aval se sont rétribués. Les prix sont déduits des coûts et des rémunérations de tous les autres opérateurs.

Dans ces filières en effet, a contrario d'autres filières comme le palmier à huile, l'hévéa ou le coton, au sein desquelles l'excédent (ou le déficit) de la filière est réparti entre les acteurs proportionnellement à leurs efforts respectifs, le producteur supporte seul le risque de prix. La solidarité et la recherche de l'équité dans la rémunération des acteurs sont quasiment inexistantes. Cette situation est injuste et injustifiée au regard du rôle primordial des producteurs dans ces filières.

L'idée principale consisterait à mettre en place des mécanismes basés sur une répartition des risques de prix sur l'ensemble des acteurs proportionnellement à leur contribution effective dans la valeur ajoutée. Cela nécessite de pouvoir identifier et déterminer très clairement, les coûts supportés par les différents acteurs et de favoriser ensuite la recherche d'un consensus minimum entre les acteurs sur leurs contributions respectives à l'équité dans la filière. Le rôle de l'Etat s'avère primordial à ce niveau.

10 LA PLACE DU BINOME CACAO/CAFE DANS LES REVENUS

Une étude sur les revenus et les investissements des planteurs de cacao ne serait pas complète sans une approche des revenus autres que ceux tirés du cacao et du café. A ce stade, l'étude peut aussi proposer de nouvelles pistes et nouvelles hypothèses.

Les données doivent toutefois être interprétées avec prudence. En effet, si toute enquête à un seul passage comporte déjà bien des faiblesses dans l'estimation des productions, des revenus de cacao et café, des charges d'exploitations, elle est encore plus fragile sur des revenus de production moins facilement quantifiables. Il est plus difficile d'évaluer un nombre de régimes de palme vendus mensuellement qu'un nombre de sacs de cacao réparti sur 4 ventes dans l'année. Par ailleurs des revenus comme les ventes de terre, l'aide d'un fils, touchent à une vie sociale parfois conflictuelle, et personnelle.

Pour toutes ces raisons, l'approche des revenus se concentre sur l'année 2006/07. Les données sont donc plus statiques, sans comparaisons avec les années antérieures. Mais des références éventuelles aux données bibliographiques peuvent apporter quelques éclairages.

Par ailleurs, si la taille de l'échantillon ne permet guère d'exploiter des données de revenus pour 8 régions et 12 départements, il est raisonnable de s'intéresser aux moyennes pour les 3 statuts d'origine sociale: comment se situent les planteurs « autochtones », « allochtones » et « allogènes » par rapport aux variables de revenus ?

10.1 Cacao et pauvreté

On s'intéresse ici aux revenus monétaires, excluant les productions auto consommées ou données. Il s'agit des revenus globaux, cumulant tous les revenus agricoles, et non agricoles, autant qu'ils ont pu être évalués dans une enquête à un seul passage. Sur cette base et si l'exploitation moyenne « existait », selon notre échantillon de 435 planteurs, elle dégagerait un revenu global annuel de 1.125.406 Fcfa en 2006/07 (Tableau No 10.1)

Compte tenu de la moyenne de 10 résidents par ménage, le revenu annuel par personne et de l'ordre de 107.000 F par an et 293 F/jour. Certes, l'enquête à un seul passage a peut-être minoré certains revenus et l'augmentation du prix en 2007 rehausse un peu ces revenus. Mais même en restant prudent, même dans un pays avec un Fcfa fort par rapport au dollar, tout indique que le cacao et le café n'empêchent pas le revenu par personne de tomber en dessous de 1 US \$ par personne et par jour. La pauvreté est confirmée.

Un résultat intéressant est l'apparente grande homogénéité d'un groupe à l'autre : même en intégrant les revenus autres que ceux apportés par le cacao et le café, globalement les planteurs restent pauvres ou sont redevenus pauvres.

Tableau 10.1 Revenus annuels par exploitation et par personne, en 2006/07, en FCfa

	Autochtones	Allochtones	Allogènes	Ensemble
Revenus globaux	1 062 543	1 162 227	1 291 604	1 125 406
Nombre de résidents	9,9	10,9	12,0	10,5
Revenu / résident / an	106 797	106 934	107 514	106 968
Revenu / résident / jour	293	293	295	293

Sources : enquête consultants

10.2 La place encore prépondérante du binôme cacao/café

La structure des revenus apporte également son lot d'information. Sur l'ensemble des exploitations, les cultures pérennes apportent 83% des revenus monétaires. Le cacao représenterait 56%, avec un relatif maintien du café à 21% (tableau 10.2).⁸

Le groupe qui dépend le plus du cacao est celui des Allochtones, avec une dépendance de l'ordre de 75%. On retrouve ici logiquement la ruée des populations d'origine Baoulé vers les forêts, au cours des années 70 et 80. Ces migrations des Baoulé se sont souvent concentrées sur le cacao (Ruf 1988).

Tableau 10.2 Structure des revenus annuels par exploitation, en 2006/07, en FCfa

Revenus tirés de	Autochtones	Allochtones	Allogènes	Ensemble	
Caféier	188 959	214 010	394 389	230 791	21%
cacaoyer	563 665	776 611	690 745	634 858	56%
palmier	66 400	3 120	4 987	40 911	4%
Hévéa	30 377	16 071	-	21 718	2%
Autres cultures pérennes	3 426	960	2 333	2 659	0%
Total cultures pérennes	852 826	1 010 773	1 092 454	930 936	83%
Cultures vivrières	31 646	34 889	51 380	35 864	3%
Autres revenus	178 071	116 566	147 770	158 605	14%
Total Revenus	1 062 543	1 162 227	1 291 604	1 125 406	100%

Sources: enquête consultants

10.3 En corollaire, un impact encore limité du palmier et de l'hévéa ?

Selon ces enquêtes, les revenus du palmier et de l'hévéa occuperaient encore une place très limitée, autour de 6% (20% dans 3 régions). Mais il faut rappeler ici les éléments donnés dans l'aperçu méthodologique (section 1) : l'échantillonnage a privilégié les régions de forte production de cacao et café et n'a retenu que les exploitations de cacao et café. L'échantillon a exclu les exploitations qui se sont déjà spécialisées sur l'hévéa et/ou le palmier, ayant définitivement abandonné le cacaoyer, voir ne l'ayant jamais adopté, notamment parmi deux types d'exploitations : celles de nombreux jeunes d'une part, mais aussi celles de nombreux retraités venant s'installer au village.⁹

⁸ Ce seul de 20% de revenus par le café nous semble un peu élevé et est peut-être le signe d'une faiblesse de l'échantillon numérique dans les régions centre-ouest et sud-ouest où l'objectif cacao a souvent « balayé » les restes de velléités sur le café.

⁹ Cette relation entre retraités et préférence pour l'hévéa est désormais bien connue. C'est une information tombée dans le domaine public. Voir par exemple le No spécial de Fraternité Matin sur les retraités, avec un titre moins polémique qu'il pourrait en avoir l'air : « Les planteurs du Dimanche » (Frat Mat 2008).

10.4 Une flexibilité réduite sur les cultures vivrières

Un des aspects a priori positifs d'une baisse des prix du café et du cacao pourrait être la diversification vers les cultures vivrières. Si les prix et revenus du binôme café/cacao baissent, les conditions semblent favorables pour une relance de la production vivrière. Est-ce bien le cas ?

De la capacité de l'agriculture familiale à maintenir ou développer une production vivrière, dépend en grande partie la notion de « coût de survie » rappelée dans l'analyse des coûts de production. La capacité à se reporter sur les cultures vivrières peut même servir directement les villes, comme le montrent les bâchés remplis de manioc, traversant régulièrement les axes d'Abidjan.

Parmi les travaux existants sur ce thème, une des recherches les plus importantes est celle de J.L. Chaléard, au titre tout à fait explicite « Temps de villes, Temps des vivres. L'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire » et notamment son approche des terroirs saturés de la région d'Agboville (Chaléard 1996, 1997, encadré 10.1).

Encadré 10.1 Exemple de reconversion partielle des exploitations caféières vers le vivrier, dans la région d'Agboville, selon J.L. Chaléard, 1996 et 1997.

Dans la région d'Agboville, à la fin des années 80, les extensions de nouvelles plantations de café/cacao et de leurs vivriers associés sont réduites, ne fournissant plus gère de surplus, « mais les planteurs créent de nouvelles parcelles vivrières qui peuvent fournir 30% à 40 % des revenus des exploitations familiales (Chaléard 1996, 174). Comment expliquer une telle performance dans la reconversion partielle vers le vivrier ?

JL Chaléard (1997) évoque la chute du prix du café, jouant un rôle certain à Rubino où pour des raisons pédologiques, le caféier pousse mieux que le cacaoyer. Le prix joue en interaction avec d'autres facteurs :

- La croissance urbaine, et donc l'augmentation de la demande en vivriers, notamment « à Abidjan qui dépasse 2 millions d'habitants en 1990 »
- L'amélioration des liaisons routières : l'axe Abidjan-Agboville est goudronné et la piste Adomankro-Rubino sont refaites
- En 1983, la sécheresse réduit toutes les récoltes de culture vivrière autour d'Abidjan et contraint les marchands à élargir leur zone de collecte pour s'approvisionner en vivriers

Ce chiffre de 30 à 40% de revenus monétaires par les cultures vivrières est donc bien lié à un lieu, avec une relative proximité d'Abidjan, et une époque, les lendemains de la grande sécheresse de 1983. Mais le cas introduit bien la question d'un relais éventuel des revenus café/cacao par des revenus vivriers sous le double impact d'une croissance de la demande alimentaire dans les villes et d'une dégradation des conditions de production du cacao et café. D'ailleurs, au-delà du cas d'Agboville, le « temps des villes, temps de vivres » suggère bien une forte réponse des exploitations à la demande des villes en vivriers. Reconnaissons, avec J.L. Chaléard, que tendance était perceptible à la fin des années 80. Qu'en est-il à la fin des années 2000 ?

En nous autorisant un raccourci facile, les manifestations en 2008 pour la vie chère, dans toute l'Afrique, y compris en Côte d'Ivoire, rappellent que le « surplus vivrier » ne va pas de soi, ou plus de soi. Au delà du renversement de tendance du marché mondial sur les produits alimentaires, la Côte d'Ivoire connaît également de grandes difficultés.

De fait d'après nos enquêtes, sur une population couvrant 8 régions et 12 départements, la contribution des produits vivriers, (céréales de base, tubercules, banane, et maraîchage) aux revenus monétaires des ménages semblent rester faibles, de l'ordre de 35.000 Fcfa par famille et par an, soit 3% du revenu moyen. Les allogènes sont un peu confortés dans une situation de « meilleurs producteurs de vivrier », identifiée depuis longtemps, (Ruf 1988),

mais en 2008, le pourcentage de leurs revenus tirés du vivrier reste à peine à 5%. Comment expliquer un résultat aussi faible?

- Limites d'une enquête à un seul passage, conduisant à sous-estimer des ventes de vivrier, notamment par les femmes, notamment dans le maraîchage. Par ailleurs, des confusions ont pu se produire à l'échelle des enquêteurs sur les sources de revenus, entre production, artisanat et commercialisation de vivriers: par exemple la vente d'attieke par la femme d'un planteur peut se réaliser avec du manioc produit sur l'exploitation familiale ou du manioc acheté. Dans le second cas, le revenu de la vente d'attieke est classé en revenu d'artisanat et de commerce, et non de vivrier, ce qui peut être une autre source de sous-estimation.
- Limites de l'échantillonnage aux exploitations de cacao et café : comme pour le palmier et l'hévéa, nous n'avons pas intégré les exploitations qui ont pu se spécialiser sur les cultures vivrières, parfois sans terre en propriété, fonctionnant sur une base de terres louées, au moins provisoirement. Ce choix se ressent sur les résultats mais il reste que les exploitations de cacao et café auraient peu de vivriers mis en vente.
- Le lieu : rôle fondamental des routes et de l'accès au marché :
 - o L'exemple emprunté à J.L. Chaléard rappelle donc que le prix agit toujours en interaction avec d'autres facteurs. Dans le cas du vivrier, la proximité entre Agboville et le marché d'Abidjan n'est pas généralisable à l'ensemble du pays.
 - o Au plan national, outre l'absence de proximité géographique dans de nombreuses régions cacaoyères, l'état des routes et des pistes qui ont eu tendance à se dégrader ces dernières années défavorise un ajustement à la demande des villes en vivrier.
- L'époque et la croissance démographique ... dans les campagnes :
 - o Pour la fin des années 80, J.L. Chaléard évoque le rôle de la croissance démographique urbaine pour expliquer la force de la réponse des planteurs de café/cacao en termes de production vivrière pour les villes.
 - o A la fin des années 2000, nous évoquons surtout la croissance démographique dans les campagnes, et dans les familles, pour expliquer les limites de la réponse. Au cours du cycle de vie des planteurs, notamment des migrants, la famille s'agrandit. On a vu la moyenne, supérieure à 10 résidents par exploitation (tableau No 10.1). En cette fin de décennie 2000, la capacité des exploitations de café/cacao à générer une production vivrière commerciale est nécessairement émaillée.
- Les effets de la crise : au croisement du lieu et de l'époque, la crise traversée par le pays dans les années 2000 peut aussi freiner la production vivrière et la commercialisation. Ainsi le départ de nombreux migrants dans la région de Duekoué et Guiglo fait chuter la production des vivriers de base. Ainsi, la région de Vavoua qui produit encore beaucoup de vivriers a beaucoup de mal à les commercialiser des prix décents.

- La concurrence des « anciennes » et « nouvelles » cultures pérennes :
 - o Dans le sud-ouest du pays, le boom du cacao des années 70 à 90 a l'ampleur des migrations qui l'accompagne, génèrent un taux d'occupation du sol beaucoup plus élevé qu'au centre et à l'Est du pays. Des régions entières deviennent réellement saturées par le cacaoyer, laissant cette fois très peu de place pour la production vivrière. Malgré plusieurs années de prix très décevants sur le cacao, les planteurs s'accrochent à leur patrimoine. Il en résulte d'ailleurs une tension sur le marché des locations de terres, avec des loyers annuels pouvant dépasser 50.000 Fcfa par hectare (Voir section 10.5)
 - o un élément nouveau est le boom de l'hévéa et la relance du palmier, qui devraient renforcer la difficulté des exploitations à réagir sur les vivriers de base. La concurrence de l'hévéa sur les vivriers devient d'ailleurs visible dans la région d'Agboville, y compris sur le marché des locations de terre (Ruf 2008).

En résumé, malgré des sous-estimations certaines liées à une enquête à un seul passage, le chiffre de 3% de revenus monétaires assurés par les vivriers et celui de seulement 31% des exploitations déclarant tirer un revenu de leurs cultures vivrières, nous semble refléter une réalité : manque de terres et accroissement des charges familiales limitent la flexibilité des exploitations de cacao et café à diversifier durablement vers les cultures vivrières.

Par ailleurs, ces données de vente ne tiennent pas compte des achats éventuels de sacs de riz ou maïs, devenus très courants. Un relevé de vente est très souvent compensé par un achat quelques mois plus tard, juste avant les récoltes.

Sans le démontrer ici, nous faisons l'hypothèse que les exploitations de cacao et café au « temps des villes » sont souvent devenues déficitaires nets en produits vivriers.

Une hypothèse complémentaire serait qu'une partie de cette production vivrière puisse être prise en charge par des exploitations spécialisées, notamment par location. Cela paraît plausible pour le maraîchage, probablement plus difficile pour les cultures vivrières de base, telles les céréales et les tubercules, sauf à abandonner complètement le cacaoyer et le caféier, comme cela se fait à proximité d'Abidjan, mais là aussi pointe la concurrence de nouvelles cultures pérennes.

10.5 Les « autres revenus »

40% des ménages déclarent un « autre revenu », autre que la production de biens agricoles, ce qui est considérable, et contribue aux revenus monétaires pour 14%, probablement un peu plus. Ces chiffres évoquent bien la recherche d'autres sources de revenus pour compenser les faiblesses du cacao et du café.

A part la région d'Aboisso/Adiaké où la pêche joue un rôle important dans les revenus complémentaires aux cultures pérennes, les régions connaissent toutes les mêmes diversifications, très nombreuses :

- l'activité de pisteur est une des diversifications verticales les plus logiques pour des planteurs de cacao et café
- gérant de coopérative, peseur
- artisanat et commerce de produits vivriers comme l'attieké mais aussi le vin de palme (bangui) et l'alcool fort (koutoukou) qui en est tiré
- commerce de poissons
- petits restaurants et maquis, dès que le village prend un peu d'importance

- petites boutiques pour les biens de première nécessité
- en signe de modernité, les « cabines » de téléphone cellulaire
- Electricien, maçon, menuisier, mécanicien
- Couture et coiffure
- Pasteur ...

L'aide d'un fils est parfois mentionnée, y compris de fils travaillant non seulement en ville mais à l'étranger, preuve que l'investissement des « parents planteurs » dans la scolarisation des enfants n'est pas toujours sans retour. Chez les autochtones, et plus exceptionnellement chez quelques migrants, trois « nouvelles » sources de revenus prennent de l'importance :

- les pensions, reflétant une des mutations de l'agriculture de plantation, avec un nombre croissant de retraités venus préparer leur retraite, et s'étant installés définitivement au village, finançant leur installation par les dernières années de salaire puis par les pensions
- les locations de terre, les ventes de terre et les mises en garantie de plantations: ces transactions représentent une part non négligeable des revenus des autochtones. Ce n'est pas le sujet central, et nous renonçons ici à en faire une analyse détaillée trois exemples régionaux donnent le ton :
 - o Dans le centre-ouest, les locations de terre se négocient autour de 20.000 à 25.000 Fcfa par hectare. Les autochtones commencent à évoquer des loyers à 50.000 Fcfa par hectare mais la réalité tarde à se concrétiser.
 - o En revanche, dans le sud-ouest, dans la région de Soubré, la contrainte foncière peut conduire à des locations de 20.000 à 50.000 Fcfa par hectare, voir plus si la location se prolonge avec l'igname, sur des terres considérées encore fertiles. Certains migrants Baoulé profitent de cette nouvelle manne. En effet, certains migrants, ayant acquis de grandes superficies grâce à l'ancienneté de leur installation, ou de celle de leurs parents, captent une partie de ces revenus fonciers.
 - o Dans d'autres régions comme Agboville, des migrants d'un nouveau type, les cadres, achetant massivement des terres pour planter des hévéas captent une partie de ces rentes. Les locations restent à des prix moyens de 20.000 Fcfa par hectare mais on peut s'attendre à une rapide augmentation dont l'agriculture familiale, loin d'en bénéficier, en ferait globalement les frais (Ruf 2008).
- Au-delà des ventes et locations de terres, tout ce qui tourne autour de la notion de tuteurât (voir les travaux de Chauveau et Colin) et de reconnaissance des migrants envers leurs tuteurs pour leur avoir cédé la terre, conduit à diverses formes de rémunération, sous forme de cadeaux, participation aux frais de funérailles, etc. A des degrés divers, ces transactions entrent dans les revenus fonciers des autochtones.

La notion de location de terre dépasse donc largement celle destinée aux cultures vivrières. Dans certains villages, le cadeau annuel au tuteur ou la « location », c'est-à-dire le droit à cultiver ses cacaoyers, est négocié et normalisé. Dans la région du Fromager, on a vu ces montants établis à 50.000 F par an, pour des exploitations de 5 à 15 ha. Pour les quelques « tuteurs » autochtones ayant plusieurs « protégés » ou « locataires », le montant de la rente et sa contribution dans les revenus peut être importante.

Pour une part, ces « locations » contribuent à maintenir un certain équilibre social entre autochtones et migrants, du moins pour une partie d'entre eux. Car pour une autre part, ces nouvelles rentes seront autant de barrières foncières à l'investissement, autant de fossés d'inégalité creusés entre ceux qui peuvent acquérir la terre et ceux qui la perdent, insensiblement ou visiblement, y compris pour certains « autochtones », souvent les premiers touchés par la faiblesse du prix du cacao (section 5).

CONCLUSION

Depuis presque 20 ans, sous le double impact de la chute du cours mondial et de la taxation au niveau national, les planteurs de cacao en Côte d'Ivoire cherchent des alternatives économiques mais jusqu'à ces dernières années, ils en trouvent relativement peu. Ils se sont terriblement appauvris. La régression des ressources forestières accroît la récession économique. En cascade, les femmes, les enfants et les manœuvres subissent une nette dégradation de leurs conditions de vie. Cette situation est encore plus dramatique pour les quelques familles qui dépendraient encore du café.

Face à ce triste constat, l'extraordinaire endurance de l'agriculture familiale à faire le « dos rond » en période de crise du fait de son faible « coût de survie » et sa capacité à attendre des jours meilleurs, phénomène renforcé par la forte proportion de migrants d'origine étrangère, nécessairement plus silencieux, reste une bénédiction pour les pouvoirs publics.

Cette résistance se traduit généralement par la baisse de consommation de produits phytosanitaires, d'engrais, et parfois de main d'œuvre et même parfois aussi contradictoire que cela puisse paraître par la poursuite des investissements, notamment la création de plantations, comme l'étude l'a mis en évidence.

Il n'y a pas que le « dos rond ». Malgré les incertitudes, les planteurs et leurs épouses continuent d'innover. Ils essaient de sortir un peu des cultures pérennes, notamment par les cultures vivrières. Partout où la situation est favorable, comme à Divo (multitude de bas-fonds et accès routier raisonnablement bon vers Abidjan), le maraîchage devient un nouveau tremplin, notamment pour les femmes et les jeunes. Encore faut-il que la proximité d'Abidjan et l'état des pistes le permettent.

La première explication à ces capacités de résistance et d'initiative dans l'agriculture réside précisément dans le manque d'alternative aux emplois dans l'agriculture. « Je ne connais pas d'autre travail », répètent les planteurs...

Mais cette aptitude de l'agriculture familiale se paie, à court terme, et à long terme, et surtout n'est plus garantie dans les mêmes termes pour le cacao et le café, dans les années à venir :

- Café : Le secteur café a pris de très sérieux coups, depuis 25 ans. Il faudra que le prix remonte durablement avant que l'agriculture familiale réinvestisse dans ce secteur. A plus court terme, sous l'effet d'un prix en hausse, les femmes qui rechignent moins à la pénibilité de la récolte, peuvent aider à remonter un peu les revenus des exploitations et la production annuelle, mais l'effet restera très limité s'il ne se crée plus de nouvelles plantations. Sous réserve d'une hausse de prix et des revenus, de nouveaux outils comme l'engrais restent également à faire découvrir aux planteurs de café.
- Cacao : Pour le cacao, la capacité de résistance de l'agriculture familiale va faiblir face au double handicap des prix stagnants du cacao et de la hausse drastique des intrants, notamment les engrais, qui doublent. La capacité de résistance faiblit aussi face à la dégradation de l'environnement écologique : vieillissement des plantations, baisse de la fertilité des terres, accroissement des maladies. Dans une certaine mesure, les maladies du cacaoyer ne sont peut être pas aussi graves que certains veulent bien le dire. Mais si une véritable épidémie de pourriture brune se répète, les risques restent élevés. L'enquête démontre que les planteurs y sont mal préparés. Au plan de la production nationale, même si la Côte d'Ivoire apparaît toujours comme le premier producteur mondial incontesté, la question de son rang n'est plus aussi incongrue qu'en 2000. Certes, la question a déjà été posée plusieurs fois et la Côte

d'Ivoire a déjà souvent démenti les prévisions pessimistes (Ruf 1993). Mais les handicaps se multiplient.

- Santé et éducation : Cette capacité de résistance au plan agricole se paie par un laminage de la qualité de vie, de l'alimentation, de la santé, de l'habitat, de l'investissement scolaire. Globalement, le cacao qui servait à financer une grande partie du développement des ressources humaines dans le pays, perd beaucoup de terrain sur ce plan. La Côte d'Ivoire perd autant.
- La fièvre du caoutchouc : les planteurs ont désormais découvert leur alternative au cacaoyer : dans certains cas, ce peut être le palmier avec un prix des régimes et de l'huile qui a plus que doublé : mais dans l'ensemble de la zone forestière, c'est désormais l'hévéa, avec un prix du latex qui a plus que triplé et une garantie incomparable de régularité de revenus, une mensualisation extrêmement recherchée (Ruf 2008a). Si le prix du cacao n'augmente pas très rapidement, une page de l'histoire de la Côte d'Ivoire va se tourner de façon irréversible. Des dizaines de milliers de planteurs vont passer à l'hévéa. S'il s'agit d'un processus de diversification à l'échelle des exploitations, le mouvement est excellent pour les revenus des exploitations familiales et pour le pays tout entier. Mais si le prix du cacao ne remonte pas significativement, la diversification va se transformer en reconversion. Dans des milliers d'exploitations la quasi monoculture en cacao va se transformer en quasi monoculture de l'hévéa.

C'est tout le dilemme d'une agriculture familiale qui commence à se moderniser et qui peut enfin se diversifier. Elle a simultanément besoin de prix de vente en hausse pour faire face au vieillissement de son appareil productif et au moment de la hausse rapide des intrants. Elle a besoin de prix relativement stables pour ses produits, ce que réclament tous les planteurs. Elle a besoin de plus d'informations sur ces mouvements de prix, sur les innovations possibles pour faire face à ces changements de prix, sauf peut-être sur l'hévéa, un des rares secteurs où survit une forme de conseil et d'appui aux planteurs.

Le secteur palmier devrait encore démontrer la force du prix au producteur comme levier d'investissement. Alors que les planteurs, lassés par prix misérable et la disparition des services, notamment le transport des régimes, commençaient à délaisser tout investissement nouveau dans la culture en 2005 et 2006, la relance est pour 2008. Alors que le cours mondial de l'huile de palme a triplé en 2 ans, les opérateurs se débrouillent pour à peine doubler le prix au producteur, mais cela suffira. Deux ans de hausse et in prix à 45 F/kg suffiront à relancer les nouvelles plantations de palmiers, ... notamment en replantant les palmiers dans les vieilles parcelles de caféiers, et dans une moindre mesure, de cacaoyers.

En attendant, l'hévéa se porte déjà très bien et va continuer à bien se porter. La hausse du prix et de la production du caoutchouc suit un rythme proche de la croissance historique du cacao les décennies précédentes: le prix remonte régulièrement depuis plusieurs années. Des services d'appui sont disponibles au même moment. Une épargne redevient envisageable, ce qui n'existe presque plus dans le cacao. Cet environnement génère de la confiance dans le secteur et dans la plante, tandis que la défiance continue de gagner le secteur cacao. Comme dans toute activité économique, c'est la confiance des investisseurs potentiels qui détermine l'investissement ou le désinvestissement.

RECOMMANDATIONS

En février 2008, au moment de la remise de la première version du rapport, les planteurs de cacao se retrouvaient dans l'éternel coup de ciseau de l'agriculture. D'un côté ils retrouvaient un peu d'optimisme avec un prix au producteur remonté à 500 F/kg, seuil qu'ils n'avaient plus vu depuis 2003, et surtout seuil qui semblait alors se maintenir depuis 2 mois, presque un « miracle ». Nous en voyions alors déjà les tous premiers effets en faveur de la reprise des achats d'intrants. D'un autre côté, les planteurs étaient désespérés par la hausse subite du prix de l'engrais. Au moment où ils s'apprêtaient à reprendre leurs achats d'engrais, en fin de grande traite, le sac passait de 12.000 F à près de 18.000 F en moyenne. Beaucoup de planteurs ressortaient du magasin d'engrais sans acheter. Nous avons donc insisté sur la nécessité de ne plus laisser le prix redescendre en dessous de 500 F/kg, une condition minimale pour tente de ne pas perdre un peu plus la confiance des planteurs de ce pays dans leur cacao.

Après une fin de grande traite ou un début de petite traite qui a laissé plonger le prix à 300 ou 350 F/kg dans bien des régions, le prix est remonté à un niveau proche de 500 F/kg. A la mi avril, la BCC fixe le prix minimum à 500 F. Il est possible que cette version provisoire du rapport ait contribué à cette décision, et c'est donc avec espoir que nous procédons à des recommandations en mai 2008, alors qu'en quelques mois, les menaces sur l'alimentation mondiale et la sécurité alimentaire se sont précisées, notamment à travers la flambée des cours des produits agricoles et des intrants.

En mai 2008, prenons l'exemple des engrais : sous l'effet de la demande mondiale, les prix des engrais cacao atteignent déjà 20.000 F pas sac et vont passer à 24.000 F. Or sans engrais pendant plus de 3 ans, des milliers d'exploitations cacaoyères de l'actuelle boucle du cacao, à l'ouest du pays, vont disparaître par mortalité des arbres (Ruf et Schroth 2004, Ruf 2007). Nos recommandations actualisées en mai 2008 prennent donc la forme suivante :

- *Une hausse rapide et durable du prix du cacao* : face à ces multiples problèmes et opportunités, face au problème spécifique de ce doublement des prix des engrais, dont une partie du verger cacaoyer ivoirien ne peut plus se passer très longtemps, face au boum hévéa, les planteurs ont besoin d'appuis spécifiques dans le secteur cacao : moins de prélèvements, certainement plus de stabilité dans le prix, certainement une hausse rapide, partant du seuil de 500 F à surtout ne plus franchir à la baisse, mais dont il faut rechercher une hausse rapide vers les 600 puis 700 F/kg, mais aussi un appui technique à relancer, pour ne pas dire reconstruire. La hausse du cours international du cacao, (de quelques 300 US \$ par tonne entre février et mai 2008) non sans relation avec les anticipations du marché quant à une possible baisse de production en Côte d'Ivoire, sont de nature à permettre ces hausses de prix au producteur, quitte à anticiper la hausse du cours international.
- *Fertilisation minérale* : le cacao de Côte d'Ivoire et plus généralement d'Afrique de l'ouest ne peut plus faire l'impasse sur l'engrais. C'est le principal outil pour remonter les rendements, les doubler, et pour réhabiliter une grande partie des plantations vieillissantes. Sur ce plan, outre des campagnes d'information et les progrès techniques dans les fertilisants, la hausse des prix et des revenus du cacao est une condition absolument nécessaire.
- *Fertilisation organique* : pour optimiser un usage réduit de l'engrais, le prix du cacao ne suffira pas. Il faudra identifier et favoriser les innovations paysannes tels que l'adoption du fumier de poulet. C'est une innovation qui se met timidement mais progressivement en place à la faveur du développement de petits élevages spécialisés, notamment dans les pays concurrents, Ghana et Indonésie (Ruf 2007,

2008). En Côte d'Ivoire, on commence aussi à en observer les débuts. Sur l'ensemble des 435 planteurs enquêtés, au moins 9 y recourent. C'est peu mais le mouvement est promis à un grand avenir si les prix de l'engrais continuent de monter ... et si les jeunes continuent de s'enthousiasmer sur les élevages de volaille. Certes, on doit espérer que la fièvre aviaire ne prenne pas son envol... Plus largement, dans une agriculture désormais « post-forestière », la recherche et l'action sur la reconstitution de la fertilité, la plus économique et donc si possible la plus organique possible, devient une priorité nationale.

- Vulgarisation agricole et matériel végétal sélectionné : l'enquête de 2007 confirme les résultats de l'étude 2006 sur le désert en termes de matériel végétal sélectionné. C'est incompréhensible pour le premier producteur mondial de cacao. A côté d'un prix minimum de l'ordre de 600 F, la relance de l'accès des planteurs à de vrais hybrides devrait être une autre priorité.
- *L'environnement des pistes* : la dégradation des pistes d'accès à de nombreux villages pèse directement sur le prix du cacao payé au producteur. Le phénomène n'est pas nouveau mais à 40 km de Gagnoa, on trouve des villageois, isolés par des pistes dans un état épouvantable, qui obtiennent 350 F/kg de cacao, alors que la moyenne nationale s'approche des 500 F. Un effort sur la réhabilitation de pistes, dont l'état pèse parfois lourdement sur les prix du cacao payés aux producteurs, a fortiori sur ceux des produits vivriers, ainsi que sur leurs intrants, leurs déplacements, leurs importations éventuelles. En particulier, en termes de revenus des producteurs et des productrices, insistons sur l'empêchement à s'ajuster aux prix du cacao sur les cultures vivrières en cas de pistes trop dégradées.
- *Pour le café, les mêmes principes sont en jeu*. Il faudra plusieurs années de prix au seuil minimum de 500 à 600 F et un processus de hausse régulière pour redonner l'envie de planter. Mais en accompagnement, il s'agit de promouvoir massivement le matériel végétal du CNRA. Accessoirement, l'appui peut aussi intégrer des méthodes pour réduire le travail d'entretien du café, tel qu'un usage raisonné de l'herbicide, encore que l'intrant est désormais connu. Son adoption dépend surtout du ciseau « prix du café/ prix de l'herbicide » et du coût du travail. Les stratégies agro forestières, tels que les associations caféiers/hévéas restent des outils potentiels mais la Recherche a encore à prouver l'efficacité économique de certains modèles.

En résumé les recommandations sont donc aussi simples que profondes: reconstruire la confiance des planteurs. De cette confiance dépendent les investissements des planteurs :

- en utilisant tous les moyens possibles pour que le prix du cacao et du café progresse dans un mouvement de hausse à partir d'un plancher de 500 F par kg (valeur 2008) pour atteindre le plus rapidement possible 600 à 700 F.
- en favorisant simultanément la reconstruction de services d'épargne, de crédit, de fourniture de matériel végétal sélectionné, d'optimisation économique des moyens de fertilisation et de protection des cultures, de pistes d'accès aux villages et aux plantations.

BIBLIOGRAPHIE

Agkpo, J.L.A., 2000. Analyse des déterminants de l'adoption des produits phytosanitaires et des techniques de replantation en cacao culture en Côte d'Ivoire. DAA, Institut National Polytechnique, Yamoussoukro, 63 p.

Aguilar, P., Keho Y, Paulin D., N'kamleu G., Raillard A., Petithuguenin P., Deheuvels O, et J. Gockowski, 2003. L'évolution des vergers de cacaoyers en Côte d'Ivoire entre 1995 et 2002. Contribution à la *14ème Conférence Internationale sur la recherche cacaoyère*, Accra - Ghana.

Araujo-Bonjean, C., Chambas, G., et J.L. Combes, 2001. Echecs des marchés et pauvreté : l'exemple de la filière cacao en Côte d'Ivoire. Communication au Colloque « L'avenir des cultures pérennes », Yamoussoukro, 5-9 Nov 2001. BNETD, CIRAD et ESI-VU.

Bergeret, P., 2002. Paysans, Etat et Marché au Vietnam. Karthala, Paris, 286 p.

Bernard, A. 2000 Inter- Réseaux, grain de sel (24).

Boris, J.P., 2005. Commerce inéquitable. Hachette, Paris, 189 p.

Bouliaka, S., 2003. Les limites du front pionnier caféier sur les hauts plateaux du centre-sud Vietnam. CIRAD, Montpellier, 12 p.

Bresinger, C., Diao, X. et S. Kolawalli, 2007. The role of cocoa in Ghana's growth and poverty reduction. IFPRI/ODI (eds), Production, Markets and the Future of Smallholders. The Role of Cocoa in Ghana. Accra, 19 Novembre 2007, 4 p.
(http://www.odi.org.uk/plag/events/07_ghana_cocoa.htm)

Chaléard, J.L., 1996. Temps des villes, temps des vivres. L'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire. Karthala, Paris. 661 p.

Chaléard, J.L., 1997. L'essor du vivrier marchand : un contre-modèle aux marges du modèle ivoirien ? In : Contamin et Memel Foté (eds), Le modèle ivoirien en question. Crises, ajustements, recompositions. Karthala, Paris, 170-189.

Chauveau, J.P., 2000. Question foncière et construction nationale en Côte d'Ivoire. Politique Africaine, (78) : 5-25.

Chauveau, J.P., et J. Richard, 1977. Une périphérie recentrée. A propos d'un système local d'économie de plantation en Côte d'Ivoire. Cahiers d'Etudes Africaines, XVIII (4) : 485-523.

Chauveau, J.P. et E. Lénard, 1996. Côte d'Ivoire pioneer fronts: Historical and political determinants of the spread of cocoa cultivation. In Claence-Smith, W.G. (ed). Cocoa pioneer fronts since 1800: the role of smallholders, planters and merchants, Macmillan, London. 176-194.

Clarence-Smith, W.G., 2000. Cocoa and chocolate, 1765-1914. Routledge. London and New York.

Colin, JP, 1990. La mutation d'une économie de plantation en basse Côte d'Ivoire. Paris, ORSTOM, coll. A travers champs, 284 p.

Colin, JP, 1990. La dynamique des systèmes productifs agricoles en basse Côte d'Ivoire. In : *Dynamique des systèmes agraires. La dimension économique*. ORSTOM et CNRS, Paris, pp. 165-190.

Daviron, D. et S. Ponte, 2005. The coffee paradox. Zed Books, London and New York. 295 p.

Dorin, B., 2003. De la fève ivoirienne de cacao à la plaquette française de chocolat noir. Transmission des prix, partage de la valeur et politique de concurrence Nord Sud. CIRAD, Montpellier, 50 p.

Foucher, J.F., 1983. Planteurs de café et saturation foncière dans le sud-est ivoirien, *Cahiers du CIRES*, (33-34) : 1-54.:

Haidara, M., 2001. Analyse des déterminants socio-économiques des investissements en caféiculture et cacaoculture, en zone forestière ivoirienne. Mémoire de fin d'Etudes,

Hanak Freud E., Petithuguenin P., Richard J., 1996. Innovation in West African smallholder cocoa: some conventional and nonconventional measures of success. Montpellier, France, CIRAD, n. 26, 19 p. Food Security and Innovations: Success and Lessons Learned, 1996/03/11-13, Stuttgart, Allemagne. *Documents de Travail en Economie des Filières*

Hanak Freud E., Petithuguenin P., Richard J., 1997. The diffusion and impact of cocoa research themes in Ghana and Côte d'Ivoire. Montpellier, France, CIRAD, n. 31, 18 p. Conférence Internationale sur la Recherche Cacaoyère. 1996/11/17-23, Salvador de Bahia, Brésil. *Documents de Travail en Economie des Filières*

Koua A., 2007. Situation de la production de café en Côte d'Ivoire : cas du département d'Aboisso. BNETD, 90 p.

Léonard, E et M. Oswald, 1996. Une agriculture forestière sans forêt. Changements agro-écologiques et innovations paysannes en Côte d'Ivoire. *Natures, Sciences et Sociétés*, IV (3): 202-216.

Léonard, E. et P. Vimard, 2006. Crises et recompositions d'une agriculture pionnière en Côte d'Ivoire. IRD-Karthala, Paris, 368 p.

Losch, B., 1983. L'hévéaculture villageoise en Côte d'Ivoire. Contribution à l'étude de l'évolution des systèmes de production en zone forestière. Mémoire de DESS, Université de Montpellier I, 120 p.

Losch, B., 2000. La Côte d'Ivoire en quête d'un nouveau projet national. *Politique Africaine*, (78): 5-25.

Oswald, M., 1997. Recomposition d'une société au travers de plusieurs crises : la société rurale Bété. Thèse de 3e cycle. Institut national économique Paris-Grignon. Paris.

Ruf, F., 1981. Le déterminisme des prix sur les systèmes de production en économie de plantation ivoirienne. *Cahiers du CIRES* (28-29): 35-52.

Ruf, F. 1987. Eléments pour une théorie sur l'agriculture des régions tropicales humides. I- De la forêt, rente différentielle au cacaoyer, capital travail - *L'Agronomie Tropicale*; 42(3): 218-232.

Ruf, F.; 1988. Stratification sociale en économie de plantation ivoirienne – Thèse de Doctorat, Université de Paris X, Géographie; CIRAD, Montpellier, Paris, 6 vol, 1393 p.

Ruf, F. 1991. Les crises cacaoyères. La malédiction des âges d'or? *Cahiers d'Etudes Africaines*, 121-122, XXXI (1-2), 83-134.

Ruf, F., 1993. Will Côte d'Ivoire give up its Position of World Leading Cocoa Producer to Indonesia? *Café Cacao Thé*, XXXVIII (3): 227-249.

Ruf, F., 1993. Comparison of Cocoa Production Costs in Seven Producing Countries. *The Planter*. Vol 69 (807): 247-262.

Ruf, F., 1995. Booms et crises du cacao. Les vertiges de l'or brun. Karthala, Paris, 459 p.

Ruf, F., 1995-96. De l'économie familiale de plantation à l'économie familiale de replantation. In: Pichot, J., Sibelet N., and J.J Lacoeyllhe (eds). Fertilité du milieu et stratégies paysannes sous les tropiques humides. Actes du séminaire, 13-17 nov. 1996, CIRAD, Montpellier, 451-463.

Ruf, F., 1999. Comment et pourquoi la Côte d'Ivoire produit durablement plus d'un million de tonnes de cacao? *Afrique Agriculture*, (268): 21-25.

Ruf, F., 2002. Changes in labor and non-labor inputs in Côte d'Ivoire cocoa farms. 1997-2001. What impact on cocoa supply? CIRAD, 60 p.

Ruf, F., 2004. Impact des prélèvements dans les filières cacao/café sur les décisions des planteurs de Côte d'Ivoire. Une approche microéconomique. Contribution à l'atelier « Les prélèvements dans la filière café et cacao en Côte d'Ivoire », BNETD et Union Européenne, Abidjan, 16 Septembre 2004. 14 p.

Ruf, F. 2006. What future for cocoa in Côte d'Ivoire? Paper (Power point) presented at the World Cocoa Foundation (WCF) meeting, Washington, 4-5 October, 2006. (<http://www.worldcocoafoundation.org/>)

Ruf, F., 2007a. Current Cocoa production and opportunities for re-investment in the rural sector. Côte d'Ivoire, Ghana and Indonesia. Contributed paper presented at the World Cocoa Foundation (WCF) meeting, Amsterdam, 23-24 May, 2007. WCF, Washington, 35 p. (http://www.worldcocoafoundation.org/about/documents/FRuf_paper.pdf).

Ruf, F., 2007b. The cocoa sector. Expansion or a Green or a Double Green Revolution? In: IFPRI/ODI (eds), Production, Markets and the Future of Smallholders. The Role of Cocoa in Ghana. Accra, 19 Novembre 2007, 4 p. (http://www.odi.org.uk/plag/events/07_ghana_cocoa.htm)

Ruf, F., 2007c. *The new Ghana Cocoa Boom in the 2000s. From Forest Clearing to Green Revolution*. The European Union and CIRAD, Contract number: 9 ACP GH 6 / 23. CIRAD, Montpellier, 40 p.

Ruf, F., 2007d. Le cacao : un siècle de domination africaine du marché. *Cultures Sud* (167): 35-40.

Ruf, F., 2008a. La fièvre caoutchouc. *Jeune Afrique* (2457): 56.

Ruf, F., 2008b. Les zones forestières et la lente intégration de l'élevage dans les exploitations de cultures pérennes. Ghana, Côte d'Ivoire et Sulawesi (Indonésie).

Communication au séminaire « Systèmes de production et durabilité dans les Suds »
Poitiers, MSHS, 7-8 Février 2008. 15 p.

Ruf 2008c. Le décalage des cycles du cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana. CIRAD,
Montpellier, 15 p.

Ruf, F., 2008d. Le boum de l'hévéaculture en Côte d'Ivoire. Le cas de la région de Gagnoa.
Rapport pour l'Agence Française pour le Développement. CIRAD et AFD, Montpellier, 14 p.

Ruf, F., Stessels, L., 1986. Prix au producteur, coût des facteurs de production, et
intensification sur café. Rapport de mission Banque Mondiale, septembre 1986. CIRAD-
IRAT, Montpellier, 37 p.

Ruf, F., Ruf, T., 1989. Le café et les risques de l'intensification. *In*: ELDIN, M., MILLEVILLE,
P., 1989, Le risque en Agriculture. ORSTOM. 489-517.

Ruf, F., Agkpo, J.L, et K. Fiko, 2007. Eléments d'une stratégie d'amélioration du peuplement
végétal des plantations pérennes paysannes en zone forestière de Côte d'Ivoire. BDPA et
CIRAD, 220 p.

Topik, S., et A. Wells, 1998. The Second Conquest of Latin America Coffee. Henequen and
Oil during the Export boom, 1850-1930. Austin: University of Texas Press.

Varangis P., P. Siegel, D. Giovannuci et B. Lewin. 2003. Dealing with coffee crisis in Central
America: Impacts and strategies. World Bank Policy Research Working Paper N° 2993. The
World Bank, Washington DC.

Annexe 1. Termes de référence

TERMES DE REFERENCE **D'UNE ETUDE** **SUR LE REVENU ET LES INVESTISSEMENTS** **DES PRODUCTEURS DE CAFE et CACAO**

I CONTEXTE

Le café et le cacao jouent un rôle important dans l'économie ivoirienne avec une contribution actuelle de l'ordre de 15% au PIB. Ces deux produits représentent 2/3 des exportations agricoles et près de la moitié des exportations totales. Ils contribuent également significativement aux recettes budgétaires. La Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de cacao avec 41 % de l'offre mondiale et le huitième pour le café.

Compte tenu de leur importance dans l'économie et dans la cohésion sociale, du fait notamment de nombre d'exploitations concernées estimées à environ 700.000 selon le recensement actualisé de 1999 et de la présence de nombreux allogènes dans les zones de production, les Pouvoirs Publics ivoiriens ont toujours accordé à ces filières, un intérêt particulier.

Le développement des cultures de café et de cacao s'est fait au détriment de la forêt primaire qui est passée de 12 millions d'hectares en 1960 à moins de 2 millions aujourd'hui.. Lorsque la productivité baisse du fait du vieillissement des plantations ou des changements climatiques, les zones de production concernées sont abandonnées et de nouveaux fronts pionniers se sont créés (en particulier dans le sud-ouest).

Pour assurer la durabilité de la production, les deux filières ont été libéralisées à la fin des années 1990. Cette libéralisation devait (i) réduire l'exposition des finances publiques aux à-coups de la stabilisation, (ii) assurer une meilleure répartition de la valeur ajoutée au profit des producteurs et (iii) susciter de nouveaux investissements, d'une part, dans la transformation et, d'autre part, dans le renouvellement et l'intensification des plantations.

En effet, comme indiqué plus haut, la productivité des anciennes plantations baisse et l'alternative actuelle, pour les producteurs, consiste à exploiter la fertilité naturelle des zones forestières. Les conséquences écologiques sont désastreuses. La rente forestière a donc pratiquement disparu et si des actions ne sont pas mises en oeuvre pour faire face à cette situation, le pays risque de supporter un coût important lié à la baisse de la productivité puis à l'abandon de la culture de café et de cacao.

Il est donc important de mieux comprendre les déterminants des stratégies des producteurs de café et de cacao et de se donner des outils pour prévoir les évolutions qui pourraient résulter de fluctuations de leurs revenus ou d'incitations qui pourraient être données à la politique agricole dans ces deux filières.

II DESCRIPTION DE LA MISSION

A Bénéficiaires

L'étude sur les revenus des producteurs de café et de cacao est destinée aux Pouvoirs Publics, aux partenaires au développement et aux organisations de producteurs.

B Objectifs globaux et spécifiques

L'objectif global de cette étude est l'analyse des systèmes de production de café et de cacao afin de comprendre la formation des revenus, la capacité d'épargne et les stratégies d'investissement des producteurs de café et de cacao ainsi que l'influence des prix aux producteurs, sur ces stratégies.

Spécifiquement, l'étude vise à :

- (i) analyser la variabilité et la rentabilité des différents systèmes de production de café et de cacao ; cette analyse devra prendre en compte des variables telles que la région de production, l'origine du producteur (autochtone ou non), la superficie, le mode de faire valoir et le degré de sécurisation du foncier et le niveau d'intensification, etc. Cette analyse permettra de comparer les systèmes de production et leur impact écologique et de les classer selon une approche « coûts de production » ;
- (ii) mettre en évidence les appuis apportés aux producteurs par les pouvoirs publics ou la profession (crédits de soudure, distribution d'intrants et de matériel végétal, conseil agricole, renforcement des capacités, etc.)
- (iii) Analyser la façon dont les producteurs ajustent l'utilisation de leur revenu, lorsque celui-ci varie, en distinguant notamment les dépenses relatives à l'investissement productif, l'achat de biens durables, la consommation courante, l'épargne, l'éducation ou encore les dépenses sociales...
Etudier, dans ces stratégies, le rôle déterminant de certains facteurs tels que, le niveau des prix des campagnes récentes ou des anticipations de prix des campagnes à venir, l'aversion au risque, l'existence d'une épargne disponible, l'accès à des financements externes (crédits d'investissements et crédits de campagne).

C Prestations demandées et résultats escomptés

Sur le plan méthodologique, le prestataire devra :

- (i) passer en revue les études et enquêtes déjà réalisées sur le sujet ; il prendra connaissance, notamment, des travaux de l'observatoire café-cacao du BNETD, les enquêtes réalisées par le programme STCP et du recensement des producteurs de café-cacao réalisé par le MINAGRI ; ces investigations préliminaires lui permettront de mieux cibler les enquêtes de terrain ;
- (ii) réaliser une enquête de terrain¹⁰ qui, à titre indicatif, pourrait avoir les caractéristiques suivantes :
 - les enquêtes pourraient couvrir une large diversité de sites¹¹ au nombre d'une dizaine avec environ 3 à 4 villages et campements par site. A titre indicatif, les sites pourraient être choisis dans les zones suivantes : Niablé (Abengourou), Agboville, Yamoussoukro, Oumé, Gagnoa, Soubré-Ouest, Sassandra/Soubré Est, San Pedro, Nord-ouest de Daloa, Douékoué, Nord

¹⁰ Ce type d'enquête incluant l'emploi des revenus peut s'avérer délicat à conduire et nécessite qu'un minimum de confiance soit établi entre les enquêteurs et les enquêtés.

¹¹ Le site signifie ici un ensemble de villages et de campements représentant la diversité des systèmes de production et des origines ethniques. Pour les sites où c'est pertinent, il convient de combiner des villages à dominante autochtone, généralement situés près des routes, avec des campements allochtones.

de Grand-Bereby/Dogbo, Vavoua et Man¹². Le prestataire devra vérifier la représentativité des sites retenus. Dans chacun des sites, on prendrait un échantillon de 30 à 40 planteurs, soit un total de l'ordre de 300 à 400 planteurs.

- Le prestataire devra à partir de ces indications et de ses propres investigations, définir la taille de l'échantillon et la méthode d'échantillonnage pour avoir des résultats représentatifs. En particulier, le tirage des planteurs à enquêter devra prendre en compte les typologies existantes.
 - Dans la mesure du possible, les enquêtes auprès des producteurs devront inclure un examen des bordereaux de vente fournis par les coopératives ou des papiers laissés par les pisteurs.
- (iii) Traiter les résultats de l'enquête par des techniques d'analyse permettant de mettre en évidence les facteurs déterminants de la variabilité des comportements.
- (iv) Analyser les résultats obtenus et élaborer les recommandations
- (v) Animer un atelier de restitution et de validation des recommandations.

Le prestataire fournira avec son offre, une note méthodologique précisant sa compréhension des TDR et les techniques et moyens qu'il compte mettre en œuvre pour atteindre les objectifs recherchés. Il précisera sa méthode d'échantillonnage pour l'enquête auprès des producteurs.

III PROFIL DES EXPERTS

Le prestataire proposera l'équipe d'experts qu'il estime nécessaire pour atteindre les objectifs de l'étude. Cette équipe pourrait notamment comprendre les compétences suivantes :

- ❑ Un expert de catégorie II, agroéconomiste ou économiste, ayant une bonne connaissance de l'économie agricole de plantation, justifiant d'une expérience d'au moins dix ans dans l'analyse des systèmes de production ou des revenus des ménages ruraux. L'expérience des exploitations ou ménages du secteur café/cacao serait particulièrement appréciée, de même qu'une expérience professionnelle en Côte d'Ivoire.
- ❑ Un expert de catégorie II qui sera chargé de conduire les enquêtes, concevoir le questionnaire, superviser les tests, définir l'échantillon, conduire l'analyse statistique des résultats et contribuer à leur interprétation et à la rédaction du rapport principal. Cet expert devrait avoir une formation de niveau Bac+5 et justifier d'une expérience d'au moins cinq ans dans des enquêtes en milieu rural africain ;
- ❑ Eventuellement d'autres experts de catégorie II pour tel ou tel aspect de l'étude qui ne serait pas couvert par les experts précédents ;
- ❑ une équipe d'enquêteurs à recruter en Côte d'Ivoire et à mettre à la disposition de l'étude pendant un mois. Le prestataire présentera dans son offre l'équipe d'enquêteurs et son expérience. Cette équipe pourra être dirigée par l'expert

¹² Sous réserve que les conditions de sécurité soient réunies au moment du lancement des enquêtes.

responsable de l'enquête ou par un chef d'équipe, expert de catégorie III, recruté localement en même temps que l'équipe d'enquêteurs.

IV DUREE ET LIEUX D'EXECUTION

La durée maximale de l'étude est fixée à cinq mois jusqu'à la présentation du rapport provisoire. L'autorité contractante disposera d'un mois pour recueillir puis formuler au prestataire des commentaires et observations sur le rapport provisoire. Le prestataire disposera alors de deux semaines pour intégrer ces commentaires et observations dans le rapport final.

Le chef de mission devra revenir en Côte d'Ivoire, pour une mission de 3 jours (délais de voyage compris), à l'occasion de laquelle il présentera les résultats de l'étude, au cours d'un atelier organisé par le Minagri. L'organisation et le financement de cet atelier n'incombent pas au prestataire ; celui-ci devra seulement prendre en charge le Chef de mission pour son voyage et pour les 3 jours de mission.

En annexe à sa note méthodologique, le prestataire proposera un chronogramme en fonction des prestations demandées, de sa compréhension des présents TDR et des moyens qu'il compte mobiliser pour chacune des étapes de cette étude. Il indiquera pour chacun des experts et l'équipe d'enquête, le calendrier, le nombre de jours et le lieu d'intervention.

Ce chronogramme pourra être modifié par l'autorité contractante en accord avec le prestataire retenu, en fonction notamment de l'évolution du contexte sociopolitique en Côte d'Ivoire.

Le prestataire devra mobiliser au moins 80 jours ouvrés d'experts de catégorie II.

Le chef de l'équipe d'enquête s'il est distinct de l'expert responsable de l'enquête devra être disponible pendant 30 jours.

Les lieux d'exécution de l'étude sont Abidjan et les sites qui auront été retenus pour les enquêtes auprès des producteurs.

V RAPPORTS

Les rapports et documents de travail seront rédigés en français.

L'ensemble des documents prévus sera également produit en version numérisée transmise aux interlocuteurs désignés par l'autorité contractante par courrier électronique et sur CD-ROM.

VI DIVERS

Les prestations d'enquête lorsqu'elles sont sous-traitées par le prestataire, seront incluses dans les prestations à remboursement.

Annexe 2. Zones Enquêtées

Région	Département	Sous-préfecture	Village
MOYEN COMOE	Abengourou	Abengourou	Kouassibéniékro
		Appoisso	Bossemantié
		Niablé	Angouakro Djangobo Zouhounou
SUD COMOE	Aboisso	Maféré	Aby Adjouan Affiénou Bakou Bakou Kouamékro
AGNEBY	Adzopé	Assikoi	Massandji
		Adzopé	Djougbosso Zodji
		Akoupé	Agbaou Jeannot
	Agboville	Agboville	Andepo Guessiguié Loviguié Offumpo
		Oress Krobou	Oress Krobou
		Rubino	Segbevié
HAUT SASSANDRA	Daloa	Daloa	Gadoua Tapéguhé
		Gadouan	Bébouo Sibouo Kamblesso
		Gboguhé	Gboguhé Djédjékro Kouassifangakro
	Vavoua	Vavoua	Bahoulifla Bazara Bouamakro Degaullekro Bouamakro Dema Bahoulifla PK 14 Zatokro Raphäelkro Zouzoukro
SUD BANDAMA	Divo	Divo	Braboré Braboré Godiléhiri Guiléhiri Kpakossou Yobouékro

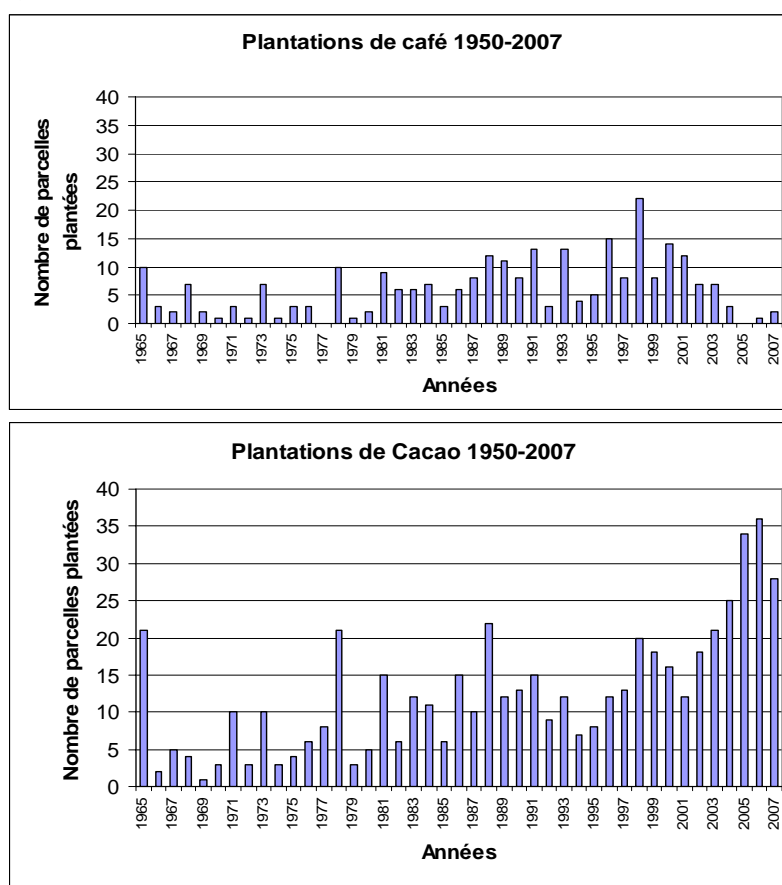
Région	Département	Sous-préfecture	Village
CAVALY	Duékoué	Gbapleu	Gbapleu
		Bagouho	Guinglo Zia
		Duekoué	Pinhou
		Guéhiébly	Guéhiébly
		Guézon	Dibobly
	Guiglo	Zagné	Goulégui Béoué Zagné
		Guiglo	Bédy Gouazon Kaadé Gblapleu
FROMAGER	Gagnoa	Guibéroua	Kisserahio
		Bayota	Brihi Barthlémykro
		Ouragahio	Mama
		Galebré	Yacoubakro Galébré Onahio
BAS SASSANDRA	San Pédro	San Pédro	Petit Pedro Blahou Baba Adjaméné
	Soubré	Grand Zattri	Grand Zattri Mavou
		Soubré	Logboayo Gripazo

Annexe 3. Détails sur les structures d'âge des vergers

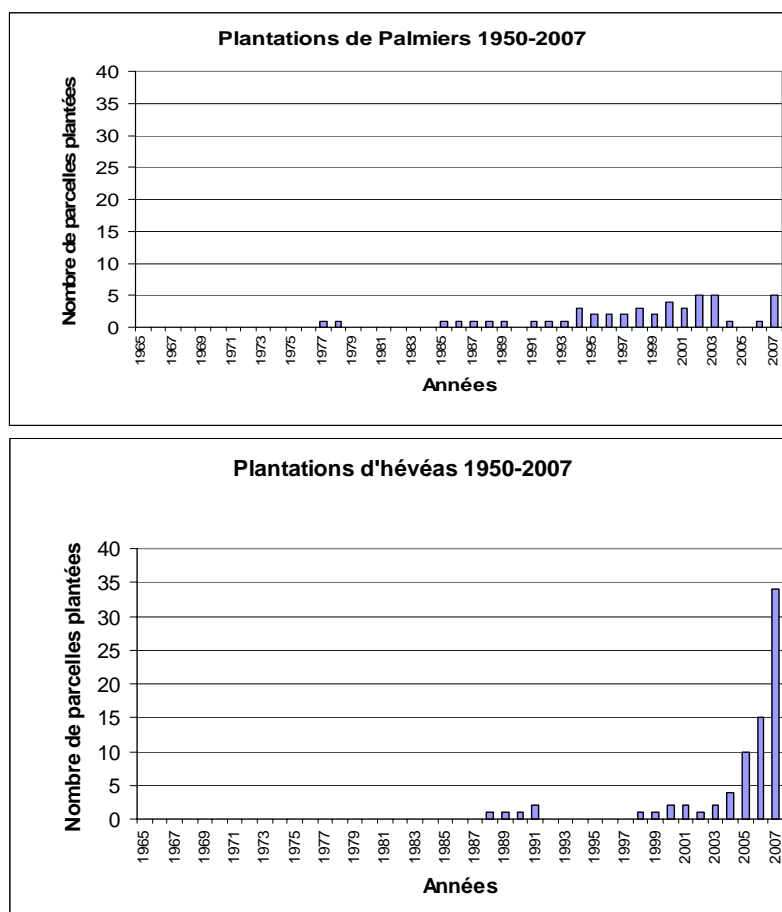
Malgré le caractère imprécis des dates de plantations plus ou moins bien mémorisées et appréciées par les planteurs, nous nous risquons ici à une analyse plus détaillée, année par année, d'abord en nombre de plantations créées, (de 1957 à 2007), tentant d'illustrer le nombre de décisions de planteurs optant pour l'investissement dans une nouvelle plantation. (Fig.1).¹³

Certes, la mémoire des planteurs ne peut remonter aussi loin avec précision. Surtout, nombre des plantations créées dans les années 50 à 70 ont été abandonnées ou ont brûlé ou ont été abattues. Elles ne peuvent plus apparaître dans un diagramme construit en 2007. Par ailleurs en ce qui concerne les surfaces plantées sur une période plus raisonnable, de 1978 à 2007 (Fig.2 à 5), on retrouve les grands résultats de l'enquête de 2006 (Ruf et Agkpo 2007).

Fig. 1 Nombre de plantations créées annuellement de 1950 à 2007

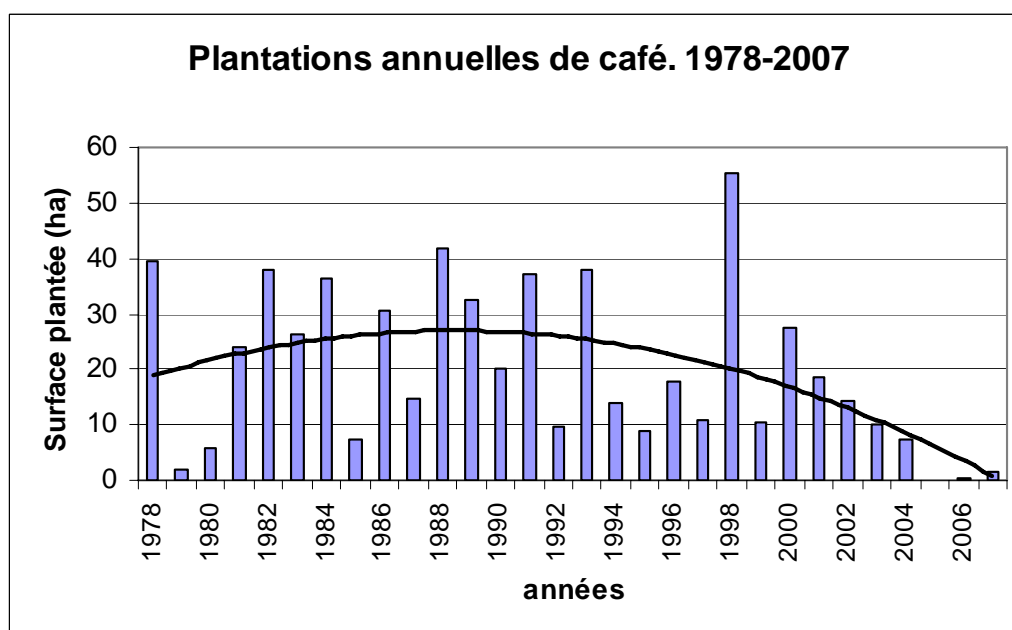


¹³ Sur cette figure 1.2, la première année indiquant « 1965 » regroupe toutes les plantations déclarées plantées avant 1965.



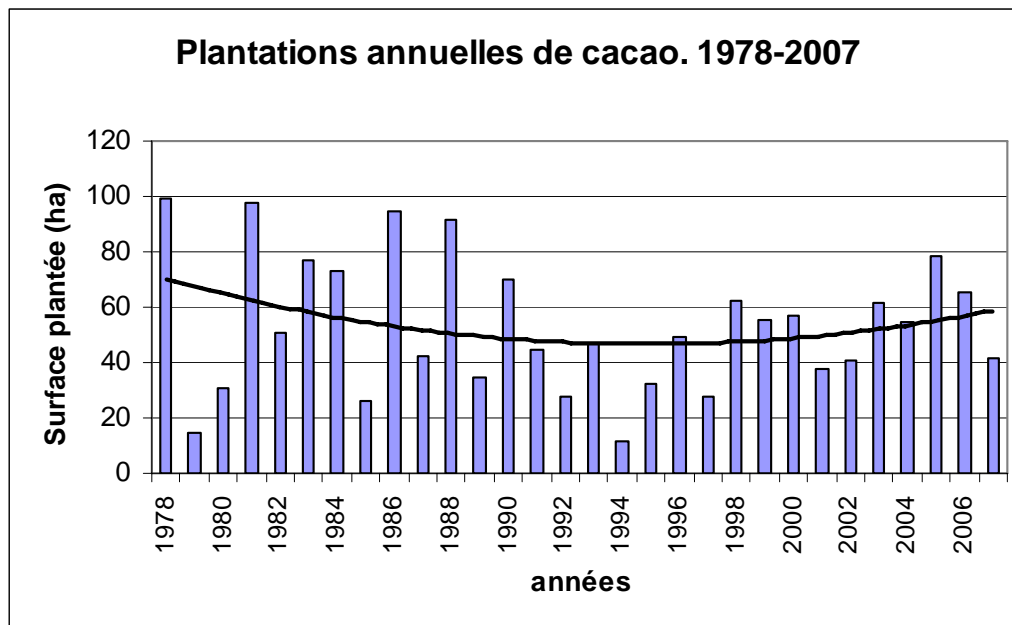
Caféiers : le maintien d'investissements dans le café dans les années 90. Ici l'enquête de 2007 indiquerait même un dernier sursaut significatif vers 1998 avant une retombée encore plus marquée à partir de 2000 (Fig.2).

Fig. 2. Superficies des plantations de caféiers créées annuellement de 1950 à 2007



Cacaoyers : prédominance du cacao et confirmation de la relance des décisions de plantations de cacao dans les années 2000. Il y a donc un rajeunissement indéniable du stock d'arbres, ayant par ailleurs perdu plusieurs dizaines de milliers d'hectares créés dans les années 50 à 70, par abandon, incendies et abattage (Fig.3)

Fig.3. Superficies des plantations de cacaoyers créées annuellement de 1950 à 2007



Palmiers : après une dynamique palmier dans les années 90, un certain déclin dans les années 2000 : dans l'enquête 2007, les années d'enthousiasme seraient 1994 et 1998 tandis que le déclin des années 2000 s'exprime par un arrêt des plantations entre 2004 et 2006, avant une légère reprise en 2007 (Fig.4)

Hévéas : le boum de l'hévéa, spectaculaire, encore renforcé en 2007 (Fig.5).

Fig. 4 Superficies des plantations de palmiers et hévéas créées annuellement de 1950 à 2007

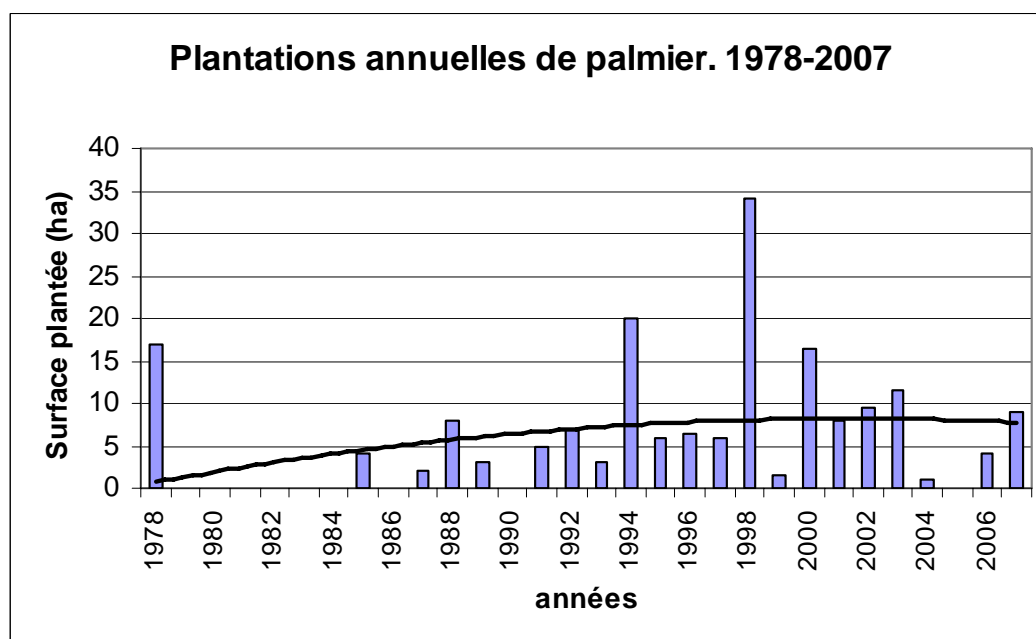


Fig. 5. Superficies des plantations d'hévéas créées annuellement de 1950 à 2007

